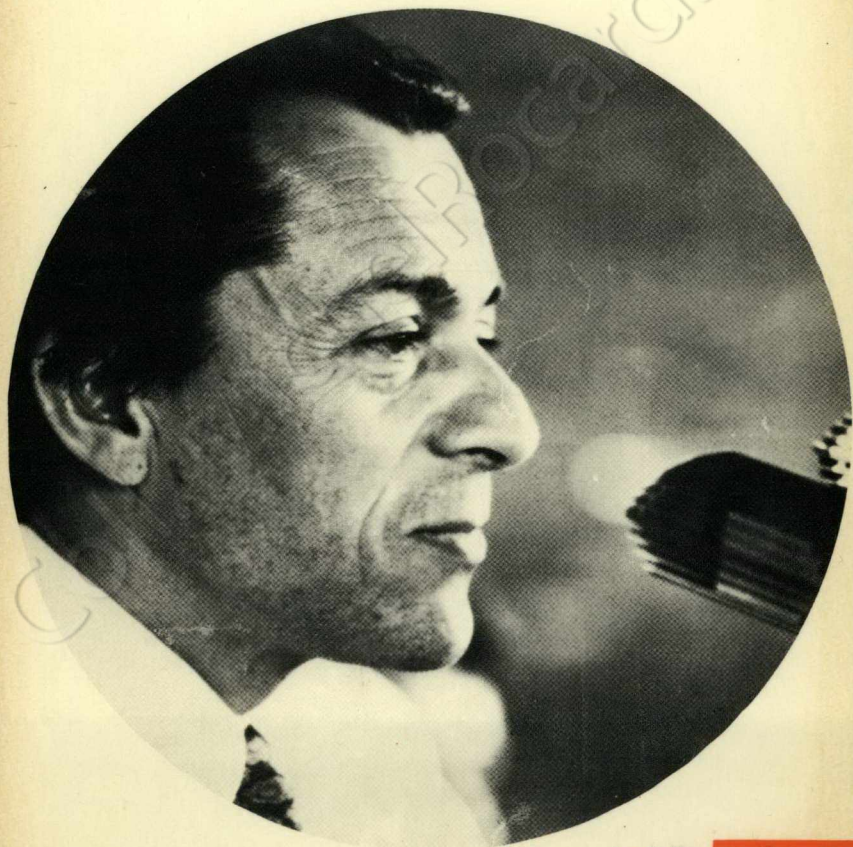


Michel Rocard

Points

Parler vrai

Textes politiques
précédés d'un entretien avec
Jacques Julliard



Inédit

Politique

Coll. MichelRocard.org

Parler vrai

Coll. MichelRocard.org

Ouvrages de Michel Rocard

**Le PSU et l'Avenir socialiste
de la France**

Le Seuil, 1969

Questions à l'État socialiste

Stock, 1972

Le Marché commun contre l'Europe

Le Seuil, 1973

(en collaboration avec Bernard Jaumont et Daniel Lenègre)

L'Inflation au cœur

Gallimard, 1975

(en collaboration avec Jacques Gallus)

Ph. Chiriquan
Lyon, le 3-14-79

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

Michel Rocard

Parler vrai

Textes politiques
précédés d'un entretien
avec Jacques Julliard

Éditions du Seuil

EN COUVERTURE :
photo tous droits réservés.

ISBN 2-02-005188-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, 1979.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Préface

Voici donc, réunies par ses soins et classées par thèmes, les plus importantes des récentes interventions politiques de Michel Rocard, postérieures aux Assises du socialisme (1974) : c'est, pour l'essentiel, le secrétaire national du PS qui parle. Mais on trouvera aussi, en petit nombre, des textes antérieurs, comme cet extrait du colloque de Grenoble (1966) où s'affirmaient, dans la conception du secteur public et de la décentralisation administrative, des orientations qui n'ont pas varié jusqu'à aujourd'hui. Car, en matière politique, Michel Rocard n'est pas tombé de la dernière pluie, de celle qui fit s'épanouir en 1974, sur le terrain fraîchement ensemencé par la campagne présidentielle du printemps, une nouvelle floraison d'adhérents et de militants socialistes.

Si Rocard a manqué quelques congrès socialistes SFIO, il a été depuis plus de vingt-cinq ans de tous les combats qu'a menés la gauche sur le terrain, et ceci vaut bien cela. Sa trajectoire politique a commencé à la SFIO, à une époque, les années cinquante, où le parti socialiste, il faut s'en souvenir, ce n'était pas positivement la fleur des pois. Bien sûr, il est presque d'emblée un opposant à Guy Mollet. De cette expérience, il a conservé de durables habitudes militantes, un certain entraînement au non-conformisme d'appareil et quelques solides amitiés. Mais pour un jeune étudiant socialiste, le combat principal, à partir de 1954, ne se déroule pas dans les partis politiques. Les étudiants se sont dotés d'un syndicat, l'UNEF, qui va grouper plus de la

moitié d'entre eux (100 000 adhérents sur environ 180 000 étudiants en 1955) et qui, sous l'impulsion de son aile gauche, allie avec détermination la défense corporative et l'action générale pour la transformation sociale. Quand en 1956, à la faveur des inquiétudes suscitées chez les étudiants par la guerre d'Algérie, la direction de l'UNEF échoit à cette aile gauche, c'est là le résultat d'un long travail de collaboration entre des militants étudiants originaires de deux courants principaux : les chrétiens de gauche, dont beaucoup ont été formés à la JEC, et les socialistes, dont certains, comme Michel Rocard, appartenaient à la SFIO. Les hommes qui se rencontrent à l'époque, tels Michel de La Fournière, qui fut le premier président de l'UNEF issu du courant de gauche, François Borella, Daniel Frachon, Jacques-Antoine Gau — pour ne citer que quelques-uns de ceux qui occupent actuellement des responsabilités au PS — ne se quitteront plus. En délicatesse avec leurs appareils d'origine, ils tombent rapidement d'accord, et de façon quasi spontanée, sur un certain nombre de règles de pensée et d'action qui, pour l'essentiel, continuent de les inspirer. D'abord une grande défiance pour les solidarités tribales et les orthodoxies qui les sous-tendent. Entre eux, par exemple, la question confessionnelle ne s'est jamais posée, à la grande déconvenue des deux partis rivaux, les laïques et les cléricaux, qui jouaient, depuis la fin du XIX^e siècle, un numéro bien rodé de compères ennemis, et qui s'entendaient au moins pour cultiver leurs différences comme un dépôt sacré, légitimant leurs rôles respectifs dans la société française. La vraie laïcité, plus que jamais nécessaire, est au-delà. Ces jeunes gens — et ce fut pour quelque temps une source d'incompréhension avec la génération de 1968 — étaient fort réservés à l'égard de l'idéologie et se refusaient à mesurer la profondeur des convictions à l'intensité des adjectifs ou à la hardiesse des concepts. C'est pourquoi leur socialisme à eux fut d'abord affaire de conception plutôt que de parti, et leur attachement aux libertés — les leurs, mais aussi celles

des autres, Algériens par exemple — fut toujours inconditionnel. Chez eux, pas de complaisance pour les *goulags* « socialistes », mais au contraire, comme il convient, un surcroît de sévérité et de dégoût.

C'est qu'en effet la guerre d'Algérie fut pour cette génération le test décisif, celui qui permit à chacun de se révéler à soi-même et aux autres dans ses options et ses solidarités fondamentales. Cette génération justement n'a pas oublié que Michel Rocard, en tant que fonctionnaire détaché en Algérie, fut l'auteur d'un rapport (décembre 1958) à M. Delouvrier, délégué général sur les camps de regroupement. Partiellement publié dans *le Monde* du 18 avril 1959, ce rapport révélait qu'un million de musulmans vivaient en Algérie dans des conditions « quasi concentrationnaires¹ », dans des conditions matérielles misérables, et dans la dépendance complète à l'égard des unités spécialisées (SAS) de l'armée française.

Le second événement révélateur, ce fut, quelque dix années plus tard, le mouvement de Mai 68. Aujourd'hui où les appareils politiques et intellectuels classiques ont recouvré leur suprématie, il est de bon ton de voir dans les événements de 1968 un spasme petit-bourgeois, une diversion confusionniste à la véritable lutte des classes, et même — pourquoi pas ? — une préface idéologique à l'ère giscardienne. Ces « analyses » dans la grande tradition marxo-freudienne du dévoilement des ressorts cachés et des ruses de l'Histoire ne seraient que divertissantes si elles ne révélaient pas le grand désarroi et l'esprit de revanche de tous les légitimistes, petits et grands propriétaires de l'orthodoxie. A l'époque, comme la plupart de ses camarades du temps de la guerre d'Algérie, Michel Rocard était au PSU, n'ayant pu accepter, après la dérive colonialiste de Guy Mollet, sa capitulation devant le général de Gaulle,

1. L'expression est de Pierre Vidal-Naquet qui, dans son livre, *la Raison d'État* (Ed. de Minuit, 1962) publia le texte intégral du rapport (p. 204-234). L'identité de l'auteur du rapport, pour des raisons de sécurité, n'était pas révélée.

ramené au pouvoir à la fois par les ultras de l'Algérie française et par la crainte qu'ils inspiraient au peuple français. De ce parti qui, des années durant, sauva l'honneur de la gauche avant de contribuer à lui préparer un avenir, Rocard était même devenu secrétaire général. Il fut de ceux qui accueillirent Mai 68 non certes comme une divine surprise, mais comme un soulèvement de la vie, c'est-à-dire tout à la fois comme l'exigence et comme l'amorce d'une nouvelle étape de la démocratie. Parallèlement à la CFDT, dont il s'est toujours montré solidaire, il s'efforça de lui donner une signification politique durable grâce à la définition d'une ligne autogestionnaire enfin renaissante à l'intérieur du mouvement ouvrier.

« L'événement sera notre maître intérieur », avait dit un jour Mounier. A tous ceux qui se préoccupent de définir cette « nouvelle culture politique » autogestionnaire qui, par bien des traits, s'oppose aux tendances aujourd'hui encore dominantes dans la tradition socialiste — dogmatisme, autoritarisme, centralisme —, je propose cette connotation supplémentaire : l'accueil de la nouveauté, la disponibilité à l'événement qui, chez les âmes bien trempées, n'est pas marque d'opportunisme, mais conviction que le socialisme civilisé ne se bâtira pas sans l'intervention du peuple et la complicité du mouvement naturel de la société.

C'est pourquoi, à la première et à la plus triviale des objections que suscite aujourd'hui chez ses camarades et concurrents l'ascension politique de Michel Rocard dans l'opinion publique : « ne va-t-il pas glisser à droite ? », j'aurais tendance à répondre par l'examen de sa trajectoire politique et des hommes de sa génération : à chacune des échéances décisives, ils ont réagi en hommes de gauche. C'est assez rare pour être signalé, même à gauche.

Certes, il n'est pas impossible que, grâce à ces déplacements tactiques et à ces manœuvres de débordement conceptuel dans lesquels les hommes d'appareil sont passés maîtres, le courant autogestionnaire se trouve formelle-

ment rejeté à la droite du parti socialiste. La belle affaire ! Dans le passé du socialisme français, en vertu de critères « marxistes », Jaurès était situé à la droite de Guesde, Léon Blum à la droite de Paul Faure et Daniel Mayer à la droite de Guy Mollet. Et pourtant, en 1914, c'est Jaurès qui a défendu la paix et l'internationalisme prolétarien jusqu'à la mort, tandis que Guesde devenait ministre d'un gouvernement d'union sacrée ; en 1940, Blum s'est opposé à Pétain tandis que Paul Faure se ralliait ; en 1956, Guy Mollet faisait la guerre aux Algériens tandis que Daniel Mayer prenait leur défense. Marx lui-même en avait eu l'intuition à la fin de son existence : il n'a jamais eu beaucoup de chance avec ses partisans français : c'est au contraire le courant soupçonné continuellement de révisionnisme qui a su, à chaque moment décisif, rester fidèle aux idéaux socialistes. Méfions-nous de la géographie d'appareil : elle ne fournit aucun renseignement sérieux sur les pratiques réelles des individus et des groupes.

On trouvera en revanche dans les textes réunis ici la réponse de Michel Rocard à une autre accusation, étrange celle-là, portée contre lui par ses compétiteurs socialistes : celle de tenir un compte excessif des obstacles qui se dressent sur la route du socialisme. A entendre certains la « rigueur » serait une vertu de droite ; à la trop vouloir pratiquer, on risquerait, une nouvelle fois, de « glisser » vers elle.

Mais qu'est-ce donc que cette gauche qui s'effarouche de toute confrontation avec le réel ? Qu'est-ce donc que cet idéal socialiste qui ne résisterait pas un instant aux contraintes et aux obstacles ? Qu'est-ce donc que ces hommes à qui une nouvelle défaite, venant après vingt ans de domination de la droite, n'a rien appris ? Ne leur est-il pas venu à l'idée que si la gauche, sociologiquement majoritaire dans le pays, continue d'y être politiquement minoritaire, il y a à cela des raisons ? Et comme il faut déplorer, deux fois déplorer, la volte-face communiste qui, non seulement dans l'immédiat, a privé la gauche de la

victoire, mais qui, à plus long terme, lui a fourni l'alibi rêvé pour se dérober à toute interrogation sérieuse sur l'exercice du pouvoir !

Voilà, avec la complicité communiste, un nouveau sursis donné aux vendeurs d'illusion. Quelle condescendance, quel mépris pour le peuple cache l'idée qu'il ne se mobilise que sur des images d'Épinal, sur des promesses démesurées, sur des mythes en un mot ! Quiconque traite aujourd'hui l'électeur en enfant traitera demain le citoyen en esclave. S'il y a quelque chose de nouveau dans le socialisme autogestionnaire, c'est bien justement le refus de reprendre à son compte la vieille chanson qui berce le peuple dans son infantilisme et entretient les puissants dans leur rôle de magiciens. Un peuple adulte refusera de plus en plus les contes de fées.

Sur ce plan, Michel Rocard est sans concession. Et il a bien raison. D'abord parce que son souci de parler vrai, qui effarouche tellement dans la classe politique, est la raison principale du crédit qui lui est fait dans l'opinion. Les citoyens sont moins naïfs que ne l'imaginent les états-majors. Ils ont de plus en plus la conviction qu'une nouvelle pratique politique, une nouvelle organisation des rapports entre gouvernants et gouvernés passe d'abord par un nouveau langage. Le discours de la promesse est antidémocratique par excellence : d'emblée il institue entre l'électeur et l'élu un rapport inégal, paternaliste, un fossé qui ne pourra jamais être comblé. Comme si, par sa vertu propre, l'homme politique pouvait anéantir les obstacles ou créer des richesses ! Le socialisme autogestionnaire c'est l'abolition de la relation politique sous sa forme magique. C'est la fin du père Noël. Il n'est ni facile ni toujours agréable de devenir adulte.

Dans cette étonnante accusation de rigueur qui est adressée à Michel Rocard, dans cet étrange procès en honnêteté politique qui lui est fait, un point revient continuellement qui doit mobiliser notre attention : c'est la gestion financière. De ce que « l'argent est de droite »,

d'aucuns tirent la conséquence qu'il suffirait de s'en désintéresser pour être quitte avec lui. « L'intendance suivra. » Ce mot attribué à de Gaulle, il ne l'a probablement pas prononcé, mais nombre de ses adversaires auraient pu l'avoir fait.

On oublie par exemple que si l'inflation n'est pas toujours l'arme de la droite, elle est toujours l'ennemie de la gauche. « Elle a désintégré l'alliance de classe de l'unité populaire chilienne aussi sûrement que l'offensive idéologique de l'impérialisme », écrit justement Rocard. Il aurait pu ajouter l'exemple de la grande crise de 1929. Avec son cortège de chômage ouvrier, de faillites industrielles et commerciales, l'inflation a été dans l'Allemagne weimarienne le véritable bataillon de choc du nazisme, bien avant les S.A. et les S.S. Je ne suis pas sûr que l'on s'en souvienne suffisamment. L'aveuglement d'un certain nombre de socialistes devant les conséquences inévitables de certains de leurs actes pourrait constituer à soi seul un chapitre particulier de la psychologie du suicide. Quand, au cours de la campagne électorale de 1977-1978, se posa au PS le problème de l'élévation du SMIC à 2400 F : — fallait-il accorder à l'électeur ce qu'on avait refusé au parti communiste ? — Michel Rocard, on se le rappelle, émit un avis négatif. Je ne sais s'il avait raison ou tort. J'ignore si la mesure eût été en fin de compte génératrice d'emploi ou de chômage. Mais je sais que ce n'est nullement en ces termes que la question fut discutée dans le parti socialiste. La seule question fut de savoir si, ce disant, Michel Rocard n'était pas en train de « glisser à droite ». Nominalisme pas mort.

Et pourtant, le débat économique et financier reste un débat capital. En désertant le terrain, la gauche donne à la droite un répit et même une assurance dont ses élus auraient dû depuis longtemps la priver. M. Barre est impopulaire, mais son discours impressionne. Il impressionne la classe ouvrière elle-même. Il convient donc, comme l'avait déjà senti naguère Pierre Mendès France, d'arracher à la droite une réputation souvent usurpée de

rigueur financière et de débarrasser la gauche de son image, trop souvent justifiée, de fauteuse d'inflation. On ne bâtit pas le socialisme sur de la fausse monnaie.

Le bâtira-t-on plus aisément sur le prestige d'un individu? C'est la question que l'on ne saurait esquiver à propos de la popularité croissante d'un homme, Michel Rocard, partisan convaincu de l'autogestion, c'est-à-dire de l'intervention directe des citoyens dans les affaires qui les regardent.

Si mêlée qu'elle soit à la question du socialisme, la question de l'autogestion ne se confond pas avec elle. Il existe aujourd'hui à travers le monde un socialisme qui n'a rien d'autogestionnaire ; qui est au contraire foncièrement hétérogestionnaire, qui ne repose pas sur la participation des citoyens, mais sur leur exclusion systématique.

Loin d'avoir résolu la question du pouvoir et de ses abus, loin d'avoir éliminé la tyrannie, le socialisme lui a donné une extension sans précédent. Les grands ancêtres, encore pleins d'un économisme naïf, se sont trompés, quand ils pensaient qu'une fois résolue la question sociale, la question politique cesserait de se poser et que la fin de l'exploitation serait par le fait même la fin de la domination. Nous savons aujourd'hui qu'il n'en est rien. Et cependant, pour le rappeler avec insistance, les autogestionnaires se font regarder de travers par tous les légitimistes du socialisme.

D'où l'interrogation : n'est-il pas contradictoire, pour le courant autogestionnaire, de se reconnaître en un leader, tenu par sa fonction de sacrifier aux rites les plus désuets du socialisme charismatique et de la politique à deux degrés ?

La réponse habituelle : « comment faire autrement ? » est trop facile pour ne pas susciter la méfiance. Elle comporte pourtant un noyau irréductible de vérité. Il est exact que les mécanismes de l'élection du président de la République au suffrage universel ont modifié non seulement l'esprit des institutions, mais la vie politique elle-même, traçant un discret mais obsédant fossé à l'intérieur

du personnel politique entre les candidats possibles à l'élection, et tous les autres, qui ne le sont pas. Il est non moins vrai que les média réclament des vedettes, en fabriquent et en dévorent. J'ajouterai enfin que les mécanismes de la démocratie interne au PS et l'institutionnalisation des tendances condamnent tout défenseur d'un point de vue original à se porter bon gré mal gré candidat au vedetteriat politique.

Pour justes qu'elles soient, ces explications ne sont pas suffisantes. Elles pourraient à la rigueur être valables pour les électeurs, dont rien ne prouve qu'ils sont spontanément partisans d'un accroissement de leur participation politique. Mais pour ces « citoyens actifs » par excellence que sont les militants ?

Ici, il faut bien admettre que dans l'ensemble de la gauche, politique et syndicale, *la capacité de proposition intellectuelle et d'initiative pratique des échelons de base est franchement atrophiée par de vieilles habitudes de centralisation* qui ne sont pas seulement le fait de l'État jacobin, mais aussi des organisations du mouvement ouvrier qui l'ont copié. Tant que dans les sections, l'« action » se réduira à la propagande, c'est-à-dire à la diffusion des pensées du sommet, le recours au vedettariat, à la personnalité charismatique sera le produit du système lui-même.

La décentralisation n'est pas un objectif à mettre en avant seulement dans le cas de l'État : pour qu'elle produise un jour ses effets, il faudra bien que les appareils politiques qui la préconisent se décident à prêcher d'exemple. C'est pourquoi Michel Rocard, à la fin de son livre, a raison de mettre l'accent sur les problèmes de fonctionnement interne du parti et de rechercher les meilleures formes possibles de participation.

Cela sera-t-il suffisant ? Franchement non. La personnalisation du pouvoir, comme l'a montré Georges Burdeau, est sans doute une étape inévitable entre la *démocratie gouvernée* du passé, reposant exclusivement sur les mécanismes de la délégation du pouvoir à des représentants, et

les aspirations à la *démocratie gouvernante*, dans laquelle les citoyens joueraient un rôle plus direct et plus important. Pour la démocratie, le risque de l'immobilisme, la stagnation dans les formes traditionnelles de la représentation politique, est trop grand pour être pris. Il faut avancer. L'essentiel est de ne pas s'arrêter en chemin, dans les formes les plus contestables de la *démocratie consentante*, c'est-à-dire du consentement à l'influence des leaders.

Car notre tâche prioritaire : remettre la démocratie dans ses rails et le socialisme sur ses pieds, ne saurait être qu'une tâche collective. Rocard a trop le sens du travail d'équipe et des solidarités profondes, au-delà même de l'univers politique, avec la société, ses forces, ses groupes, ses institutions pour raisonner autrement et pour envisager l'avenir sous une forme individuelle. C'est déjà bien assez, pour un seul homme, d'être au carrefour de tant de voies de l'avenir.

Jacques Julliard.

Actualité du socialisme

ENTRETIEN AVEC JACQUES JULLIARD

J. J. : Michel Rocard, est-ce que l'on peut encore sérieusement aujourd'hui se réclamer du socialisme, quelques années après que la lumière a été à peu près complètement faite sur le caractère concentrationnaire du régime soviétique ; quelques semaines après que le pays qui a incarné pendant des années l'espoir des socialistes en Occident notamment pour sa lutte contre l'impérialisme, le Vietnam, est devenu à son tour impérialiste ? Nous savions déjà que le socialisme, ce n'était pas la liberté — du moins dans les pays où il s'est réalisé —, il semble que ça ne soit pas la paix non plus. Alors, comment peut-on encore préconiser le socialisme ?

M. R. : Il convient d'être ferme sur ce point, et de ne plus se satisfaire d'approximations de vocabulaire : je refuse d'appeler « socialiste » n'importe quel régime populiste et autoritaire du tiers monde. C'est un accident historique qui a conduit à qualifier de « socialiste » des formes d'organisation économique et sociale nées dans des pays pauvres ou très pauvres, alors qu'il ne s'est agi en réalité que de techniques autoritaires de développement. Si nous ne précisons pas que, dès ses origines, l'espérance socialiste est tout autre, personne n'y comprendra jamais rien.

Premièrement, elle n'apparaît qu'à partir d'un certain degré d'évolution des forces productives, elle est liée à leur transformation, aux valeurs du monde du travail, et elle ne

se définit comme un projet d'avenir qu'à partir du moment où elle s'adresse à une société industrialisée. Ce n'est pas par hasard que le socialisme, en tant qu'idée politique, est né dans les pays industriels les plus avancés : la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne.

Deuxièmement, l'espérance socialiste s'est toujours exprimée sous la forme d'une revendication de liberté plus grande, d'épanouissement plus complet. Si la double référence d'égalité et de liberté a toujours été présente, c'est toujours la volonté de libération qui prime — sauf peut-être dans les thèses de Gracchus Babeuf où les thèmes égalitaristes l'emportent. En fait, la suppression de la misère, de la domination économique font partie intégrante de l'espérance de liberté. La démarche de Marx a commencé par une réflexion et un combat contre l'aliénation, ne l'oublions pas. Ce n'est qu'ensuite que s'est posé à lui le problème de l'exploitation, forme économique immédiate de la domination, donc de l'aliénation. La démarche de Proudhon est aussi une démarche libertaire, tout comme les phalanstères et les communautés portaient en eux l'espoir d'un autre mode de vie, d'une autre manière de vivre ensemble, d'une plus grande dimension de convivialité, dirait-on aujourd'hui. Voilà ce que sont les origines du projet socialiste : il est inséparable de la liberté.

D'accord ; mais comment expliquer que, si le socialisme a été cet espoir de liberté, partout où il s'est réalisé il a pris la forme de régimes oppressifs ? Vous venez de répondre : les tentatives qui ont été faites l'ont été dans des pays sous-développés, antérieurs à la phase d'industrialisation. Je voudrais pousser un peu plus loin. Le président de la République, dans *Démocratie française*, déclare en substance que le socialisme ne peut pas être un régime de liberté parce qu'il consiste essentiellement dans la concentration dans les mêmes mains de la totalité du pouvoir

politique et de la totalité du pouvoir économique.
Qu'en pensez-vous ?

C'est en effet le problème essentiel, et c'est pourquoi j'ai commencé par rappeler ce qui fonde, à sa naissance, l'idéal socialiste. Mais il est vrai qu'on ne peut pas se contenter de ce rappel pour faire abstraction du fait que la plupart des pays qui, de par le monde, se réclament du socialisme, en donnent une tout autre image. Cela a commencé avec la Révolution soviétique ; mais, dès cette époque, les meilleurs des socialistes ne s'y sont pas trompés. Je pense à Rosa Luxemburg qui, dès 1917 ou 1918, rappelait l'importance, pour le mouvement ouvrier international, des libertés dites formelles, ou « bourgeoises ». L'Histoire a, hélas, cruellement illustré ses intuitions de départ.

Ce qui fait disparaître la liberté, dans les sociétés à l'image du modèle soviétique, c'est que la totalité de la vie collective dépend d'un seul système de pouvoir. Dans l'analyse des sociétés, Marx accordait beaucoup d'importance à la distinction entre les forces productives et les rapports de production. Les forces productives, ou l'infrastructure, c'est la capacité qu'a l'homme d'exploiter la nature pour subsister, le type de travail qu'il met en œuvre pour cela, les outils, les sciences et les techniques utilisés. Les rapports de production, ce sont les relations que les hommes nouent entre eux, dans l'ordre du travail comme de l'organisation du pouvoir, mais aussi dans l'ordre des rituels, des traditions et coutumes, de la religion, des rapports sexuels, etc. C'est ce qu'il appelle la superstructure, c'est-à-dire les formes précises de la société, dont il dit qu'elles dépendent profondément de l'infrastructure. Eh bien, la caractéristique des sociétés brutales qui prétendent se baptiser socialistes, c'est précisément que cette distinction n'existe plus, ou plutôt qu'un seul système de pouvoirs maîtrise la totalité de l'organisation, ce qui relève de la superstructure comme ce qui relève de l'infrastructure.

Il n'y a plus de société civile : n'importe quel aspect des

relations que les gens ont entre eux — qu'il s'agisse des relations entre sexes (on le voit mieux en Chine qu'en Union soviétique, mais déjà là il y a quelque chose d'oppressant), des problèmes religieux, des formes d'expression de minorités ethniques, régionales, culturelles, etc. —, tout cela dépend d'un appareil d'État, qui est aussi le maître de l'organisation des forces productives. Et c'est là qu'a disparu la liberté. C'est une énorme question, parce qu'il est vrai que Marx avait apporté au mouvement socialiste une commodité intellectuelle, qui consistait à rapporter les inégalités, l'exploitation et même l'aliénation que subissent les hommes au travail dans la société capitaliste, à la contradiction qu'il y a entre le fait que la création, le travail, le produit social est collectif et le fait que la propriété des outillages — du capital à usage économique — reste individuelle. Il est vrai qu'il y a là une contradiction non résolue. C'est tellement vrai d'ailleurs que le capitalisme lui-même cherche à la surmonter, et les formes dominantes dans le capitalisme d'aujourd'hui sont des formes dans lesquelles le caractère individuel de la propriété sombre petit à petit dans l'immensité de cette propriété. Je ne sais pas combien de millions d'actionnaires ont la General Motors ou la General Electric ; en France, plusieurs des grandes sociétés que nous entendions — que nous entendons toujours — nationaliser doivent avoir plusieurs centaines de milliers d'actionnaires. Mais ce ne sont pas ces actionnaires qui pèsent sur la décision et le pouvoir est devenu anonyme, coopté, concentré entre les mains d'une classe très strictement délimitée qui est celle des compétents. Autrement dit, le capitalisme lui-même essaie de se sortir de cette contradiction entre le caractère individuel de la propriété, et le caractère à l'évidence collectif de l'acte de créer. Mais il le fait avec des solutions qui ne sont pas rapportées à l'intérêt général, et qui ne mettent pas en place des procédures de contrôle démocratique qui créent une légitimité à ce pouvoir économique. De ce fait, d'ailleurs, le système de décisions de toutes ces

grandes firmes — je pense aux multinationales — échappe à toute contrainte d'intérêt général et elles sont de plus en plus illégitimes dans la perception qu'on en a, et dans un certain nombre de décisions pratiques.

Le capitalisme n'a donc pas réglé les problèmes liés à cette contradiction, et il reste là une grande vérité. Mais on s'aperçoit maintenant — c'est la découverte de cette deuxième moitié du xx^e siècle — que la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échanges n'emporte pas *ipso facto* la naissance d'un pouvoir de la majorité, c'est-à-dire de ceux qui travaillent, et d'un pouvoir qui, de ce fait, s'accommoderait de la disparition de l'appareil oppressif de l'État et laisserait place à une société transparente, une société de pouvoirs décentralisés où chacun des groupes sociaux qui mettent en œuvre ces outils de production en aurait la propriété particulière, collective mais limitée, et où cette espèce d'équilibre entre les différents acteurs de la production permettrait cette société contractuelle, associative, où des groupes de producteurs passeraient entre eux des contrats pour répartir le fruit de leur production — car c'était ça la pensée socialiste du début. La chose est d'autant plus grave que Mai 68 nous a permis aussi de faire une autre découverte. L'espoir socialiste a été longtemps — il l'est d'ailleurs encore — exprimé à travers l'espoir d'une meilleure qualité d'existence, notamment au niveau du petit groupe, communauté, village, quartier (c'était autrefois la paroisse), l'atelier surtout, car c'est bien là — atelier, bureau, laboratoire — qu'on passe l'essentiel de son temps. Or, la découverte de Mai 68 et des années suivantes, c'est que le petit groupe peut être encore bien plus oppresseur que le grand. Moi qui suis un défenseur de longue date de l'autogestion, parce que l'autogestion est une des réponses aux problèmes que je viens d'évoquer, je sais maintenant que le petit groupe est beaucoup plus dur pour la personnalité déviante, pour la personnalité intellectuellement libre, simplement non conformiste, que ne l'est le grand groupe, la grande

institution. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les Droits de l'homme sont nés dans de grands pays : les États-Unis d'Amérique commençaient déjà à être très, très grands, la France de l'époque était un des plus grands pays. Au fond, l'approche de Marx a peut-être été partielle, il n'a ressenti l'appareil de l'État que dans son caractère oppressif, et son analyse n'a pas porté sur la technicité de l'appareil de l'État nécessaire pour goudronner les rues, faire fonctionner les écoles, rendre la justice, garantir les Droits de l'homme, prendre les moyens d'une régulation de la vie économique et ne pas la laisser à la seule régulation aveugle du marché.

Pour revenir à la question de la liberté, il semble bien que, dans les pays socialistes, l'oppression ne dépende pas exclusivement de l'État, qu'il y a un instrument particulier de cette oppression, le Parti. N'y a-t-il pas là aussi une difficulté pour la pensée socialiste ? Théoriquement, les partis socialistes eux-mêmes se réclament d'une conception pas très différente de celle que Lénine a mise en action en Union soviétique. Est-ce qu'il ne faut pas revoir, en fonction du développement de la société civile, la conception du Parti qui prévaut dans le socialisme ?

Si, bien sûr. Mais la question de la nature du Parti se pose d'une manière différente selon qu'il s'agit d'un régime de parti unique ou que la reconnaissance du pluralisme des partis est à la base du mode d'organisation sociale. Il faut se souvenir que jamais dans le mouvement socialiste, la nécessité d'un parti unique n'a été formulée de manière théorique, conceptuelle. Quand Lénine a dissous les partis autres que le parti bolchevik, il a invoqué des circonstances de guerre civile et de guerre internationale, et constamment expliqué que c'était une mesure temporaire. Il va de soi, et nul ne s'est risqué à argumenter le contraire, que le socialisme dans la liberté exige le pluralisme des partis. D'autre part, et c'est un point qui est lié au précédent, le

rôle du ou des partis diffère beaucoup selon la nature de l'appareil d'État et selon le type de légitimité qu'on peut en attendre.

Peut-on continuer à admettre qu'un parti soit détenteur de la totalité de la représentation d'une classe ? Est-ce qu'on peut parler de pluralité de la représentation ?

Mais même dans les sociétés où prévaut une réalité policière, ou très contrôlée, on tient aux apparences d'une représentation pluraliste. Le gouvernement de l'Allemagne de l'Est, par exemple, est entre les mains d'une coalition de quatre ou cinq partis. En Chine aussi, on insiste beaucoup sur le fait qu'il y a plusieurs partis politiques — je crois que c'est sept —, et je ne me souviens pas d'avoir entendu dire qu'ils ont disparu. Il ne faut pas se laisser abuser par les formes apparentes, mais le fait même qu'on les conserve est significatif.

Le socialisme dans la liberté suppose le pluralisme des partis ; cela ne suppose-t-il pas aussi une modification du rôle des partis vis-à-vis de l'État, et aussi vis-à-vis de la société ? Est-ce qu'ils ne sont pas tous tombés, à leur corps défendant, dans le crétinisme politique au sens de Marx, c'est-à-dire dans une vision purement gouvernementale, en négligeant le développement de la société elle-même ?

Oui, c'est vrai. J'insisterai surtout sur le problème de la nature des partis, du champ d'activité qui est celui de leurs militants, mais je voudrais dire qu'une réponse plus détaillée appellerait deux développements préalables.

Le premier touche à l'organisation de la vie économique et sociale. On savait déjà, depuis Rosa Luxemburg et même depuis les premiers socialistes, qu'il n'y a pas de liberté durablement garantie dans une société si elle ne

s'exerce pas pleinement dans l'organisation économique et sociale. L'évolution historique des pays qui se sont réclamés du socialisme en a fait, pour tout le mouvement ouvrier, une « idée neuve » pour aujourd'hui.

Le second point est lié à la découverte, somme toute récente, que le marxisme n'offre pas d'outils d'analyse pour une théorie du pouvoir, et que les faits de propriété ne suffisent pas à rendre compte des faits de légitimité.

Ces deux problématiques sont longues et complexes, mais elles rendent en partie compte, à mon sens, des insuffisances des partis pour toutes les questions qui concernent la société civile.

Enfin, il reste la nature même de l'action politique, celle des partis. Il existe, il faut bien le reconnaître, une espèce d'académisme socialiste qui fait que les partis de gauche — la gauche qu'on appelle parfois « classique » ou « traditionnelle » — limitent leur champ d'activité à la conquête de l'appareil d'État, réduit les affrontements qui se déroulent dans toute société à ceux qui ont, seuls, un fort contenu de classe et qui, rapportés à leur dimension globale, nationale, permettent de prendre l'appareil d'État comme arbitre, ou comme enjeu. Or la gauche militante, c'est aussi celle des hommes et des femmes qui ont pris des risques dans la nature même de leur vie militante, qui ont posé des problèmes nouveaux en bouleversant un peu ce qui était les limites du permis, de l'habituel, du licite et du convenable dans la gauche. Ce sont eux qui nous ont posé les problèmes des relations hommes/femmes, des peuples minoritaires, du cadre de vie et de la pollution, du nucléaire, les problèmes aussi de la domination dans les rapports sociaux au jour le jour, de la hiérarchie, aussi bien celle de l'argent que celle du savoir et du pouvoir. Ils ont fait tout cela, le plus souvent, en négligeant la référence à l'appareil central de l'État. Beaucoup de ces luttes ont eu pour objectif l'établissement de rapports sociaux différents, qui ne devraient pas devoir grand-chose à l'État central. C'est à l'évidence le cas dans les revendications régionalis-

tes, mais c'est vrai aussi de la revendication féminine — je ne l'appellerai pas féministe — qui veut pousser à d'autres habitudes et à d'autres comportements beaucoup plus qu'elle n'attend des lois et des règlements ; c'est vrai aussi du contrôle des travailleurs dans l'entreprise. Je constate d'ailleurs que ces nouvelles formes de lutte vont petit à petit dans un sens dont j'étais très soucieux depuis longtemps — hélas ! un peu seul dans la gauche française — qui est que nous attendions de moins en moins de la loi et du règlement dans notre action, et de plus en plus de la lutte, de la négociation et de l'accord d'entreprise, de la convention, du pacte, comme autant d'armistices dans le développement des luttes sociales, parmi lesquelles les luttes de classe restent les luttes décisives mais ne sont plus les seules : la lutte féminine, la lutte régionale ne peuvent pas se ramener uniquement à la lutte de classe. C'est ce tissu-là qui donne, en effet, aux partis politiques d'aujourd'hui un tout autre contexte.

Le Parti, tel qu'il existe aujourd'hui, est-il bien armé — à supposer qu'il le veuille, et il ne semble pas le vouloir beaucoup — pour régler ce genre de problèmes ? Ne vaudrait-il pas mieux qu'il fédère à un certain niveau toutes les initiatives qui sont prises dans divers secteurs de la société, qu'il s'en fasse le répondant au niveau politique, plutôt que les assumer lui-même ?

On pourrait, sur ce point, disserter à n'en plus finir. Un parti, c'est d'abord un ensemble d'habitudes de militants et de militantes porteurs de comportements et de coutumes. Ça a quelque chose de profondément biologique, un parti. Comme un arbre : il faut l'arroser, mettre de l'engrais, faire des greffes, sinon il se dessèche, meurt de soif. Même si je suis plutôt d'accord avec vous, les raisonnements du type « il vaudrait mieux que » ne sont pas pertinents.

Cela mérite sans doute que l'on rappelle les raisons qui

sont à l'origine de cette situation. La première, je crois, est que les partis politiques sont une institution historiquement datée : nés avec la machine à vapeur, ils sont restés très marqués par le XIX^e siècle de leur naissance. Il faut relire l'ouvrage de Roberto Michels sur les partis politiques¹ : ce livre a été publié en 1911 et reste d'une très vive actualité. La seconde raison est la conception très emphatique que les militants ont de leurs partis, conception qui est un héritage. On se fatigue beaucoup, quand on est militant. Bien sûr, on y trouve des joies, des satisfactions, sinon il n'y aurait personne. Mais tout de même, dans la vie privée comme dans la vie professionnelle, le militantisme prend d'abord la forme d'un dévouement et d'un risque, même si l'exercice de responsabilités est une puissante compensation. Or, cette espèce d'emphase sur le rôle du militant tient pour une part au fait qu'autrefois, avant la naissance de la radio, de la télévision et même de la grande presse, les membres des partis politiques étaient les seuls à avoir un accès à une information raréfiée, ce qui n'avait pas d'équivalent. C'était par le canal du Parti qu'on apprenait les nouvelles, et c'était grâce à des nouvelles qu'on était seul à avoir, que les électeurs non membres du Parti n'avaient pas, que l'on prenait des décisions pour choisir des candidats et pour trancher tel ou tel problème politique. Cela a donné naissance à une espèce d'aristocratie intellectuelle, y compris dans les couches les plus populaires. Les mots d' « aristocratie ouvrière » viennent souvent sous la plume des commentateurs du socialisme, et il est vrai que les grandes forces qu'aujourd'hui on appelle social-démocrates s'appuyaient beaucoup sur une aristocratie ouvrière qui était une aristocratie du savoir et de la pensée. C'était possible parce que, sociologiquement, elle était composée de gens dont le métier appelait à un vif exercice de leur intelligence. C'était le cas de la plupart des artisans et des compagnons. Mais, en fait, cette aristocratie se définissait

1. *Les Partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971.

aussi par la détention d'un vrai savoir politique. Aujourd'hui, les techniques de diffusion de l'information sont telles que ce monopole d'un certain savoir politique a complètement disparu et que l'opinion est informée tout aussi vite que les militants des partis, parfois plus. Dans 98 cas sur 100, les militants ont à prendre des décisions concernant leur parti, en fonction d'une information qui leur est donnée par l'extérieur. D'où un très grand malaise : les militants politiques ne supportent plus, ou très mal, de se sentir « conditionnés par l'extérieur », comme ils le disent souvent, alors qu'aucun parti n'a les moyens de faire circuler dans ses rangs une information aussi rapide et complète que celle qui leur vient par les mass media. En même temps, il n'empêche qu'il y a une légitimité au fait que les hommes et les femmes, qui sacrifient beaucoup d'argent, de temps et un peu de risque professionnel à l'activité de leur parti, s'estiment en droit d'avoir un monopole de décisions, et par conséquent se jugent atteints dans leur dignité quand ce monopole est mis en cause par les techniques d'information d'aujourd'hui. Là, nous avons beaucoup à réfléchir. Je crois, pour ma part, que le Parti est d'autant plus enfermé dans cette vision traditionnelle qu'il a de lui-même que, par ailleurs, il est plus centré sur la seule conquête de l'appareil de l'État, car le secret fait partie des attributs régaliens. Le secret est un des éléments de définition de la puissance publique. Alors que si le Parti devient un lien de coordination des initiatives qui se prennent dans la société civile — qu'il s'agisse des militants du combat féminin, des militants régionalistes, des militants coopérateurs, des militants de la vie associative...

Ça fait partie du socialisme, pour vous ?

Tout à fait ! Depuis les origines, d'ailleurs. En ce qui concerne le mouvement coopératif, il y a quelque chose de plus précis à dire.

Le combat de toujours des socialistes contre le capita

lisme était autrefois défini de manière positive : on parlait de société « en transition vers » le socialisme. Certains camarades voient tellement faiblir ou fléchir leur capacité à décrire, à inventer l'avenir, qu'ils n'emploient plus que des définitions négatives : on cherche des garanties de la rupture avec le capitalisme au lieu d'imaginer le projet futur. Qu'est-ce que c'est que cette rupture avec le capitalisme ? C'est bien sûr la rupture avec les formes de domination que le capitalisme porte avec lui. Alors, il faut bien voir que cette rupture ne sera réelle que lorsque seront mis en cause la hiérarchie, le type de commandement, de savoir, de pouvoir et d'argent qui dirige le processus de production, que lorsque sera mis en cause le rôle de la propriété dans l'organisation économique et que lorsque sera mise en cause aussi la condition de dominer, c'est-à-dire le salariat : je ne suis pas de ceux qui acceptent d'oublier facilement que le capitalisme et le salariat sont le revers et l'avvers de la même médaille. Quand on dit ça, bien sûr, on renvoie à quelque chose de séculaire. On n' imagine plus que disparaisse le salariat ; on l' imagine d'autant moins d' ailleurs que la seule alternative du salariat, c'est le risque. Or, la plupart des salariés aujourd'hui n'en veulent plus. Il faut donc expérimenter quelque chose de long. On ne peut pas imaginer que la rupture avec le capitalisme sera accomplie en quelques jours. Je parle de rupture, parce qu'on dira « la rupture » dans 150 ans, quand elle sera faite. Mais je pense qu'au moment où le capitalisme naissait et où le féodalisme, comme mode d'organisation sociale, commençait à craquer de toutes parts, les révolutionnaires sérieux de cette époque devaient se dire : « Attention, ça ne se fera pas d'une seule manière, il y a des problèmes politiques, des problèmes économiques, des problèmes religieux », puisqu'il fallait aussi se débarrasser de la domination pour une part temporelle et surtout intellectuelle de l'Église ; Voltaire y a contribué. Il est en effet plus fonctionnel de dire *les ruptures* : acceptons donc l'idée que nous nous battons pour une autre société,

sans accepter de simplifier cette idée-là. Cette autre société doit avoir bien des formes et, pour ma part, je crois que le mouvement coopératif est un des secteurs où s'expérimente une autre manière de produire ensemble, une manière où l'on a un revenu fixe mais où l'on est associé aux risques et où l'on est souverain, c'est-à-dire qu'on a sa part de détermination dans le choix du patron, dans sa révocation ou sa mise en cause, et dans le choix collectif des très grandes décisions. Je voudrais dire encore une chose, à propos de tous ces problèmes de rupture. Il me semble que, sur cette distance à prendre avec le capitalisme pour créer le socialisme, beaucoup de camarades croient que les conditions à réunir se limitent à des conditions d'ordre institutionnel et économique. Il s'agit là de conditions en effet nécessaires mais sûrement pas suffisantes. Le cas des nationalisations est d'ailleurs très typique, puisque l'on connaît quantité de sociétés nationalisées dont la gestion ne diffère en rien de celle des sociétés privées. Le mode d'organisation de la production y est le même, la sévérité de l'encadrement hiérarchique est la même, la nature des produits qu'on choisit de fabriquer est la même, l'acceptation de la dépendance vis-à-vis du marché international, sans référence à l'intérêt général de la nation, est identique à ce qui se fait dans des entreprises privées. Donc, le fait de nationaliser est un moyen donné à la puissance publique pour agir dans la vie économique, mais ce moyen il arrive qu'on s'en serve mal ou pas du tout. Les gouvernements à majorité de gauche de 1944-1947 n'ont pas pu s'appuyer sur la masse des nationalisations de la Libération pour engager la France dans la voie du socialisme. Il y a donc des conditions supplémentaires à ajouter, et elles touchent à nos relations avec l'argent et la propriété entre autres. Dans les négociations pour l'actualisation du programme commun, par exemple, nous avons, nous, socialistes, des propositions concernant le foncier rural. Elles reposaient sur le principe que la terre doit redevenir l'outil de travail des paysans. Il est normal que chaque paysan ait avec sa

terre une relation privilégiée, unique et durable, et même que cette relation soit transmissible à l'un des fils. Donc, la certitude d'une relation à vie et transmissible du paysan avec sa terre, puisqu'on ne cultive que dans ces conditions, et que tous les régimes qui ont voulu faire abstraction de cela se sont effondrés. Mais il se trouve que le régime de la propriété privée, dans la société capitaliste, fait qu'aujourd'hui la terre est un instrument de spéculation et un refuge de contre-valeurs monétaires pour des fortunes urbaines, pour des placements bancaires, pour des spéculations nationales et internationales, etc. Et c'est, en période d'inflation, le niveau du prix du marché qu'atteint la terre quand elle a cette valeur de refuge — le reste des valeurs monétaires s'effondrant — qui fait qu'aucun paysan maintenant ne peut plus avoir la propriété juridique de sa terre, au sens capitaliste du terme, sauf à être endetté pour la totalité de son existence : « Vivez pauvres et mourez riches », « Petit paysan deviendra grand pourvu que Crédit lui prête vie », etc. Tous les paysans savent qu'aujourd'hui leur propriétaire est le Crédit agricole, et ils sont tous hypothéqués à vie.

Si je comprends bien, le socialisme, ce n'est pas la suppression de l'entreprise privée, c'est au contraire la possibilité pour chaque individu de retrouver la fonction d'entrepreneur ?

Exactement. Mais j'aimerais finir sur l'anecdote de la question foncière. Les socialistes avaient imaginé une référence à des organismes — SAFER, offices fonciers cantonaux, peu importe la dénomination — qui feraient leur affaire d'équiper les terres, d'irriguer, de remembrer, etc. et qui les fourniraient — pour ne pas employer des mots comme louer ou vendre — par un bail à vie dans des conditions de propriété de l'exploitation qui lui donnent toutes garanties, mais qui ne soient pas accessibles à d'autres secteurs du marché financier. La première des

exigences du PC, dans l'actualisation du programme commun, a été de refuser cette idée, et ce sont les socialistes soi-disant les plus à gauche qui se sont battus pour qu'on fasse cette concession. Je dis que nous avons eu là une attitude de droite. La rupture avec le capitalisme se reconnaît à un certain nombre de signes, et là nous avons manqué une très bonne occasion de la faire, dans ce qui touche les comportements par rapport au rôle de la propriété dans la vie économique. Ce qui m'amène à la grande question de l'entreprise. Il est dramatique que le socialisme d'aujourd'hui n'ait plus qu'un discours sur la redistribution, mais pas sur la production. Car, à partir du moment où on ne contrôle pas la manière dont on va produire, on n'est pas capable d'éviter que le degré de contrôle de la répartition ne devienne policier, presque par définition. Plus la collectivité nationale — l'État plus la société civile — sera capable de fournir une production à la fois importante en quantité, diversifiée et répondant par sa nature qualitative aux exigences d'aujourd'hui — non-pollution, non-gaspillage, etc. — et moins les problèmes de répartition se poseront de façon brutale. Ce qui amène à réfléchir à cette constatation, que ce dont les socialistes ne veulent plus, c'est l'appropriation individuelle du profit collectif, la décision d'investir prise par un seul au nom du fait qu'il est le propriétaire des outils fabriqués par d'autres ; mais ce n'est pas le refus de l'entreprise, et encore moins de l'entrepreneur. C'est en effet redevenu l'interrogation du socialisme. Un certain nombre de créateurs, d'entrepreneurs et même de patrons au sens technique du mot — en général dans de petites ou moyennes entreprises — ont assez de lucidité personnelle pour ce qui est de l'argent, et d'intelligence sociale dans leur capacité à comprendre les exigences d'une société, pour que leur raisonnement les amène à des solutions compatibles avec ce que veulent les socialistes ; mais ils y mettent comme condition la reconnaissance qu'il faut bien produire et que toute société socialiste a besoin, pour que soient garanties

les libertés, d'un certain nombre d'entrepreneurs. Le raisonnement central des tout premiers socialistes était une recherche sur la manière d'organiser autrement l'acte de produire. C'est même le b.a.-ba du socialisme. Eh bien, nous y sommes revenus.

Cela dit, le socialisme, dès qu'il arrive au gouvernement, n'a pas à résoudre seulement les problèmes qu'il s'est posés, mais aussi et d'abord les problèmes qui se posent à la société dans laquelle il prend place. Et puisque nous sommes obligés, à la suite de la défaite de la gauche, de travailler à moyen terme, j'aimerais que vous me disiez comment vous voyez les problèmes de la France de demain. On a souvent dit — et avec raison — que le programme commun et l'union de la gauche ont été établis dans une période de prospérité, de relative euphorie économique et de faible chômage. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation tout à fait différente. Comment voyez-vous le contexte national et international des dix années à venir ?

Le problème majeur des années à venir va être la perception de l'inadaptation croissante du cadre national par rapport aux problèmes à résoudre. On le voit dès aujourd'hui pour les problèmes qui seront ceux de demain, mais qui sont hérités d'aujourd'hui. Le principal est le chômage. La période où nous parlons est assez significative. Il semble que les perspectives de croissance économique se réorganisent un peu et que l'Europe occidentale, et notamment la France, s'oriente vers une croissance lente, à 2,5 ou 3 %. Ce qui s'accommode d'une augmentation continue du chômage, 150 000 ou 200 000 chômeurs de plus chaque année, au moins aussi longtemps que nous n'arriverons pas aux générations creuses, en termes de natalité. Il y a là une situation d'une extraordinaire gravité, mais la première chose à remarquer, c'est que la part relative du produit

marchand qui est exportée ou importée — c'est-à-dire qui nous fait dépendre du monde extérieur — augmente lentement, mais continue d'augmenter. C'est-à-dire que l'autonomie de décision de l'ensemble français continue à fléchir lentement. Il n'y a ni à le regretter ni à s'en féliciter ; ce sont des réactions peu pertinentes. Ce dont je suis sûr, en revanche, c'est qu'il faut le prendre en compte et ne pas imaginer qu'on puisse construire un avenir indépendamment de cela. Le prendre en compte est d'ailleurs tout à fait compatible avec l'idée que l'intervention propre qu'un gouvernement français doit avoir sur les affaires internes du pays est plus grande qu'on ne peut le croire aujourd'hui. Nous sommes gouvernés par des hommes, des équipes et des forces qui ont doctrinalement intégré à leur système de pensée le refus de planifier, le refus d'organiser l'avenir. Le professeur Barre est un homme qui théorise que toute volonté d'organiser l'avenir l'ampute de quelque chose. Alors que ce n'est plus comme ça que ça se passe, les grands outils sont trop dominants par rapport au reste pour qu'on ne soit pas contraint intellectuellement à la conclusion que l'activité de planification devient indispensable.

Peut-on, lorsqu'on parle de contrôle par la collectivité ou par le gouvernement de l'activité économique, rester à l'échelon national ? En d'autres termes, l'Europe sera-t-elle, dans l'hypothèse que vous avez tracée, une chance, un handicap ou simplement une condition parmi d'autres ?

L'Europe en tant que continent est une condition parmi d'autres. En tant que traité du Marché commun, elle est lentement en train de devenir un handicap. Il n'y a que les socialistes qui peuvent faire, à mon sens, qu'elle devienne une chance, non pas parce qu'ils seraient meilleurs que les autres, mais parce que conceptuellement les hommes du mouvement socialiste sont les seuls capables d'intégrer à

leur comportement, en tant que gestionnaires et gouvernants, l'acte de prévoir et celui de faire des choix.

On peut dire ça aussi de M. Schmidt ?

On ne peut probablement pas dire ça de M. Schmidt aujourd'hui, mais on peut sûrement le dire du parti social-démocrate allemand, y compris de ses lois d'évolution. Ce n'est pas, à mon sens, un hasard s'il y a aujourd'hui une puissante évolution vers la gauche à l'intérieur du SPD. Ça inquiète beaucoup M. Schmidt d'ailleurs, mais c'est comme ça. Pourquoi un handicap et comment une chance ? Un handicap parce que le Marché commun tel qu'il est interprété et mis en œuvre a été une espèce de consécration théorique de la pensée libérale en économie, libérale au sens de MM. Barre, Giscard d'Estaing, etc. C'est ce refus de la moindre volonté d'organisation collective qui est en train de naufrager les chances de l'Europe. Le fait qu'on puisse échanger de pays à pays, de territoire à territoire, est sûrement un progrès. Non seulement je ne suis pas de ceux qui nient que l'augmentation des échanges internationaux ait été bénéfique, mais je suis de ceux qui pensent qu'elle est une condition du progrès. Mais à condition qu'à travers la liberté des échanges on ne prenne pas n'importe quel risque. Il y aurait là une intéressante analyse à faire au sujet des pays de l'Est, et de tout ce qu'apporte la liberté des échanges comme facteur positif, jusque sur un terrain comme celui des Droits de l'homme. Mais la vieille vérité qu'« entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège » s'applique aussi à la vie économique et je ne crois pas qu'il puisse exister nulle part un exercice de la liberté qui puisse être sans garanties et sans bornes. Or, on le voit bien dans le monde économique : ce qui est en train de se faire aujourd'hui, c'est que, sous le prétexte de la liberté des échanges, on nous a imposé le refus de tout contrôle, le droit de s'enrichir sous les formes les plus parasitaires, et le droit à tous les mauvais coups au nom de

la concentration économique. Si bien qu'aujourd'hui la liberté des échanges transporte avec elle la liberté de mettre à bas les entreprises des autres, de faire du dumping, de vendre en dessous du prix coûtant, la liberté d'exploiter et de sous-payer sa main-d'œuvre si l'on peut implanter ses usines là où les garanties du droit, ou bien simplement l'histoire du droit économique, ont été telles qu'on peut produire moins cher ; et du coup on met en chômage les industries des pays les plus anciens. Tous ces mécanismes sont extrêmement dangereux et risquent de pousser la plupart des pays d'Europe au protectionnisme pour défendre leurs industries menacées, dès l'instant où l'on n'établit pas un minimum de règles du jeu. Quelles peuvent être ces règles du jeu ? Ça peut être le fait d'interdire l'accès de ce libre marché à des pays qui n'assurent pas un minimum de garanties sociales à leur main-d'œuvre. Ça peut être aussi l'élaboration progressive d'un droit du commerce international qui, à travers les conditions de l'accès à la libre compétition, pousse en fait à l'augmentation des rémunérations des salariés les plus pauvres dans la zone mondiale où le commerce est ouvert, et ainsi de suite.

La compétition mondiale aujourd'hui est une jungle et non pas le libre échange. C'est une jungle dans laquelle la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong, et bientôt le Venezuela deviennent des territoires d'où partent des offensives concertées pour mettre à genoux les organisations syndicales de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Belgique, d'Italie, et probablement des Etats-Unis au passage. Le mouvement socialiste doit retrouver sa capacité de toujours à répondre à tout cela en faisant le pari que, dans la société, l'organisation vaut mieux que la désorganisation, que l'organisation peut être compatible avec la liberté et que la liberté n'est pas synonyme de désorganisation. C'est tout de même cela l'espérance socialiste, au fond. Et ceci se joue très profondément au niveau européen. L'Europe est dans une période charnière

et très dangereuse aujourd'hui, dans ce sens que si nous nous laissons aller pendant encore quatre ou cinq ans à ne la définir qu'à travers le libre échange, c'est-à-dire en tant qu'un marché commun — de moins en moins protégé sur le plan douanier vis-à-vis de l'extérieur — les travailleurs européens ne voudront plus de l'Europe, parce qu'ils imputeront à la construction européenne le risque croissant du chômage.

Si l'Europe n'est pas qu'un marché, que doit-elle être ?

Ça peut être une volonté collective des pays de la vieille Europe de construire en commun leur destin, ce que les socialistes français ont affirmé depuis leur congrès de Bagnolet. Ce document mettait bien l'accent sur le fait que l'Europe des marchands, l'Europe de la vente ne suffit pas à définir l'Europe, même s'il faut vendre et s'il faut des marchands. Quand nous disons que nous ne voulons pas de l'Europe des marchands, ce n'est pas une critique de la fonction de marchand, c'est une critique de l'idée selon laquelle il suffirait pour faire l'Europe de la faire autour de la marchandise et de la vente de la marchandise. On ne peut faire l'Europe qu'autour de ce qui est matière de puissance publique. Depuis qu'il y a des parlements, on voit assez bien ce que ça peut être : cela concerne déjà les droits et les libertés. Puisqu'en Europe il y a un certain nombre de pays — je pense en particulier à la France, l'Allemagne et l'Italie — qui ont eu dans l'histoire des rapports orageux avec leur police et avec leur armée, il faut imaginer une cour européenne des Droits de l'homme permettant un appel au niveau européen des citoyens qui auraient des difficultés avec la police locale. Les Anglais et les Scandinaves ont là à apporter à l'Europe un respect de la démocratie et des libertés mieux enraciné. Il y a un second type de références, qui porte sur l'organisation de la vie économique : on parle beaucoup de l'Europe des

producteurs et des vendeurs, mais on n'a pas été capable d'aligner les droits sociaux sur les pays les plus avancés, de construire des droits des travailleurs organisés dans l'entreprise, des droits sociaux en matière de maladie, de chômage, des droits d'expression du mouvement syndical dans l'entreprise. La gauche française, qui est volontiers donneuse de leçons au reste du monde, s'inspirerait utilement des droits syndicaux tels qu'ils sont vécus en Allemagne ou en Grande-Bretagne, quitte à y mettre un contenu politique plus actif et une volonté socialiste plus accentuée.

Si je comprends bien, vous proposez que l'Europe soit le moyen d'aligner, en matière sociale, les pays les moins favorisés sur les plus favorisés.

Oui, mais ce ne sera pas que cela. Si l'Europe prend son essor, ce sera à partir du fait que l'aventure industrielle moderne se sera jouée au niveau européen. Il faut bien voir que plus ça ira, plus les pays récemment industrialisés ou en cours d'industrialisation seront capables de faire de l'acier, de l'aluminium, de la bonneterie, de la confection et, petit à petit, des transistors. Les vieux pays qui paient cher leur main-d'œuvre ne se défendront que s'ils sont toujours en pointe quant aux techniques. Ça vise aussi bien l'aventure spatiale que l'aviation lourde, les formes d'énergie nouvelle — le nucléaire étant l'une des formes d'énergie nouvelle, mais pas la seule — que l'électronique fine, l'informatique et les grands ordinateurs, mais aussi la pétrochimie la plus qualifiée, la carbochimie la plus évolutive, etc. Cela vise également l'engineering, c'est-à-dire la vente non plus de produits mais de savoir-faire, la capacité de fabriquer ces produits, les usines « clés en main », etc. Or, plus ça va, plus certaines de ces techniques exigent une telle masse de capitaux et de chercheurs que la définition n'en est plus pertinente qu'au niveau européen, et non plus au niveau national. Je crois, pour ma part, que l'Europe prendra corps si nous arrivons, à travers la somme d'un certain

nombre d'expérimentations, à créer assez d'interférences et d'interdépendances entre nous tous. L'Europe spatiale seule n'y suffira pas, l'Europe de l'informatique non plus. Mais si on arrive à tout cela à la fois et si, en plus, on parvient à trouver au niveau européen plutôt qu'au niveau national de meilleures solutions à nos drames sidérurgiques nationaux, alors, oui, il y a une chance que naisse l'Europe en tant que réponse aux durs problèmes du monde.

Elle sera une réponse, mais elle ne sera pas encore une idée. Vous dites que chacun de ces domaines n'y suffirait pas : on a envie de répondre que tous ces domaines n'y suffiront pas s'il n'y a pas aussi, en plus de la volonté politique, une sorte de mystique. Il me semble qu'ici, la faiblesse des Européens est grande par rapport aux nostalgiques du nationalisme.

Oui, si l'on pose la question comme cela, mais le monde d'aujourd'hui est un monde d'adultes. Il n'y a eu aucune mystique dans la naissance des États-Unis d'Amérique ; la mystique était celle de l'indépendance et elle a été vécue séparément par les treize colonies. Les treize colonies se sont fédérées pour des raisons de commodités — la première étant militaire, il fallait bien gagner la guerre. L'emphase — pour autant que ma connaissance de l'histoire américaine soit suffisante — portait vraiment sur l'identité propre. A l'origine, la Fédération américaine est née dans les plus grandes difficultés, avec une grande réticence de chacune des treize colonies, puis des quatorze, puis des quinze, à accepter que le pouvoir fédéral prenne des responsabilités au-delà de sa propre force et la république des États-Unis d'Amérique est née sans aucune espèce de mystique mais à coups de commodités successives dans lesquelles le pouvoir fédéral était un lieu de réponse plus fonctionnel que les pouvoirs fédérés. Je dirais la même chose de la Confédération helvétique qui a mis six ou sept siècles à prendre son visage, qui a eu les plus grandes

peines du monde à dépasser l'époque où les trois cantons, Schwyz, Uri et Unterwald, signèrent le *Pacte perpétuel*, avant d'être rejoints par des cantons plus importants ; mais, de tout temps, la Confédération a été le pouvoir dont on se méfiait. La légitimité est cantonale, en Suisse, le destin du Jura l'a bien confirmé. Telles sont les aventures, c'est hors de doute, et je crois bien qu'on peut dire la même chose de l'Allemagne — s'il y a eu une mystique, elle a été pan-allemande : elle s'adressait à l'Autriche et à la Prusse.

Je ne suis pas sûr qu'il faille mettre de la mystique partout... La vraie mystique d'aujourd'hui pour les peuples d'Europe m'apparaît d'une manière différente : elle porte sur la dévolution du pouvoir national. Quiconque fait l'erreur de croire que la légitimité du droit de commande en politique peut passer dans un délai raisonnable au niveau européen se trompe et prend une fausse route. Les mécanismes de la légitimité du commandement sont très profonds ; c'est tellement profond qu'ils sont toujours cantonaux en Confédération helvétique après huit ou neuf siècles. Il y a là une erreur à ne pas commettre. En revanche, je vois très bien une ligne forte pour les générations de l'avenir autour du constat suivant : des techniques, dont les premières sont médicales, ont donné au monde une allure extraordinaire aujourd'hui, qui est la rapidité de sa croissance démographique, qui est la discordance entre le nombre des habitants de la planète et les ressources, et qui est l'apparition d'un monde de la famine.

Un milliard et demi d'hommes et de femmes ne mangent pas à leur faim et on va connaître, dans les dix années qui viennent, des famines infiniment plus graves que celles qui ont eu lieu au Sahel, au Pakistan et au Bangladesh. C'est par centaines de millions que les hommes vont mourir de faim dans les dix ans qui viennent. A cela s'ajoute un nouvel élément des problèmes de demain : nous avons encore en tête un équilibre nucléaire dans le monde avec les deux grandes puissances nucléaires, l'URSS et les États-Unis, et les trois moyennes, la Grande-Bretagne, la Chine,

la France, mais dans les dix ans qui viennent quinze ou vingt pays vont accéder à l'armement nucléaire : l'Inde et le Pakistan, l'Égypte et Israël, le Brésil, l'Argentine et le Chili, l'Iran ! Le pouvoir qui va succéder à celui du shah en Iran aura la bombe atomique. On s'aperçoit vite que les difficultés du monde favorisent l'apparition de régimes autoritaires un peu partout. Quand on regarde la carte du monde depuis vingt ans, la disparition des démocraties est frappante, ainsi que la montée des régimes autoritaires, de nature militaire ou civile — et il y a des autoritarismes civils plus sanglants que les autoritarismes militaires. En face de ça, les pays d'Europe se chamaillent les uns les autres, comme le faisaient les cités grecques au temps où les Barbares et Rome menaçaient aux frontières. Or, l'aventure d'une nouvelle pratique du co-développement, la transmission des techniques, de l'aide au tiers monde, la solution politique à trouver, non seulement pour la stabilisation mais pour une régulation des cours des matières premières, qui permettent un peu de stabilité et une croissance correspondant à peu près à la croissance des prix des produits fabriqués que les pays fournisseurs de matière première importent, toutes ces solutions-là appellent beaucoup d'invention. Il n'y a pas de raison que ces solutions ne viennent pas pour une bonne part d'Europe. Je suis très frappé du formidable égoïsme de la puissance publique américaine et de la puissance publique japonaise dans les négociations internationales. La seule zone où il y a un peu de désintéressement collectif dans la fonction de puissance publique reste tout de même l'Europe. Il ne faut pas se faire d'illusion, il n'y a pas de mystique créatrice d'un pouvoir politique unique en Europe : c'est une fausse voie. En revanche, il peut très bien y avoir une mystique de la mise en commun des bonnes idées et de la capacité de les prendre en charge, et ce n'est pas du tout pareil. Cela me ramène à une image qui est celle de Pierre Mendès France : il a converti en mystique la volonté de la rationalité et de la rigueur dans la gestion de la puissance publique. Rationa-

lité et rigueur, jusqu'à Mendès France, personne n'y avait pourtant jamais vu l'origine d'une mystique politique. C'est comme ça que nous aborderons le problème européen ; c'est comme ça que les socialistes l'abordent, avec d'abord l'idée d'accepter l'organisation dans un univers complexe et de grande dimension, et de donner à cette organisation des formes compatibles avec la liberté. Ce sera cela, l'Europe, pas autre chose.

Est-ce que le chômage, que, selon vous, même le maintien d'une croissance modérée ne permettrait pas de réduire, dans les règles du jeu actuel, n'est pas la forme que prend — par une sorte de ruse de l'économie — le progrès de la productivité, l'épargne de la peine humaine ? Ne faudrait-il pas reconnaître dans le chômage une incitation à changer la vie des travailleurs ?

Si, absolument. Pour moi, c'est un vrai scandale, que le refus de réfléchir et l'incapacité de tous les gouvernements d'Occident de s'interroger sur le chômage. Mais j'ajoute que je ne suis pas pour autant très fier du discours de la gauche.

Nous ne sommes pas, à mon avis, allés au fond du problème. Ce qui est net, c'est que la consommation de produits industriels dans les sociétés développées va petit à petit décroître en pourcentage de ce qu'on dépense, puisque nos contemporains sont beaucoup plus attentifs à la qualité des services dont nous avons besoin : hygiène, santé, instruction, communication, information, loisirs, voyages, culture, etc. Tout cela représente une proportion grandissante du produit national, si bien que la production industrielle va répondre à une part décroissante — c'est d'ailleurs une très vieille loi, mais on arrive au seuil — des pouvoirs d'achat, qui n'assurera plus, même dans des sociétés à croissance relative, une diffusion du marché des produits industriels qui augmente aussi vite que la producti-

tivité. Maintenant la productivité augmente plus vite que la demande, sur tous les biens industriels majeurs qui se font en Occident, et par conséquent nous n'aurons plus jamais le plein emploi industriel dans ces règles du jeu-là.

Que la productivité augmente plus vite que la demande, ce devrait être une bonne chose !

Ça peut être une bonne chose, à condition qu'on puisse répondre à la situation ainsi créée. Tant qu'on ne sait pas y répondre, c'est dramatique. Je voudrais dire ici une chose à laquelle on ne pense jamais, au sujet du chômage. Tout le monde sait que le chômage est un drame pour des familles dont les revenus sont amputés — et à ce titre, c'est déjà un scandale. C'est aussi un drame psychologique pour l'homme ou la femme qui, à travers la situation de chômage, même si la cause est à l'évidence économique, se sent toujours concerné dans sa qualification professionnelle, dans son rapport à la société. La société oblige les gens à se mettre en accusation personnelle, même sans raison, et c'est dramatique. Mais il y a pire encore. Il n'y a de société qui évolue qu'à la condition que, dans l'exercice de leurs activités professionnelles, les individus prennent à chaque moment des risques. Ceci est tout à fait inhérent à la définition du travail des travailleurs indépendants — commerçants, artisans, paysans, c'est leur affaire quotidienne. Mais ce qu'il est important de savoir, c'est que c'est le lot aussi des salariés. Dans les grandes organisations salariales d'aujourd'hui — entreprises d'abord, mais aussi fonction publique —, le commandement se fait à partir de distances hiérarchiques extrêmement distendues, et la pertinence des consignes et des ordres n'est pas toujours absolue. Innombrables sont les cas de gens qui ont reçu des ordres de la direction — disant « il faut faire ci, il faut faire ça » — qui les ont fait bien rire parce qu'ils étaient stupides. C'est une vérification presque quotidienne, dans l'existence des salariés. Tous les travailleurs vraiment

qualifiés, qu'ils soient ingénieurs, professionnels de l'entretien, de la typographie, de l'ajustage ou de n'importe quoi, ont vécu souvent ces situations où, pour accomplir les normes de production, il fallait s'y prendre autrement que la direction ne le suggérait, ou avoir un peu d'initiative. Une société à chômage massif, où le licenciement signifie le renvoi au monde du non-travail sans possibilité d'en sortir, est une société dont la totalité des individus seront dissuadés de prendre n'importe quel risque dans le travail. C'est la rigidité totale, c'est la société incapable de préparer son avenir, c'est le suicide collectif de tout un peuple. Cette analyse, c'est le constat que nous sommes en train d'assassiner la France, ou plutôt de la laisser assassiner. En disant cela avec cette fermeté, je ne dis pas pour autant que nous avons la réponse. Mais je dis que, si l'on accepte de constater que la question se pose bien ainsi, cela nous amènera peut-être à chercher mieux la réponse. Il y a beaucoup d'éléments de réponse, d'importance et de gravité croissantes.

Le premier élément, c'est d'abord l'absurdité d'une société où l'on n'arrive plus à fournir assez d'emplois dans la sidérurgie, dans le textile, dans les charbonnages, dans l'automobile, etc., et où nous manquons tragiquement de personnel soignant dans nos hôpitaux, d'enseignants et d'administratifs à l'Éducation nationale car, après tout, pour que chaque enfant dispose d'assez de temps dans l'attention de son maître il faudrait qu'il y ait quinze enseignés par enseignant plutôt qu'une vingtaine; une société où l'on va supprimer les distributions postales du samedi parce qu'on n'a plus assez de postiers alors que toute société en progrès de convivialité, de bons rapports entre les individus, implique une intensification des communications, etc. Autrement dit, il y a déjà un premier champ qui est les services collectifs. Il y a trois manières de se fournir des services collectifs : la prise en charge par l'État à laquelle tout le monde pense, mais qui n'est pas la seule ; leur prise en charge par les collectivités régionales ou

locales. C'est toujours par l'impôt que ça se finance, mais c'est un impôt différent dans la mesure où il est mieux affecté. A Conflans-Sainte-Honorine, 2 % de l'impôt de la ville sert à faire fonctionner un taxi collectif par appel téléphonique, moyen de transport social au profit de ceux qui n'ont pas de voiture, et notamment des personnes âgées. Comme c'est un moyen de transport qui nous est propre, qui a été très demandé, qui correspond à un besoin fort, l'impôt de la ville n'est pas discuté là-dessus. On sait ce qu'il coûte : 400 000 F de déficit. Donc, le fait qu'il y ait une réponse localisée, bien individualisée, dans la fourniture d'un service permet à la collectivité publique restreinte (commune, département ou région) qui le crée, de le financer dans des conditions mieux acceptées. Enfin, il y a les services rendus sur une base associative. Pourquoi pas ? Je prends le cas de l'information et de la télévision : il y a aux États-Unis et au Canada cette expérience très curieuse de gens qui acceptent de payer des cotisations considérables pour avoir chez eux la possibilité de recevoir des programmes télévisés transmis par câble, dépourvus de toute publicité. Ils acceptent de payer un service important, la dépollution de leur télévision de toute publicité, pour en avoir un usage, en effet, préférentiel. Personne ne peut être soumis à l'obligation de payer ce tarif supplémentaire, il y a là un service facultatif mais son coût est grand. Voilà une nouvelle manière de fournir des services. Pourquoi pas ? Je pense que beaucoup de choses en amélioration du mieux-être, peut-être pour s'occuper des personnes âgées ou de la petite enfance par exemple, peuvent être réglées par une deuxième étape de la mutualisation — la mutualisation est une possibilité de fournir ce type de services. Voilà un champ dans lequel 300 000, 400 000, 500 000 emplois peuvent être créés très vite dans la société française à condition qu'on en accepte le prix. C'est un premier point à propos du chômage.

Il y a un deuxième point, auquel je tiens beaucoup, qui est le problème des petites et moyennes entreprises.

Depuis quatre ou cinq ans, on doit approcher les 60 000 faillites dans les petites et moyennes entreprises. Si l'on admet que chacune d'entre elles avait une vingtaine de salariés en moyenne, nous sommes au-delà du million de chômeurs. Nous nous mettons à dépendre de transports sur longue distance à l'intérieur du territoire français, ou même d'importations, pour des choses simples et banales comme la boulonnerie, la clouterie, la chemiserie, gommeterie, etc ; cela devient assez invraisemblable. Bien sûr, il y a la compétition sur le coût de la main-d'œuvre, c'est vrai ; je pense tout de même que nos formes d'organisation économique ne nous permettent pas de saisir toutes les chances de protection de l'homme du fait des distances : il faut bien voir que dans une république aussi centralisée que la nôtre, l'État est hors de capacité de s'occuper correctement des petites et moyennes entreprises. Sur 500 000 kilomètres carrés, avec 54 millions d'habitants et, par conséquent, 2 millions et demi d'unités qu'on appelle entreprises, y compris les entreprises personnelles, l'État n'est capable de s'occuper que de celles qui ont plus de 500 ou 1 000 travailleurs. Il y a tout de même une bizarrerie à souligner, c'est le fait que le capitalisme défend la liberté d'entreprendre, la liberté de création d'entreprises et le libre accès aux mécanismes de financement tout en étant absolument incapable d'y répondre ; et le capitalisme d'aujourd'hui est bel et bien un régime qui laisse se bureaucratiser l'acte de produire pour que les privilégiés gèrent en commun la défense de leurs privilèges au niveau des très grands outils et d'une répartition extrêmement raréfiée du savoir, du pouvoir et de l'argent. C'est tout le problème de la relation avec les grandes sociétés et c'est tout le problème de la déshérence de ce milieu de la petite et moyenne création, de la petite et moyenne entreprise. Je dis, en tant que socialiste, que nous ne ferons pas de démagogie là-dessus, nous savons très bien que c'est dans les PME que le droit syndical est le plus souvent bafoué et que les travailleurs sont le plus mal traités. C'est avec la petite et moyenne

entreprise que nous avons peut-être l'antagonisme intellectuel, théorique, doctrinal, culturel, le plus lourd ; alors qu'avec le monde de la grande entreprise il arrive aux cadres salariés de parler parfois le même langage planificateur que bien des responsables socialistes, mais ces connivences ne changent rien au fait que, si elles acceptent d'être tirées assez fort dans le sens du progrès et si elles respectent les lois sociales, les petites et moyennes entreprises ont davantage leur place en tant qu'unités à taille plus humaine. C'est aujourd'hui une exigence, que de produire dans des conditions où une dimension humaine est préservée dans les rapports hiérarchiques internes à l'entreprise. Pour ce faire, je suis de ceux qui avaient proposé — les projets de loi étaient prêts — que les chefs d'entreprise puissent rechercher du capital nouveau en faisant l'acquisition par crédit-bail : on rémunère les actions au fixe, le capital devient propriété de l'entreprise après la période de la location et il n'est pas représenté dans le pouvoir de l'entreprise, petite ou moyenne. On peut imaginer aussi que tous les instruments de collecte publique de l'épargne, les Caisses d'épargne, le Crédit agricole, les grandes banques, etc., prennent des participations dans les entreprises sous forme de fonds sociaux rémunérés au fixe, peut-être un peu plus que sous d'autres formes, mais associés aux risques et non récupérables autrement que comme une créance sur la faillite, sur la liquidation, mais non associés au pouvoir. Ce seraient des fonds sociaux. On peut imaginer quantité de choses dès l'instant qu'on le veut et qu'on le souhaite.

La restructuration du capitalisme qui s'effectue sous MM. Barre et Giscard d'Estaing ne prend pas ce chemin-là. Le socialisme est en train de devenir doucement la défense de la liberté d'entreprendre, à condition qu'elle ne soit pas la liberté d'exploiter. Nous avons déjà fait une découverte incorporée à nos programmes officiels, c'est que nous sommes les défenseurs du travail, y compris du travail indépendant, et pas seulement du travail salarié.

Enfin, que pensez-vous, toujours dans le même axe, de la revendication syndicale des 35 heures ?

J'allais y venir, mais je ne veux pas oublier le troisième volet du problème du chômage (il y en a quatre), ne serait-ce que pour le mentionner.

Le troisième volet c'est, tout de même, l'aéronautique, l'aéronautique, l'informatique, les énergies nouvelles, c'est-à-dire l'aventure industrielle du *xxi^e* siècle. Il faut nous engager dans cette aventure et assumer notamment tout ce que cela suppose comme recherche scientifique. Depuis une vingtaine d'années, la France laisse la recherche scientifique en déshérence, pour deux raisons, dont la plus grave est une quasi-stérilisation par blocage administratif. Le sacrifice financier fait par le pays pour la recherche est en outre insuffisant. Nous affectons à la sidérurgie un pourcentage du produit local de la branche deux fois moins important que l'Allemagne, huit fois moins que le Japon... Donc, cette planification à dix ou quinze ans, cette prise en charge de grands efforts industriels fondés sur la recherche scientifique et sur des paris technologiques longs — l'Airbus est le seul cas où l'on ait réussi quelque chose de durable et créateur d'emplois —, il faut y procéder dans quelques domaines bien choisis de l'industrie moderne. C'est la vérité des emplois de demain.

Et puis il y a le problème des horaires de travail. Je ne sais pas comment est né ce chiffre de 35 heures, mais au fond j'ai envie de dire que c'est un mauvais chiffre, puisqu'il n'est pas assez divisible pour être compatible avec l'organisation de la production là où il y a feu continu. Il faut songer davantage à 36 ou 32, il faut penser aux nécessités de la production industrielle, tenir compte des obligations de l'acte de produire.

Deuxième remarque : je suis aussi porté à penser que ce n'est probablement pas assez et qu'il faut descendre bien en dessous.

Mais, troisième remarque, les 35 heures se trouvent être l'objet de la revendication de la Confédération européenne des syndicats. De ce fait, il y a une force sociale puissante, puisque cette Confédération rassemble la totalité des syndicats d'Europe, sauf la CGT française, soit environ 60 millions de syndiqués. Mais il faut bien voir qu'il y a là un problème de perception intellectuelle. J'ai longtemps admis — et je l'admettais d'ailleurs parce qu'il était vrai — le raisonnement d'Alfred Sauvy, selon lequel le travail créait le travail et selon lequel la baisse de la durée du travail amputait la possibilité de fournir une production et, à travers cette production, un revenu, dont les effets de diffusion reviendraient sur cette production pour permettre de l'acheter. Il se trouve que c'est maintenant le raisonnement sur les changements dans nos techniques et dans la demande qui rend caduc ce raisonnement qu'Alfred Sauvy a développé à une certaine époque. Il faut retenir de la critique faite par Sauvy au sujet des 40 heures, l'exigence de la souplesse dans l'adaptation et la manière de faire. Du coup, il vaut mieux espérer arriver à cette baisse importante de la durée du travail de manière contractuelle, par branches et par entreprises, dans des accords qui prennent en charge la manière d'organiser et les souplesses nécessaires pour qu'on continue à produire sans qu'il en résulte de goulet d'étranglement, plutôt que d'attendre tout cela de la loi. Cela dit, je crois que maintenant, en effet, l'approche la plus immédiate et la plus déterminante du problème du chômage — urgente dans la mesure où il est urgent de donner d'autres mentalités que celles de mendiants ou d'allocataires à la jeunesse d'aujourd'hui — passe par la baisse importante et massive de la durée du travail.

Avec maintien du salaire intégral ? Dans ce débat, on voit curieusement les politiques plus démagogues que les syndicaux.

Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que personne ne songe — du côté politique comme du côté syndical — à remettre en cause les petits salaires. La seule manière de traiter le problème des petits salaires, c'est d'exiger leur augmentation, puisque nous portons tous en nous un espoir de plus grande égalité, donc de limitation de l'éventail hiérarchique.

Je suis de ceux qui pensent que, dans la formule « 35 heures à salaire maintenu et selon des modalités à négocier avec les organisations syndicales », on a négligé le fait hiérarchique, et du coup on s'oblige à ne poser le problème des 35 heures que dans le cadre de négociations où l'on exige le maintien intégral de l'ensemble des rémunérations, pour poser ensuite, dans une seconde étape, le problème de la révision de la grille hiérarchique. Je pense profondément que, pour des raisons qui touchent à la durée du travail, mais aussi à l'économie des matières premières, au refus du gaspillage, au fait de fabriquer des objets plus durables — donc qu'on pourrait réparer plus et renouveler moins —, pour toutes ces raisons, nous allons être obligés d'en arriver à des sociétés beaucoup plus égalitaires qu'aujourd'hui, c'est-à-dire à de fortes ponctions sur les rémunérations très supérieures. Mais le blocage principal n'est pas là ; c'est le refus total du patronat et du gouvernement — pas seulement en France, d'ailleurs — d'imaginer un univers dans lequel la durée du travail descende substantiellement au-dessous de 40 heures. Aujourd'hui, même dans les cas où des accords se signent entre travailleurs et employeurs pour admettre des durées du travail inférieures — pour des raisons de difficultés économiques —, on maintient l'idée que le rythme normal est de 40 heures.

La vérité est culturelle. Quand je l'ai dit à l'Assemblée nationale, René Monory a éclaté¹ et tous les députés de droite ont senti qu'il y avait là un fossé. J'ai dit que nous

1. « Discours sur l'adaptation du VII^e Plan », JOAN, 29 novembre 1978, p. 8483.

étions gouvernés par des forces patronales et un gouvernement pour qui le travail doit être un enfermement et un encasernement. J'ai évoqué des hommes et des femmes qui vivraient avec un grand temps de liberté en dehors de leur travail et, en plus, l'accès à l'éducation et au savoir nécessaires pour en faire un bon usage ; des hommes et des femmes dont toute la part de réflexion et de participation sociale serait d'autant plus grande qu'on ne travaillerait que 30 heures et qu'on aurait donc du temps pour penser à la manière dont on travaille. Ce serait une société dont les procédés de consommation échapperaient au contrôle capitaliste. Une société pareille inquiète le pouvoir d'aujourd'hui. Ce serait une société probablement permissive, hautement démocratique et où, en effet, les hiérarchies et les systèmes d'autorité seraient durement remis en cause. Tous les tempéraments autoritaires ne peuvent pas l'accepter.

En somme, le travail est non seulement un impératif de production, c'est aussi un impératif social.

C'est ce qui me semble.

Vous ne mentionnez pas du tout la relance par la consommation comme élément fondamental d'une politique de lutte contre le chômage. Que deviennent par exemple l'augmentation du SMIC, le relèvement des prestations sociales, l'augmentation du minimum vieillesse, etc. ?

Toutes ces revendications sont des corrections des inégalités héritées. Elles ont une valeur conjoncturelle de relance par la demande, c'est vrai ; il faut savoir que ce n'est pas du tout à la hauteur du problème et que nous sommes obligés de nous poser le problème du chômage pour les vingt ans qui viennent. Il faut aussi savoir qu'économiquement les entreprises françaises actuelles sont loin d'avoir licencié la

totalité des personnels qu'elles auraient probablement souhaité licencier si elles avaient pu. Mais la classe ouvrière se défend. Ce qui veut dire qu'il faudra attendre longtemps avant que des emplois soient créés par une relance de la demande. Voilà, hélas !, où nous en sommes. Prenons cela plutôt pour ce que c'est, c'est-à-dire une correction des inégalités les plus graves de la société française, notamment en ce qui concerne le troisième âge. On n'en est plus à une politique de relance par la demande. Si elle devait avoir un petit impact sur le chômage, on a de toute façon trop attendu. Cela fait cinq ans que l'industrie française n'embauche plus. Les investissements stagnent mais, à un assez fort niveau, notre capacité de production reste forte et il y a eu modernisation.

Tout ce que nous avons dit jusqu'ici suppose que des conditions politiques préférables soient remplies. Or le doute s'est installé en ce qui concerne la possibilité, pour la gauche, non seulement de gagner, mais même d'exister en tant que force unie. Ce doute paraît relativement léger dans les appareils politiques, si on le compare à l'état de découragement de l'opinion publique à ce sujet. Croyez-vous encore sérieusement à la possibilité de reconstituer l'union de la gauche ? Si oui, à quelles conditions, notamment de la part des communistes ?

Je crois absolument nécessaire — et par conséquent il faudra bien que ça devienne possible — de revenir à l'union de la gauche. Je crois que dans cette réflexion trop de gens sont pressés. Il faut bien voir que ce qui arrive au PCF est quand même un coup dur. Les vingt dernières années de l'histoire de la planète ont démontré que le modèle soviétique ne peut plus être considéré comme un modèle socialiste, que les formes d'organisation sociale auxquelles il avait souscrit comportent des perversions effroyables — le Cambodge est, en matière de génocide et d'horreurs, ce

qu'il y a de pire : la peste brune sous signature communiste. Tout ça rend un peu plus difficile d'être communiste. Mais, en même temps, ils réfléchissent eux aussi. Nous vivons des périodes de crispation bien naturelles de l'appareil et des dirigeants communistes devant l'ampleur des remises en cause nécessaires pour que le parti communiste s'assure un avenir en France. Parce qu'il faut tout de suite ajouter des notations en sens inverse. Il est bien des pays — l'essentiel du territoire européen — où il n'y a pas de parti communiste et où, par conséquent, il ne s'en fera plus jamais : l'expérience soviétique n'est plus une fascination. La France est, au contraire, un des rares pays où le parti communiste a une tradition suffisamment ancienne et suffisamment riche pour que ce parti puisse espérer avoir un avenir et pour que les gens qui mènent le combat de la gauche puissent, autour et avec le parti communiste français, chercher à lui donner l'occasion et les moyens de cet avenir.

Vous iriez jusque-là ?

Mais bien sûr ! Mais pas à n'importe quel prix ni n'importe comment.

Si le parti communiste français se crispe d'une manière définitive sur l'idée qu'il ne peut avoir de place dans la gauche qu'à condition d'y être dominant ou majoritaire, il n'y a pas d'avenir pour le PC autre que celui de son déclin. Je crois qu'il le sait déjà. Bien sûr, il a l'espoir que le parti socialiste se casse, assume mal sa capacité de répondre aux problèmes de la France de demain. Ce n'est pas impossible, mais guère probable. Je suis de plus en plus convaincu, au contraire, que les conditions sont de plus en plus réunies pour que le socialisme devienne en France une force de première importance, à la hauteur de ses ambitions historiques qui sont de s'acheminer vers le socialisme et non pas vers la social-démocratie, je veux dire avec une ambition de transformation sociale beaucoup plus forte que celle à

laquelle se limitent timidement nos camarades allemands. Il reste que le parti communiste est devant ce choix. Il est inséré dans la légitimité nationale depuis la Résistance, par son insertion dans la classe ouvrière de France, par sa relation étroite avec la CGT qui est une des grandes maisons du syndicalisme français, que cela plaise ou non. Alors que personne ne sait très bien s'il est dans la légitimité nationale au Portugal, et tout le monde sait fort bien qu'il ne l'est pas en Belgique, en Angleterre ou en Allemagne. En France, il y est, et puissamment. Or, il faut ajouter un autre facteur : la réflexion qui se mène dans le monde communiste européen, occidental, est au fond une réflexion approfondie et qui peut-être, sur certains points, va parfois plus loin que celle des socialistes. Nous avons à faire un effort analogue, nous, socialistes, à notre congrès. Cela veut dire que si le parti communiste de France ouvre les vannes au lieu de les fermer, prend le risque d'aller jusqu'au bout du débat sur la démocratie, ça nous fera gagner bien du temps, car la coalition de la gauche française peut, dès lors, gagner le pouvoir en France.

Il n'en prend pas le chemin !

Son appareil n'en prend pas le chemin, mais c'est un appareil crispé, dans une situation de contradiction croissante où le mettent ses électeurs et ses militants de base qui, eux, restent attachés à l'union de la gauche. J'ai fait un meeting récemment, c'était à Redon, il y avait 1 200 personnes, et j'ai dit à peu près cela : si le parti communiste français continue à chercher je ne sais quelle union du peuple de France avec les pires nationalistes réactionnaires du RPR, en refusant l'union de la gauche, son avenir est mis en cause. Un militant communiste s'est levé et m'a dit : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous avez dit. » Nous l'avons écouté attentivement : il n'a pas employé l'expression d'union de la gauche, il n'a pas évoqué le rassemblement nécessaire des travailleurs pour se défendre — à

Redon, une des capitales françaises du chômage en ce moment ! J'ai attiré l'attention des 1 200 personnes présentes sur le fait que la référence politique du parti communiste français, telle qu'elle était expliquée par un de ses bons militants, n'incorporait ni l'union de la gauche ni une coalition nécessaire des forces du travail devant l'offensive du capital et privilégiait une espèce de danger pour l'identité nationale dans lequel l'allié préférentiel devenait Chirac. Quand il s'agit d'une région de chômage, on voit le genre de réaction que cela donne : un désarroi total. Il s'agissait de travailleurs modestes, des chômeurs des usines de chaussures et d'ailleurs. J'ai dit que, de la part des socialistes, le moindre abandon de cette référence à l'union de la gauche, c'était autant de terrain laissé de nouveau à l'appareil du parti communiste français. J'ai dit que la coalition d'un parti socialiste puissant, des électeurs qui sont unitaires et des militants communistes de base qui, eux, sont attachés à l'union de la gauche, aidait le parti communiste à prendre en charge sa propre crise, quitte à ce que ça se fasse momentanément contre son appareil. Mais nous respectons le droit des communistes à être eux-mêmes, parce qu'ils sont une composante nécessaire de la reconstruction de la coalition capable de vaincre dans ce pays.

Que pensez-vous de la position du CERES qui considère souvent que la critique du parti communiste par le parti socialiste rend le travail plus difficile ?

Je crois que c'est absurde de présenter les choses ainsi, pour plusieurs raisons.

La première raison, c'est qu'il y a une manière de réfléchir aux problèmes de fond, de dire les choses graves, qui peut être extrêmement dure tout en n'étant pas une critique. Après tout, il n'y a pas que les communistes à avoir fait des erreurs dans l'Histoire. Je pense au concept

de dictature du prolétariat que Léon Blum a continué à employer, y compris dans le discours de Tours. Donc, la référence décisive à l'appareil de l'État comme instrument exclusif de la transformation sociale valait aussi bien pour Blum que pour Kautsky.

Je dis souvent à mes camarades communistes que l'inquiétude qu'il y a à être communiste quand survient le Cambodge est trop grande pour qu'on la porte tout seul. La seule thérapeutique réside dans l'enthousiasme de l'union reconstruite. Parce qu'il faut bien voir que la droite française, de son côté, n'a jamais vraiment accepté ni l'existence du mouvement syndical, ni la négociation, ni l'alternance démocratique.

Mais ne pensez-vous pas que Giscard d'Estaing représente quelque chose de nouveau dans la droite ?

Depuis le temps qu'il le dit, cela doit correspondre à une réelle conviction de sa part. Mais qu'a-t-il vraiment commencé à faire ? A la limite, on peut dire que le seul gouvernement qui ait tenté un peu de donner aux structures du pays, à ses mécanismes, à ses procédures, une orientation qui aille un peu plus vers l'amélioration du dialogue social, vers la reconnaissance du mouvement ouvrier comme partenaire, c'est le gouvernement de Chaban-Delmas.

La France est-elle condamnée à être toujours gouvernée par une moitié en guerre ouverte contre l'autre ? Et est-ce qu'on construit une société socialiste avec 50 % d'opposition ?

Dans tous les grands pays d'Occident, les élections déterminantes se jouent le plus souvent à 50/50. C'est vrai. Sans doute peut-on, et la bourgeoisie a montré qu'elle le pouvait, vivre avec une opposition et aménager des conditions qui sont loin d'être favorables pour les travailleurs,

mais cependant viables, avec ce partage en deux. Cela reste bien théorique : selon moi, la part de volontarisme qu'appelle le socialisme exige un consensus beaucoup plus fort et beaucoup plus solide que le capitalisme.

Et par rapport à ce consensus, le partage moitié/moitié n'est plus signifiant puisqu'il ne s'applique qu'à la sphère politique, qu'au rôle de l'État. Dès l'instant où la société civile se met en mouvement, où la décentralisation et le partage autogestionnaire du pouvoir deviennent effectifs, cette comptabilité devient différente. Elle perd sa signification habituelle. La victoire de la gauche est comme une boule de neige : si une politique sérieuse et intelligente, une véritable rupture avec le capitalisme permet de changer, par des mesures significatives, le rapport entre gouvernants et gouvernés, la distribution du pouvoir dans l'entreprise et dans la cité, en attendant que les réformes de structure aient pu produire leurs effets, alors le consensus s'élargira, d'abord socialement, puis politiquement.

A partir du moment où l'on a fait le choix, et c'est le nôtre, que le peuple français serait à chaque instant juge de l'action gouvernementale de la gauche, par le moyen du suffrage universel, et donc le véritable décideur du rythme et de l'ampleur de la rupture avec le capitalisme, il faut savoir perpétuellement gagner le temps et la confiance nécessaires à la poursuite de notre entreprise.

Une dernière question : le discours que vous tenez est, me semble-t-il, un discours authentiquement socialiste. Comment expliquez-vous qu'au sein du PS certains vous soupçonnent de lorgner du côté de la social-démocratie, voire du centrisme ?

Voici plus d'un quart de siècle que la gauche n'est plus au pouvoir. Encore la politique qu'elle faisait il y a vingt-cinq ans était-elle loin d'être une politique de gauche. En situation d'opposition, il est vraisemblable que nous avons progressivement perdu contact avec les réalités de la

situation politique, économique et sociale de notre pays. Nous restions portés par l'espérance, mais cette espérance se nourrissait davantage de rêve que d'une volonté enracinée dans le réel. Or, je tiens, moi, que le rêve en politique, disons l'excès de rêve, est une attitude de droite.

Quand je plaide pour la rigueur, quand je dis que c'est l'honneur que les Français font à la gauche d'attendre d'elle d'abord le langage de la vérité, c'est parce que je suis profondément convaincu qu'il n'y a pas pire conduite d'échec que celle qui consiste à tenir un discours à la tribune de nos congrès et un autre devant les électeurs, à promettre tout et n'importe quoi en pensant intérieurement qu'au fond personne n'a jamais respecté les programmes électoraux et qu'on trouvera toujours le moyen de se débrouiller ensuite... C'est avec ce genre d'attitude que l'on a écrit les plus sinistres pages de l'histoire de la gauche. La gauche, toute la gauche, ne pourra gagner la confiance du pays et gouverner durablement pour transformer l'ordre des choses que si elle se met, enfin, à parler plus vrai, plus près des faits. Je ne lui ai jamais demandé autre chose.

Paris, le 8 janvier 1979.

Textes politiques

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

Introduction : *Il n'y a pas de fatalité* *à l'échec de la gauche **

La gauche vient donc de manquer un nouveau rendez-vous avec l'Histoire, le huitième depuis le début de la V^e République. C'est une immense tristesse qui nous atteint ce soir, 14 ou 15 millions de Français qui avons placé toutes nos espérances dans un changement profond de notre société vers plus de justice, et qui ne le verrons pas.

Est-ce une fatalité ? Est-il impossible définitivement que la gauche gouverne dans ce pays ? Je réponds non.

N'oublions pas d'abord l'enseignement du premier tour : majorité à la gauche et à l'extrême gauche. La victoire était possible, et elle le redeviendra.

Alors pourquoi cette défaite aujourd'hui ? Une seule raison : la gauche n'a pas marché du même pas face au bloc des intérêts unis. Nos camarades communistes voulaient une victoire qui fût d'abord la leur. Ils ont pris là une terrible responsabilité devant l'Histoire et devant les travailleurs. Il ne fera pas bon demain matin être militant communiste dans les ateliers et dans les bureaux, car il faudra répondre à bien des questions :

— pourquoi avoir, pendant quatre mois, attaqué davantage les socialistes que la droite ?

— cet accord signé le 13 mars 1978, pourquoi n'a-t-il pas pu l'être aux mêmes conditions le 22 septembre 1977 ?

* Intervention le soir du 19 mars 1978 (deuxième tour des élections législatives) à RTL, Antenne II, et Europe 1.

— pourquoi avoir parlé de ministres communistes avant de créer les conditions pour qu'il y en ait ?

— était-ce vouloir la victoire que de s'impatienter sur le SMIC et d'exiger des centaines de nationalisations puisqu'il n'y aura pas de nouvelles nationalisations et que le SMIC restera à 1 750 F ?

Nous le savons maintenant de manière claire : la gauche ne pourra vaincre unie que quand le parti communiste aura accepté de donner la priorité à l'union sur ses propres intérêts de parti.

Mais pour le moment il y a victoire courte de la droite. Cette victoire risque d'être amère pour trois raisons :

— C'est une victoire courte. La droite va gouverner contre la majorité absolue du suffrage universel. La France devient fragile, comme le sont toutes les démocraties d'Occident. Seul un grand accord national sur un vaste projet remédierait à cette fragilité.

— Exclusivement occupée à nous combattre, à attaquer notre programme lorsque nous sommes unis, et notre division lorsque nous ne le sommes pas, elle n'a rien dit de ses intentions : que se passera-t-il demain, personne ne le sait. La crainte du changement a fait accorder par une courte moitié de l'électorat un chèque en blanc à une coalition sans projet.

— Mais, surtout, tous les problèmes demeurent. La politique de MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Fourcade, puis Barre, consiste à accepter un chômage régulièrement croissant. On le verra dès la fin des stages de jeunes, le mois prochain.

La gestion électorale des indices de prix rencontre aussi ses limites : vous allez voir que vont augmenter d'au moins 10 % dès le 1^{er} avril les prix des cafés, restaurants, coiffeurs, spectacles, et bien des tarifs publics : train, téléphone, redevance télévision et même le timbre-poste de 20 %.

Et que de dossiers à l'abandon ! Voilà quatre ans que la droite se sait condamnée par l'opinion et que, du coup, elle

laisse pourrir les grands problèmes : réforme de la Sécurité sociale, financement des collectivités locales, régions qui dépérissent, sidérurgie gravement touchée. A la droite d'assumer les conséquences de sa faillite.

Quant aux forces socialistes, leur combat ne cesse pas... La majorité absolue, elle est là, elle n'a besoin que de plus de cohésion. Elle ne peut la trouver qu'autour d'un grand projet qu'il nous faut construire, dont doit être porteur le grand parti socialiste. Car nous nous sommes un peu fourvoyés et la campagne aurait pu être plus forte.

Qu'est-ce que la gauche dans notre histoire ? La République, le suffrage universel, l'impôt universel, l'impôt progressif sur le revenu, les congés payés, la Sécurité sociale.

A chaque étape, sans doute le pouvoir d'achat a augmenté. Mais jamais pour la gauche, sauf cette fois-ci, l'essentiel ne s'est limité à de l'argent. Même quand il s'agit de mieux le partager, l'argent reste de droite.

La gauche c'est la liberté, la responsabilité, la justice ; ce doit être plus de pouvoir pour tous en même temps que plus d'égalité. Par la loyauté envers le programme commun de gouvernement, nous l'avons laissé réduire à une plateforme revendicative. C'est peut-être là notre part de responsabilité à nous, socialistes.

Quand François Mitterrand avait les coudées plus franches d'une campagne présidentielle, il avait dit : « La seule idée de la droite : garder le pouvoir. Mon premier projet, vous le rendre. » Cette idée-là, c'est celle de la victoire de demain, celle qui permettra de construire un parti socialiste puissant, activement présent dans les entreprises comme dans les localités, grâce auquel le combat des femmes pour l'égalité ou celui des écologistes n'apparaîtront plus comme des combats marginaux, un parti socialiste qui soit l'instrument décisif du socialisme à visage humain.

The first part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the ancient world. It begins with a discussion of the Greek concept of the 'good life' as a life of virtue and wisdom, and then moves on to the Roman concept of the 'good life' as a life of wealth and power.

The second part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the medieval world. It begins with a discussion of the medieval concept of the 'good life' as a life of piety and devotion, and then moves on to the Renaissance concept of the 'good life' as a life of pleasure and enjoyment.

The third part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the modern world. It begins with a discussion of the modern concept of the 'good life' as a life of material wealth and success, and then moves on to the contemporary concept of the 'good life' as a life of personal fulfillment and happiness.

The fourth part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the future world. It begins with a discussion of the futuristic concept of the 'good life' as a life of technological advancement and progress, and then moves on to the utopian concept of the 'good life' as a life of peace and harmony.

The fifth part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the present world. It begins with a discussion of the current concept of the 'good life' as a life of global peace and cooperation, and then moves on to the ideal concept of the 'good life' as a life of universal happiness and well-being.

The sixth part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the past world. It begins with a discussion of the ancient concept of the 'good life' as a life of wisdom and virtue, and then moves on to the medieval concept of the 'good life' as a life of piety and devotion.

The seventh part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the future world. It begins with a discussion of the futuristic concept of the 'good life' as a life of technological advancement and progress, and then moves on to the utopian concept of the 'good life' as a life of peace and harmony.

The eighth part of the book is devoted to a study of the history of the concept of the 'good life' in the present world. It begins with a discussion of the current concept of the 'good life' as a life of global peace and cooperation, and then moves on to the ideal concept of the 'good life' as a life of universal happiness and well-being.

Coll.MichelRoCard.org

Le débat nécessaire

1. La France attend *

Les enjeux de la prochaine élection législative sont tels pour ceux qui, depuis tant d'années, profitent de ce régime, privilégiés de la fortune et du savoir, nantis tirant de la rente ou de la spéculation le bénéfice de la peine des autres, que la bataille sera très âpre — chacun le pressent.

La gauche a le devoir de ne pas céder à la tentation de la démagogie, de la surenchère, de la facilité. Présenter lucidement le bilan économique, social, politique, dont nous hériterons dans six mois, expliquer franchement les conséquences des choix proposés, parler le langage du courage et de la vérité sont les conditions indispensables pour obtenir du pays la confiance et le temps nécessaires au succès de l'entreprise.

Le Front populaire apporta les congés payés, les conventions collectives, des améliorations considérables des conditions de vie et de travail : mais il ne fut qu'une embellie.

Quarante-deux ans après, le gouvernement de la gauche ne sera-t-il qu'une « expérience », qu'une flambée de rêve ? Nous n'en avons pas le droit.

Ceux qui ne voient plus le moyen d'éviter la défaite de la

* *Le Monde*, 11-12 septembre 1977.

droite nourrissent l'espoir d'un intermède de courte durée : alors, ils comptent les jours : cent, cent quatre-vingts... Mais il y a tant d'injustices à réparer, d'inégalités à supprimer, de transformations à opérer, que la durée est une condition à la réalisation de notre projet. Orienter la croissance sur d'autres voies que celle de l'accumulation aveugle et du gaspillage, transformer les structures de pouvoir pour que celui-ci ne soit plus confisqué par les groupes de pression, les clans, « les copains et les coquins », cela ne se fait pas en un an, sans doute même pas en une législature. L'attente de l'ouverture du chemin n'en est que plus impatiente.

Écarté depuis plusieurs dizaines d'années du pouvoir, sachant le poids des responsabilités qui l'attendent, le parti socialiste s'est préparé à gouverner. Il a fait le choix d'un projet, celui du socialisme dans la liberté ; à son appui, il a un programme et des dossiers précis. Il a aussi fait le choix d'une stratégie, celle de l'union de la gauche.

Le programme commun concrétise cet engagement, quel que soit le détail des solutions trouvées pour les modalités d'application qui restent en discussion. Le programme commun représente la synthèse et le compromis nécessaire entre les deux grandes cultures du mouvement ouvrier français.

Mais la gauche doit aussi aux Français de savoir être à l'écoute de leurs préoccupations, de leurs inquiétudes, de leurs espoirs. Aucun programme — aussi sérieux soit-il — n'a la faculté de figer pour cinq ans des aspirations et des besoins nécessairement évolutifs dans une société aussi ouverte que la nôtre. Des initiatives ou des propositions aujourd'hui floues, voire balbutiantes, s'imposeront demain comme nécessaires, ce qui implique pour la gauche tout entière une capacité permanente d'adaptation.

A cet égard est toujours actuel l'engagement pris par F. Mitterrand en mai 1974 : « La seule idée de la droite : garder le pouvoir. Mon premier projet : vous le rendre. » Sur toutes les grandes questions qui engagent l'avenir de

notre pays — la croissance, l'énergie, la défense — comme sur les plus humbles qui concernent notre vie de tous les jours — dans la commune, dans l'entreprise, au village —, il faut mettre en place de nouvelles structures d'information, de décision, de contrôle qui rendent le pouvoir aux Français. La création de véritables institutions régionales élues au suffrage universel, dotées de moyens financiers, de responsabilités importantes dans le domaine économique et social, éducatif et culturel, est un des éléments déterminants de la redistribution nécessaire des pouvoirs. Les élus socialistes ont sur ce point une responsabilité décisive : en effet, si aujourd'hui les Français constatent que dans les communes que nous administrons, les projets importants font l'objet d'une large information et d'une discussion entre l'équipe municipale et les habitants, que des commissions extra-municipales ou des comités de gestion d'équipements collectifs permettent aux usagers de peser véritablement sur les décisions prises, ce que nous disons n'apparaîtra pas seulement comme un projet généreux mais lointain : il s'agira de poursuivre à l'échelon du département, de la région, de l'État, ce qui, ici et maintenant, fait de chacun un citoyen dans sa commune.

Il est nécessaire aussi que les débats ouverts à propos du programme, notamment avec nos partenaires communistes, ne négligent pas la dimension sociale dans ses aspects quotidiens ; pour important que soit le problème de l'indemnisation des actionnaires, la réalité de l'entreprise nationalisée, qu'il s'agisse de l'association des travailleurs et de leurs représentants aux différents niveaux de décision ou des possibilités de négociations ouvertes aux organisations syndicales, l'est encore bien davantage. Il n'est pas trop tard pour approfondir ces problèmes, de même que toutes les dispositions qui peuvent libérer la vie de tous les jours sur les lieux de travail ou dans les quartiers. Parmi ces déblocages, figure au premier rang celui de l'information ; il faut qu'elle soit libérée de la tutelle de l'argent et de celle des notables, que l'opposition y ait librement et aisément

accès, que syndicats et associations de consommateurs, groupements de locataires et parents d'élèves puissent s'y exprimer, afin que radio, télévision et journaux servent le débat public au lieu de l'obscurcir.

C'est à cela, et d'abord à cela je crois, que l'on jugera l'action gouvernementale de la gauche. S'il s'agit simplement de remplacer un « syndicat de sortants » qui a fait de l'exercice du pouvoir la fin ultime de sa démarche politique par des équipes nouvelles, craignons alors que le désintérêt du citoyen pour la chose politique et l'avenir de la communauté ne se solde par une immense déception, une démobilisation individuelle et collective qui renverserait rapidement le rapport de forces. Si, au contraire, des réformes de structure décisives, une autre conduite politique, tout simplement le respect que l'on doit à un peuple contribuent à faire peu à peu de chaque homme et de chaque femme, dans son travail et sa vie de tous les jours, le sujet actif et volontaire de notre devenir commun, alors j'ai confiance que, quoi qu'il advienne, la gauche au pouvoir ce sera plus qu'une expérience ou qu'un feu de paille.

La France a commencé en 1789 la conquête d'une démocratie politique. « Mais la liberté elle-même n'est qu'un vain fantôme, disait Robespierre, quand une classe d'hommes peut impunément en affamer une autre. » La France attend, depuis qu'une première Bastille a été prise, que se réalise la démocratie économique. Or, demain moins qu'hier, nous n'avons le droit d'échouer. A cause de tant d'espoir amassé et aussi de tant de difficultés matérielles à vivre.

Au 1^{er} juillet 1977, un tiers des salariés gagnaient moins de 2300 F par mois et 2,5 millions de personnes âgées, d'invalides et de handicapés vivent avec moins de 30 F par jour. Inutile de citer d'autres chiffres pour constater que,

en dépit des années de croissance, la société française recèle encore de scandaleuses misères.

Certes, les fléaux associés au sous-développement — les grandes maladies épidémiques et celles liées à la faim — ont disparu, mais d'autres les ont remplacés, affectant les mêmes catégories sociales. Ils s'appellent violence, délinquance, ou plus confusément épuisement devant les difficultés et les épreuves. Or tout se tient : les mêmes qui sont si mal payés vivent dans ces lieux, les grands ensembles, que l'on n'ose plus appeler villes, travaillent aux tâches les plus aliénantes et n'ont ni le temps ni les forces de tisser les relations de voisinage ou d'amitié qui sont la chaleur ou la joie d'une existence.

Parmi les traditions dont la gauche est fière, celle d'être toujours du côté des plus déshérités est la plus grande. Demain encore il lui faudra montrer que le sens de son combat est là, dans l'émancipation politique et économique de tout un peuple exclu de la culture, des responsabilités, de la sécurité matérielle. Nous savons les difficultés qui nous attendent, qui ont nom déficit extérieur, inflation, dépréciation monétaire, mais notre combat n'a d'autre sens que de les dépasser. Il concernera au premier chef l'amélioration immédiate des bas salaires et des revenus sociaux, financés par la croissance possible de l'économie, et, pour la partie restante, par la redistribution des revenus et des fortunes ; soulignons au passage que le débat actuel sur le point de savoir s'il faut partager autrement la production de chaque année, ou augmenter cette production, est non pertinent : il est clair que l'on devra faire les deux.

Il concernera également tous ces domaines qui font le vécu quotidien et que la société prétendue libérale se refuse à considérer comme prioritaires et parfois abandonne aux marchands : la ville, les loisirs, la culture. La beauté urbaine, les petits équipements de voisinage — école, crèche, dispensaire, espaces verts et de jeux — ont été négligés par un capitalisme triomphant, et avec eux la trame d'une vie communautaire qui permette de vivre

ensemble et non replié sur soi-même. La laideur, l'inhumanité de nos villes modernes, et finalement l'insécurité et la peur sont à mettre au passif d'un mode de développement déséquilibré et tronqué.

Voilà qui montre assez que la crise qui atteint aujourd'hui nos sociétés industrielles n'est pas uniquement économique ou institutionnelle. La gauche se doit de reconnaître qu'elle ne détient pas toutes les solutions permettant de résoudre la crise dans tous ses aspects. Certes, l'action gouvernementale transformera les institutions et assurera une plus juste redistribution des fruits du travail, mais, même si elle bénéficie de la nécessaire durée, elle ne prétend pas apporter des solutions définitives.

Dans les domaines les plus complexes, qui mettent en cause soit de grands systèmes lourds de dangers, comme l'utilisation de l'énergie nucléaire ou les applications de l'informatique à tous les aspects de la vie sociale, soit des ensembles de moyens plus diversifiés, comme la qualité de vie dans les quartiers ou l'adaptation des équipements collectifs aux besoins, l'action devra se développer de façon progressive et par étapes. A certaines phases, il faudra faire le point, en vue d'infléchir des évolutions, de les accélérer ou de les ralentir. La gauche est tenue d'annoncer comment elle compte aborder de tels problèmes et quelles seront ses premières initiatives, mais il est hors de question qu'elle tranche sur tous les problèmes de façon définitive, à partir d'un savoir imparfait.

La décentralisation des pouvoirs, des moyens d'information et d'expertise, l'enrichissement du dialogue entre groupes sociaux et centres publics de décision, devraient rendre fécondes de telles approches. L'autre corollaire de cette démarche est l'importance qu'il convient d'attacher dans certains domaines, à l'expérimentation ; si celle-ci doit être présente dans le secteur public, notamment dans les régions et les communes et dans le secteur privé, c'est probablement dans le tiers-secteur, celui des coopératives, des associations, des mutuelles, des entreprises à statut

associatif, que l'imagination sociale, appuyée par un sens aigu des responsabilités, trouvera un champ pour des initiatives de type nouveau. Des mesures concrètes administratives et financières devront être prises pour donner à l'expérimentation toute son efficacité.

Si, sous peine de devenir totalitaire, l'action publique ne doit pas prétendre donner plus que ce qu'elle peut offrir, il reste qu'une collectivité ne se rassemble qu'autour d'un projet. Dans ce domaine aussi, la faillite de nos dirigeants actuels est patente. Qui croira un instant que les prétentions internationales du président de la République sont compatibles avec une politique intensive de vente d'armes, y compris aux plus sanglantes dictatures. En revanche, la politique de la gauche, par l'extension des libertés et des responsabilités du citoyen, lui redonnera ce souffle puissant d'imagination et d'exemplarité qui fut hier sa grandeur, permettra d'établir de nouveaux rapports avec ceux des peuples qui n'aspirent qu'à s'émanciper de la tutelle des blocs conservateurs. Car c'est folie de s'imaginer que la politique de la gauche pourra longtemps être contenue dans les limites de nos frontières. Nous croyons assez à la vertu et à la force de notre projet pour penser qu'il encouragera nos voisins d'Europe à partager notre volonté. Nous savons aussi que c'est nécessaire pour les équilibres économiques internationaux : qu'il s'agisse de l'énergie, des transports aériens, de la production agricole dans le cadre d'une coopération avec le tiers monde fondée sur la solidarité. Quel État-nation possède, à lui seul, les moyens et les réponses ?

Au risque de détonner avec l'esprit cocardier et chauvin, dont ceux qui se croient les héritiers du général de Gaulle ont fait un tremplin électoral, je voudrais rappeler que la France n'a jamais été aussi grande que lorsqu'elle a été elle-même, et qu'elle n'a jamais été davantage elle-même que lorsqu'elle proclamait la liberté et les droits de l'homme à travers le monde. Jaurès le disait mieux que quiconque, qui affirmait : « Peu d'internationalisme éloi-

gne de la patrie et beaucoup y ramène. » Quel destin peut-on garantir à notre communauté nationale, alors que l'immense puissance de gaspillage et de destruction du capitalisme international a conduit à nos portes le monde de la faim et du dénuement le plus extrême, atteint le seuil de la rareté pour beaucoup de ressources minérales ou végétales, étendu la surface des déserts sur la planète ? Il y a là des enjeux qui font à la fois partie de notre sécurité, de notre solidarité, de notre dignité : c'est en travaillant à leur apporter leur réponse que la gauche entend redonner à la France une raison d'être et d'espérer.

Tel est l'esprit dans lequel la gauche doit parler aux Français et agir au pouvoir si elle ne veut pas d'abord décevoir, ensuite défaillir. L'entreprise exige donc que le cap soit fermement maintenu vers cette idée qui fait son chemin, le socialisme dans la liberté, la prospérité, la justice. Elle exige également de ne pas se tromper sur les moyens. C'est ici que le débat économique prend place.

L'économie n'est pas une fin en soi. Nous avons assez fait le procès d'une certaine croissance pour savoir que la question du pourquoi est aussi lourde que celle du comment. L'économie est un moyen. Le hasard veut que la campagne électorale mette la gauche aux prises avec le « meilleur économiste de France » qui se trompe sur les moyens. L'occasion est bonne de préciser le fossé qui nous sépare.

D'abord les résultats, consignés par les statistiques officielles. En juillet 1977, dernière période connue, il y avait en France 1 130 000 demandeurs d'emploi, soit, depuis le 1^{er} janvier 1977, environ 30 000 de plus par mois, 1 000 par jour. L'indice de la production industrielle est au niveau du premier trimestre 1974. Les prix ont augmenté de 5,9 % depuis le début de l'année, et si l'on suppose — hypothèse basse — qu'ils progresseront de 0,6 % par

mois, d'août à décembre, cela fera plus de 9 % sur l'année. Et si l'on se souvient qu'une légère baisse de TVA est intervenue cette année, cela veut dire que le rythme de hausse spontanée de nos prix est supérieur à celui de l'an dernier.

Le commerce extérieur a cumulé 9,5 milliards de déficit depuis janvier, et si le déficit mensuel régresse ces derniers mois, c'est par une décroissance forte des importations consécutive à la stagnation de l'activité économique. Le franc maintient sa parité vis-à-vis des principales monnaies, mais le gouvernement peut-il dire publiquement le volume de l'endettement extérieur par lequel cette stabilité est obtenue ? Enfin, après avoir annoncé en septembre 1976 que la croissance en 1977 atteindrait 4,8 %, les prévisions officielles plafonnent aujourd'hui à 3 % et celles d'autres organismes à 2,5 %. Bref, pour un gain hypothétique de quelques dixièmes sur le front des prix, le premier ministre réalise de graves contre-performances sur tous les autres plans, notamment l'emploi. Quel bilan !

Bien sûr, il reste un dernier élément de compréhension de la politique de M. Barre. Toute cette politique serait fondée sur l'idée que la stagnation (voire la régression actuelle) du pouvoir d'achat des salaires et le chômage permettra de « rétablir » la situation financière des entreprises et, par conséquent, leur capacité à investir et à se développer. Or, cette stratégie inavouée, mais bien réelle, échoue, elle aussi, sous nos yeux puisque l'investissement reste désespérément étale. M. Barre réussit donc le tour de force de bloquer le pouvoir d'achat, de maintenir une inflation très élevée, sans que l'investissement en France en tire nul bénéfice. C'est que le bénéfice de l'opération — qui existe arithmétiquement — va ailleurs qu'à des usages productifs. M. Barre fait ainsi la démonstration que la gestion « libérale » d'une économie dominée par des entreprises surpuissantes patine comme un embrayage usé. Voilà aussi pourquoi la gauche veut, d'une part, organiser le développement planifié de l'économie et de ses secteurs

industriels les plus vitaux pour l'indépendance du pays, et, d'autre part, se donner les moyens d'une impulsion directe par le contrôle public du crédit et d'un secteur nationalisé élargi à neuf grands groupes industriels.

M. Barre se trompe donc de moyens. Il se trompe aussi d'analyse. Celle-ci est le décalage fidèle des principes de l'entre-deux-guerres selon lesquels la déflation de la demande est le meilleur remède aux tensions inflationnistes et au déficit extérieur. La vérité est qu'une telle déflation freine l'inflation par la demande et la croissance des importations ; mais elle est impuissante à freiner l'inflation par les coûts et à encourager les exportations. Voilà pourquoi M. Barre obtient des résultats si mauvais sur le front des prix, et si précaires sur celui du commerce extérieur.

La gauche a tiré les leçons des impasses de la déflation comme elle connaît les dangers de la relance massive keynésienne dans une économie et un système monétaire qui ne sont plus keynésiens.

C'est pourquoi sa philosophie économique s'appuie sur l'action *conjuguée* dans deux directions. Premièrement, exercer une relance sélective de la consommation des ménages les plus défavorisés capable d'ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises et une relance immédiate de l'investissement, notamment grâce au levier des entreprises publiques industrielles ; deuxièmement, attaquer au plus vite tous les archaïsmes structurels de notre économie, en soutenant les secteurs aujourd'hui incapables de répondre à la demande, en éliminant les rentes et les placements improductifs, en encourageant toutes les actions visant un développement rapide des exportations, qu'il s'agisse d'exportations de biens comme de services ou de savoir-faire.

En définitive, face à la déflation qui maintient la France dans la crise et à côté d'une relance aveugle qui l'y ramènerait en quelques mois, il n'y a place que pour une nouvelle pratique économique alliant réformes structurelles immédiates, politique de justice économique et actions

industrielles sectorielles, dans le cadre national et européen.

Les forces de gauche sont en fait d'accord sur ces principes d'une nouvelle orientation économique et sur son important contenu de transformation sociale.

Quant à la controverse, dans l'ordre économique et social, elle ne porte que sur deux grands points. Le premier est l'ampleur de la redistribution salariale et sociale que l'économie française est, ou n'est pas, capable d'assumer à bref délai, c'est-à-dire avant les deux ou trois années nécessaires pour que la mise en route du plan et la maîtrise des grands leviers industriels et financiers permettent d'orienter le pays vers une nouvelle croissance. Une hausse importante du SMIC est économiquement et socialement nécessaire, nous ne voulons pas qu'elle s'accompagne de dizaines de milliers de faillites avec les licenciements que cela impliquerait.

L'autre point concerne la manière de transformer les rapports sociaux dans neuf grands groupes industriels en les nationalisant, tout en maintenant intégralement leur capacité de produire et de vendre sur un marché international auquel ils sont tous confrontés à la différence des entreprises nationalisées en 1945.

Le reste n'est que détail, mais cette exigence est vitale. L'enjeu de la controverse n'est cependant pas de nature à faire sauter l'union de la gauche. Qu'on se le dise !

La crise économique bloque l'horizon de l'imagination à la lecture des statistiques. Forcer ce blocage implique que soient d'abord levés les obstacles qui empêchent des millions de personnes de connaître autre chose que l'angoisse du lendemain. C'est pourquoi la politique économique de gauche doit s'attaquer de front au chômage et aux zones de pauvreté tout en prenant garde de ne pas compromettre sa réussite par l'inflation et le déficit extérieur. Mais la gauche doit aussi percevoir ce trouble des profondeurs que la jeunesse, comme toujours, éprouve plus tôt, plus fort et plus confusément. Son attente d'une

autre politique, manifestée aussi bien par le cri écologique que le rejet ou, pire, la passivité, devant un système scolaire révolu, est prémonitoire.

Si elle ne répond pas à cette attente, la gauche parviendra peut-être à faire faire un pas en avant à l'économie française : mais elle aura manqué son rendez-vous historique.

Aujourd'hui, sous la conduite d'un pouvoir ligoté par les forces du conservatisme, la France perd sa capacité d'être. Dans le même temps, le monde se couvre de dictatures qui font craindre qu'un jour l'idée de liberté aura disparu de la planète. Les lieux d'où elle pourrait redonner vie à la jeunesse du monde sont rares. Quelle responsabilité d'être parmi ceux-là ! Loin des médiocres guérillas qui opposent des clans éphémères, des escarmouches de communiqués, la France attend qu'on lui propose de vrais débats, les vraies questions, les vrais choix. Assumer son projet de justice et de libération, tel est le défi que le parti socialiste entend aujourd'hui relever quoi qu'il advienne. Il le doit aux millions de Français qui lui font confiance comme au pays tout entier.

2. Les deux cultures politiques *

« Enfin, les difficultés commencent. » C'est par ce cri que Bracke-Desrousseaux, l'un des dirigeants socialistes de l'époque, a salué la victoire du Front populaire.

Vous êtes tous ici conscients que nous avons de grandes chances de pousser tous le même cri, en mars prochain sinon un peu avant. [...]

* Discours prononcé en avril 1977 au congrès de Nantes du parti socialiste.

Alors. Quelles difficultés ? Quelle réponse politique à ces difficultés ? [...]

Je ne veux ni réduire le champ de l'économie aux nationalisations ni faire semblant de croire que l'économie ce n'est pas d'abord de la politique.

Ces difficultés, ce sont d'abord celles du pouvoir dont je vais parler, mais n'oublions pas non plus celles que nous rencontrons pour le conquérir.

Car si l'impréparation, la suffisance, le mépris des données techniques des problèmes, le refus de connaître l'existence des contraintes les plus lourdes, attitudes que l'on rencontre déjà ici ou là dans le Parti, s'y répandaient à l'excès, alors c'en serait fait de nos chances.

La deuxième difficulté, elle aussi, devra avoir été surmontée avant les élections. Elle consiste en ce que l'opinion publique devine aussi bien que nous la nature des problèmes auxquels nous nous heurterons. Elle ne fera véritablement confiance que si nous avons la lucidité de les reconnaître et le courage d'y répondre. L'heure des choix est venue, la victoire elle-même est à ce prix.

Mais, naturellement, les difficultés les plus lourdes, c'est au pouvoir que nous les rencontrerons, si nous y accédons. Or, même si nous le faisons très vite, et là-dessus nous sommes d'accord, la mise en route de la planification démocratique, des nationalisations réussies — car c'est difficile à faire, des nationalisations réussies, il en est de ratées, voyez l'Angleterre et l'Italie, souvenez-vous des Messageries à la Libération en France —, tout cela ne nous donnera des résultats efficaces qu'au bout de deux ou trois ans. Si nous les avons passés, bien des choses seront déjà réglées, et cela commence avant.

Faute, pour la gauche et les milieux qu'elle influence, d'avoir surmonté à temps la dominante monétaire ou marchande que nous héritons tout à la fois de la société de consommation capitaliste et d'une mauvaise lecture du marxisme, nous n'avons pas encore réussi, dans l'opinion, à faire apparaître les enjeux de responsabilité, de diffusion

du pouvoir, de dignité des hommes, des femmes, des citoyens, des travailleurs, bref, les enjeux d'autogestion, les enjeux de pouvoir comme déterminants par rapport aux enjeux monétaires.

Si nous ne comblons pas ce retard, la méfiance pourrait naître dans les rapports entre le gouvernement et le mouvement syndical, voire dans les rapports entre le PC et le PS, peut-être même au sein de notre parti. Si jamais elle devait naître, cette méfiance, elle trouverait sa source dans les difficultés qu'aurait le gouvernement de la gauche à maîtriser complètement cette lutte initiale contre les inégalités, soit que nous entendons faire que ce gouvernement s'inquiète à tort et ne tienne pas ses engagements — je veux en exclure l'hypothèse —, soit qu'il en maîtrise mal les conséquences et que les corrections nécessaires deviennent du coup excessives, soit, surtout, et c'est là le vrai problème, que le temps nécessaire à la complète réalisation de ces engagements, dans des conditions compatibles avec le maintien en bon état de marche d'une économie française aux structures transformées, que ce temps ne se passe pas en une attente inquiète, au lieu d'être compris comme le moment décisif de la lutte pour une nouvelle diffusion du pouvoir. [...]

Mais alors quelle réponse politique appellent ces difficultés ?

Pour en éclairer la réponse, je vais revenir sur ce que j'appellerai la contradiction du temps et de la confiance.

Une victoire de la gauche en France, après vingt ans, et compte tenu des mauvais souvenirs de ce qui avait précédé, ce sera une immense espérance et l'immense espérance que beaucoup de choses soient faites tout de suite. Or, nos moyens, nos soucis, notre plan, ces nationalisations, cela prendra du temps, et la désespérance pourrait commencer là. La désespérance qui nous affaiblirait. Le pouvoir, vous le savez bien, ce n'est pas de faire des décrets ou le droit de voter des budgets. Le pouvoir, c'est un rapport de forces fondé sur la confiance de la base populaire, des masses

ouvrières en lutte, dans le gouvernement qui la représente, et ce n'est pas autre chose.

Le moyen de surmonter cette contradiction-là, c'est la clarté du projet, et notamment la netteté des différentes étapes de sa réalisation. Ce projet quel est-il ? Il faut, pour en parler, partir d'une constatation : il y a deux cultures politiques dans la gauche française. Ainsi est fait notre passé ; c'est peut-être notre richesse. Mais le fait est qu'il en existe deux.

La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste.

La République a détruit les autonomies provinciales pour assurer sa propre consolidation ; a centralisé à outrance, plus que nulle part au monde, l'appareil scolaire pour en assurer la laïcité ; a financé les grandes infrastructures économiques pour en contrôler la géographie en tuant par là le développement économique de toutes nos régions. Elle a protégé longtemps l'activité interne du pays, ce qui a retardé le développement du capitalisme industriel. La classe ouvrière française est entrée de plain-pied dans cette logique : mouvement revendicatif, refus des responsabilités partielles, recours à l'État central.

Cette culture-là a curieusement, en outre, l'autorité d'un marxisme capté par ceux qui n'en sont pas les vrais héritiers. Car enfin, camarades, souvenez-vous. Le socialisme qu'est-ce que c'est pour Marx, par-delà la victoire dans la lutte de classe, sinon le dépérissement de l'État, la société associative, l'organisation de la production sur la base de l'autodétermination des travailleurs ? Voilà le marxisme. C'est ce marxisme-là, le vrai, qu'il faudrait redécouvrir contre Lassalle, Lénine et Jules Guesde. Car l'autre culture, qui réapparaît dans la gauche française d'aujourd'hui, elle est là. Elle est décentralisatrice, elle est régionaliste, elle refuse les dominations arbitraires, celles des patrons comme celle de l'État. Elle est libératrice, qu'il s'agisse de majorités dépendantes comme les femmes, ou

de minorités mal accueillies dans le corps social : jeunes, immigrés, handicapés. Elle se méfie du règlement et de l'administration, elle préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation.

Cette culture-là, c'est celle de nos quinze thèses sur l'autogestion, curieusement votées à l'unanimité puisque le problème d'aujourd'hui est de savoir si nous serons capables, ensemble ou non, de tirer de ces orientations les applications immédiates qu'elles appellent.

Le programme commun de gouvernement, que tous ici nous défendons, nous soutenons, nous développons, c'est un honnête et bon compromis, à l'horizon, de cinq ans, entre ces deux cultures. Le moment de l'actualiser n'est sûrement pas le moment d'oublier l'originalité de notre propre apport, car la grande aventure de l'union de la gauche à travers son programme commun, c'est d'abord la synthèse de nos deux cultures.

En quoi le projet socialiste que porte cette culture autogestionnaire fournit-il une réponse politique à nos difficultés économiques prochaines, en permettant de surmonter la contradiction du temps et de la confiance ?

Les expériences socialistes dans le passé se sont trop souvent traduites par un renforcement considérable des pouvoirs de l'État, et sur une longue période. Et le discours d'excuses qui présentait cela comme un détour provisoire, personne aujourd'hui ne peut y croire en observant ces sociétés.

Alors, le problème français est de reconstituer à la fois une société civile et une société politique ; un tissu démocratique qui ne se confonde pas avec l'État. Pour ce faire, trois conditions doivent être remplies. La première est la décentralisation : créer des régions, garder à nos communes le rôle d'écoles de base de la démocratie, créer ce niveau municipal du canton rural ou de l'agglomération où doit être le pouvoir de décision pour les infrastructures économiques et locales. La deuxième condition, c'est l'expérimentation sociale : il faut pousser le troisième

secteur de notre économie, celui des mutuelles, des coopératives, des associations, c'est-à-dire des entreprises qui seront demain totalement autogérées. Et la troisième condition, c'est celle de l'appareil économique central, ce qui conduit à traiter des nationalisations. Le risque qui, ici, nous menace est celui de l'étatisation : Il ne suffit pas de dénoncer ce risque, encore faut-il avoir les moyens de l'éviter.

Le premier moyen, c'est une maîtrise du rythme des nationalisations afin, notamment, que les travailleurs puissent exercer leur contrôle et empêcher précisément cette étatisation. Comment en allonger la liste avant d'avoir d'abord vérifié que nous étions en état de remplir complètement tous nos engagements ? Autre orientation fondamentale : concevoir ces nationalisations comme l'outil privilégié de notre politique industrielle, et non pas comme un principe fondamental du socialisme. Le principe fondamental, c'est l'autogestion, la gestion directe, et non pas l'étatisation... Nous nationalisons pour assurer le contrôle nécessaire de l'économie, pas pour respecter des dogmes. Enfin, il faut, et c'est essentiel, que le développement du contrôle des travailleurs se fasse partout à la fois, donc sans omettre le secteur privé, ce qui sera le résultat d'un long apprentissage de la lutte de classe et de la gestion des victoires acquises.

Ce développement ne se fera pas à partir d'une différenciation entre le secteur public et le secteur privé. La classe ouvrière vit une expérience globale dont les grandes confédérations syndicales feront la synthèse. Nous refusons l'isolement qui bloquerait cette montée collective.

Quant à la réversibilité du processus de nationalisation, il n'est pas nécessaire d'avoir lu beaucoup Marx pour affirmer que la réversibilité des nationalisations ne dépend en aucune manière des modalités techniques et juridiques de la prise de contrôle. Moi, je tiens que cela dépend du seul rapport de forces. Un point c'est tout. Qui d'ailleurs parmi vous, en examinant ces contradictions, ne comprend qu'on

peut rendre réversible même la nationalisation de l'enseignement, même celle de la Sécurité sociale, même celle des PTT ? Alors que, sur le plan de la technique juridique, la prise du pouvoir bénéficiait pourtant de garanties authentiques ? Et, par ailleurs, personne ne le redoute pour la SNCF, alors qu'il s'agit pourtant d'une société anonyme de droit privé où des actionnaires privés détiennent encore 33 % du capital.

J'ai aussi entendu des références à la « lancinante obligation » de faire des bénéfiques. Camarades, il faudrait bien se comprendre : l'État, lui, n'est pas là pour ça. Mais les charges des retraites, de la justice, de la santé, de la petite enfance, etc., il faudra bien les financer. Et l'État ne les finance qu'avec des recettes. On peut équilibrer, on peut ne pas équilibrer le budget, ce n'est pas une question de dogme. Mais si, dans son appareil productif, l'État n'est pas capable d'assurer que là, au moins, il y a production, il y a supériorité des ventes sur les coûts — quelles que soient les servitudes de service public — où allons-nous ? Qui paiera ? C'est l'assurance généralisée de 40 % d'inflation la première année et de 100 % la seconde.

Quant au débat sur les filiales, lui aussi m'étonne. Parlons clair : c'est un débat sur le fait de savoir si ce qui nous intéresse prioritairement c'est la propriété ou le pouvoir.

Je pense, moi, qu'il s'agit du pouvoir. Réfléchissez à ceci : toute technique de nationalisation qui prétendrait approcher directement une évaluation des valeurs d'actif — terrains, machines, stocks — ouvrirait quatre à cinq ans de contentieux devant les tribunaux français et internationaux et mettrait toutes les activités à l'étranger de nos groupes nationaux dans une paralysie totale. Voilà pourquoi nous n'entendons pas adopter ces techniques-là. Le reste est poésie.

La deuxième question que la gauche au pouvoir doit résoudre est celle du risque et de la sanction économique. Il faut appeler un chat un chat. Toutes les expériences à

vocation socialiste qui ont fait disparaître le risque et la sanction économiques ont été conduites à construire des modèles de développement bureaucratiques. Celui qui l'a reconnu avec les phrases les plus profondes est un marxiste de pure culture, Charles Bettelheim, qui, observant Cuba, écrivait : « Lorsque l'on cesse de compter, ce que l'on cesse de compter c'est d'abord la peine des hommes. » Comment alors assurer en même temps ces deux fonctions nécessaires — le risque et la sanction — en les définissant par rapport à des critères d'utilité sociale et pas seulement par rapport à la rentabilité capitaliste ? Là est le rôle du Plan, qui oriente, qui encadre, qui impulse, qui canalise, qui sélectionne, et qui corrige.

Le marché continue d'assurer l'expression d'une demande qui est indifférenciée : quand vous achetez un produit, vous vous moquez de la nature juridique du producteur, ce qui vous intéresse c'est la bonne qualité et le bas prix. D'autre part, le marché reste l'instrument de mesure des résultats, quelles que soient les scories qu'il porte avec lui — il est vrai qu'il en porte et c'est au Plan de les faire disparaître. Mais si nous tuons cette vocation du marché, c'en est fait d'une expérience socialiste non bureaucratique en France.

La troisième question est celle de la dynamique internationale. Si nous n'avons pas sur ce point de stratégie politique et économique offensive, nous sombrerons dans le protectionnisme. Et qui dit protectionnisme dit étatismisme et centralisation. Or, ce n'est pas notre projet. N'ayant pas de pétrole ni guère d'uranium, la France est obligée d'exporter pour assurer son indépendance. Serons-nous d'accord pour que notre manière de traiter le problème des nationalisations et de conduire notre politique commerciale soit compatible avec notre volonté de défendre à tout prix l'indépendance de notre socialisme ? Là est la véritable question, en particulier celle de l'Europe.

Et je veux dire, puisqu'il faut prendre en charge même les problèmes les plus difficiles, qu'il monte aujourd'hui

dans la gauche française un réflexe brutalement anti-allemand. C'est un réflexe stupide. L'Allemagne a la classe ouvrière la mieux organisée, la plus puissante d'Europe. Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'expérience de la social-démocratie allemande — et la majorité comme la minorité du Parti font là des critiques proches —, l'avenir du socialisme n'existe qu'au niveau européen. La France est trop petite pour avoir l'indépendance technologique à elle seule. Le socialisme est donc conditionné par sa capacité à construire, notamment les travailleurs allemands, avec leurs organisations, l'indépendance technologique de l'Europe, et par là, son autonomie politique et la possibilité de s'orienter de plus en plus vers le socialisme. Ceci n'est pas un vœu, mais une contrainte : nous n'avons pas le choix. [...]

Camarades, vous le voyez, les questions qui nous sont posées sont difficiles. Certaines d'entre elles font mal.

Mais nous n'avons pas le droit d'échouer, et nous échouons si nous refusons d'ouvrir les yeux sur la réalité même quand elle nous déplaît.

L'avance de la gauche française est prodigieuse. Depuis sa fondation, le socialisme a au fond toujours échoué en pays développé et de tradition démocratique, soit en devenant bureaucratique, soit en modérant trop ses ambitions.

Des circonstances diverses font que c'est en France, aujourd'hui, qu'il y a une chance de surmonter la vieille division du mouvement ouvrier en assurant pour la première fois une réussite authentiquement socialiste en pays développé.

Notre devoir est d'être à la hauteur de cette intimidante responsabilité historique.

3. Dissiper les illusions *

Pourquoi sommes-nous là, au juste, et de quoi parlons-nous ? De la meilleure façon de nous installer durablement dans l'opposition ? Ou de la politique à mettre en œuvre pour répondre victorieusement, et à bref délai, à la question du pouvoir dans ce pays ?

Je maintiens qu'il n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche en France.

En revanche, il paraît clair que nous succombons à une tentation périodique : la gauche a souvent peur du pouvoir, de ses contradictions et de ses contraintes. Elle a peur surtout de passer rigoureusement son discours au crible de la réalité, car les limites du possible ne sont pas celles de nos rêves.

Regardez notre histoire : quatre fois, depuis un demi-siècle, la gauche a vu s'offrir à elle une grande chance de transformer profondément la France : Front populaire, Libération, Front républicain et Mai 68.

Mettons à part la Libération : les conditions internationales de la guerre froide suffisent à expliquer l'échec.

Mais, en 1936, un gouvernement pourtant généreux n'a pas su s'appuyer sur le gigantesque mouvement populaire pour maîtriser les contraintes économiques et répondre à la crise internationale ouverte par la montée du fascisme. Très vite, il abandonne sa politique de réformes structurelles, faute de l'avoir définie en fonction des dures conditions du moment.

En 1956, la volonté de faire la paix en Algérie ne

* Discours prononcé le 29 avril 1978 à la Convention nationale du parti socialiste.

s'accompagnait d'aucune stratégie précise sur la manière de la faire et le gouvernement a fait la guerre.

En 1968, l'extrême gauche n'a ni pu ni voulu se poser la question du pouvoir, et la gauche n'a ni pu ni voulu traduire sur le champ politique l'immense espérance populaire qui déferlait.

En 1978, nous avons perdu. Tout le monde ici est d'accord sur le fait que la volonté de division, voire d'échec, qui fut celle du bureau politique du PC constitue la raison fondamentale de cette défaite. Mais il serait grave d'en oublier une autre raison : le plus épais mystère régnait, pour l'opinion comme pour nos propres candidats, sur la manière dont nous produirions l'énorme quantité de richesses dont nous promettions généreusement une audacieuse redistribution.

Bref, pour gouverner un pays il faut deux conditions : il faut d'abord être forts, rassembler des forces politiques et sociales capables d'être majoritaires. Ce fut et ce restera le pari de l'union. Mais il faut aussi pouvoir gouverner au sens fort du terme, c'est-à-dire diriger un processus de transformation en ayant pris une juste mesure de la résistance des adversaires, des contraintes internationales, de la contradiction qu'il y a dans l'esprit public entre la volonté de changement et le besoin de sécurité, et aussi de la contradiction entre l'impatience légitime des travailleurs exploités et le temps qu'il faut pour que des transformations de structures portent leurs fruits.

J'ai le sentiment profond que nos réponses à toutes ces questions furent meilleures pendant la campagne présidentielle de 1974 que pendant celle des législatives. C'est bien pourquoi la gauche avait marqué à l'époque une très forte progression alors qu'en mars nous avons stagné.

Voilà pourquoi nous n'avons pas le droit d'éluder ces questions. Tous les problèmes dont nous avons à parler aujourd'hui, le projet, l'union de la gauche, le Parti lui-même, n'ont de sens qu'en fonction de notre capacité à

vaincre et à gouverner, qu'en fonction de notre réponse à la question du pouvoir.

J'entends ici ou là des raisonnements qui s'accommodent de l'échec et le voient durable. Je tiens à déclarer que je n'en serai jamais complice. Mais cette réponse à la question du pouvoir engage le Parti tout entier.

C'est pourquoi notre réponse collective à cette question est un préalable absolu à l'examen des échéances politiques, sociales ou électorales auxquelles nous serons confrontés dans l'avenir proche. Les élucubrations sur ces échéances sont en effet vaines si le Parti ne redevient pas tout entier potentiellement victorieux.

Or, il y a un prix de l'échec que nous n'avons pas encore fini de payer. Je passe sur le changement de sens des attitudes opportunistes dans le Parti comme à l'extérieur, sur le durcissement de l'appareil administratif d'État et sur le prévisible raidissement de la presse. Ce qui m'occupe davantage est l'adversaire, c'est-à-dire la droite, que nous avons, hélas, laissée au pouvoir.

La liberté pour laquelle M. Barre combat efficacement est d'abord celle de faire faillite. Le chômage va augmenter rapidement en même temps que le pouvoir d'achat stagnera, et des multitudes de petites et moyennes entreprises disparaîtront. La concentration du capitalisme français et son intégration dans le capitalisme multinational vont s'accélérer. Il s'agit là de la tentative la plus brutale, la plus absolue et la plus cohérente qu'aient faite en France les forces capitalistes depuis un demi-siècle.

La contradiction avec les intérêts du monde du travail est immédiate et évidente. Mais au-delà de cette contradiction, cette politique peut-elle réussir pour le compte même de ceux qui l'inspirent? Je ne le crois pas et pour deux raisons : la première est qu'il y faut au moins, faute d'approbation, l'acceptation passive ou l'absence de réaction des travailleurs. Cela ne serait possible que si la croissance était forte. Mais ce ne sera pas le cas. La seconde raison est que cette politique correspond au

capitalisme de l'avant-guerre ou des débuts de la croissance sauvage. Elle est impuissante à faire face au renchérissement des ressources, au délabrement du système des paiements internationaux, et surtout à l'exigence croissante de la population en matière de densité des services publics, de qualité des produits, et surtout de sécurité dans le domaine de l'emploi, du revenu et des conditions de travail. On va à un déphasage complet entre l'appareil de production et la nature des attentes collectives. Les tensions vont donc croître, les batailles sociales et politiques seront dures.

Oui, mes camarades, la politique de la droite va faire de plus en plus de dégâts. Nous n'avons aucun droit de nous installer dans l'échec. Ce serait trahir les travailleurs. C'est bien pourquoi il nous faut affiner notre projet, approfondir notre pratique de l'union, et définir avec précision le type de parti que nous nous employons à construire.

Affiner notre projet, tout le monde est d'accord sur cette exigence. Elle est une des conditions nécessaires pour que le parti socialiste puisse apporter à la gauche une véritable crédibilité gouvernementale. Mais ici, attention aux mots et attention au piège.

Quant aux mots, ce n'est pas en vain que l'accord s'est fait ces dernières semaines sur celui de projet plutôt que sur celui de programme. Le programme, c'est le catalogue des mesures prêtes à court et à moyen terme, des mesures conjoncturelles comme de celles qui tendent à transformer les structures du pays dans la période proche. Le projet, c'est la vision à beaucoup plus long terme, esquissant le type de société à la construction de laquelle nous entendons participer. Il est par nature moins détaillé, il se définit de deux manières : par quelques grands axes de la stratégie de transformation sociale, d'une part, et par la pratique politique quotidienne qui illustre cette stratégie de transformation sociale, d'autre part.

Le piège, il serait en effet que le projet ne soit qu'un discours, tel l'ancien programme « maximal » de la SFIO,

dont personne n'entendait jamais parler en dehors des périodes de congrès. On imagine assez bien quelques bonnes plumes du Parti se faisant plaisir à écrire un excellent texte que nous adopterions dans l'enthousiasme pendant que la politique concrète se ferait ailleurs et autrement.

Alors mettons quelques points sur quelques i.

Le premier point concerne le débat stupide qui prétendrait opposer le quantitatif et le qualitatif. Ce débat est stupide d'abord parce que, dans les dures réalités de la vie quotidienne, le quantitatif et le qualitatif ne sont pas séparables, ils sont profondément imbriqués l'un dans l'autre.

Ensuite parce que la vérité même de la lutte de classe nous oblige à intervenir sur ces deux champs. Il est clair qu'il existe des revendications monétaires essentielles, encore faut-il en mesurer la prise en compte à l'échelle du rapidement possible, ce à quoi je persiste, excusez-moi, à penser que nous avons échoué.

Mais il est surtout clair que, depuis un siècle et demi, le capitalisme a toujours réussi à récupérer ce qu'il concédait en termes d'argent. On ne l'affaiblit qu'en attaquant son pouvoir. Le vrai problème de ce que l'on a tort d'appeler le qualitatif, c'est le pouvoir ; le pouvoir de chacun sur ce qui façonne sa vie quotidienne au travail et en dehors, comme le pouvoir d'État. Et le domaine dans lequel notre réflexion doit progresser tient au fait que dans les États modernes le pouvoir tient beaucoup plus à des mécanismes qu'à des institutions. Il y a un archaïsme profond dans la manière dont nous avons abordé ces problèmes, et notamment celui des nationalisations. Ce dont nous avons débattu avec le PC n'avait aucun rapport avec ce à quoi elles pourront et devront servir.

Le deuxième point concerne le contenu même du projet socialiste. Le Parti a beaucoup travaillé depuis six ans. Avec le programme « *Changer la vie* » et le programme

commun, il y a déjà une matière utile, même s'il faut la revoir. Mais, surtout, le projet de société, que je sache, nous l'avons voté à l'unanimité en 1975 sous la forme des *Quinze Thèses sur l'autogestion*. Les grands axes, contrôle démocratique, décentralisation, diffusion de la responsabilité, et leurs principaux points d'application sont déjà définis. Nous ne manquons de rien quant à la perspective d'ensemble, mais nous avons achoppé en raison de nos contradictions internes sur son expression concrète.

Pourquoi le projet régional n'a-t-il pu être adopté ? Pourquoi le texte portant statut particulier de la Corse, pourtant adopté par le Parti, a-t-il mis un an et demi à arriver sur la tribune du Parlement ? Pourquoi le projet sur le secteur d'économie sociale, pourtant esquissé dans les *Quinze Thèses* et annoncé dans la motion de Nantes n'a-t-il pu être adopté pour publication malgré quatre mises à l'ordre du jour de secrétariats nationaux successifs ?

On pourrait continuer. Les raisons sont d'ailleurs diverses et ne nous intéressent pas ici. Mais ne vous faites pas d'illusions : le projet socialiste, ce sera l'ensemble de tout cela, des propositions correspondant aux situations concrètes dans lesquelles les gens se trouvent, et non pas une littérature abstraite dont nous n'avons nul besoin.

Le troisième point touche le problème de la production. Notre volonté de mieux répartir la richesse n'est crédible que si nous savons produire cette richesse. Or, il y a, implicite chez certains d'entre nous, l'idée qu'il n'y a pas là de problème. Produire serait affaire de commandement, donc d'administration. C'est malheureusement tout à fait faux, notamment en ce qui concerne la qualité de la production. L'acte de produire, la motivation à produire doivent trouver leur place pleine et entière dans nos propositions et dans notre stratégie économique.

Le quatrième point touche la nature de ce que doit être notre projet. Rien ne serait plus néfaste que le catalogue. Il

faut au contraire quelques grands objectifs comportant une articulation efficace entre l'action gouvernementale, l'action des pouvoirs locaux et la lutte sociale sous toutes ses formes. Il en va ainsi de la grande bataille pour l'emploi dans sa liaison avec le redéploiement industriel ; il en va de même de la reprise en main du cadre urbain dans sa liaison avec le phénomène de l'automobile individuelle ; il en va surtout ainsi de l'affaire la plus difficile, celle qui consiste à provoquer le changement dans une société qui tout entière aspire à la sécurité.

Je prendrai, pour me faire mieux comprendre, un dernier problème : les inégalités. Nous sommes tous d'accord ici pour les réduire sensiblement. Mais la campagne électorale m'a fait apparaître un autre phénomène, visible notamment chez les ouvriers professionnels. La sécurité de chacun c'est d'abord la permanence de son identité. Et dans une société marchande cette identité est largement fondée sur le revenu relatif par rapport à d'autres. Nous avons beaucoup parlé des *smicards* et très peu de ceux qui gagnent un petit peu plus. Nous sommes donc apparus comme niveleurs, comme réducteurs d'identité, et cela a provoqué un effet de repoussoir. Ne faut-il pas alors imaginer, plutôt qu'une hausse massive d'un seul coup, une longue période de hausses progressives de salaires, moitié proportionnelles, moitié identiques, pour tout le monde ?

C'est une idée, il peut y en avoir d'autres. Ce que je veux dire est que le projet doit être un ensemble d'objectifs, soit de transformation sociale, soit d'action gouvernementale, exprimés de manière parfaitement concrète.

Le cinquième point sur le projet touche la notion de rupture. Là encore notre raisonnement me paraît avoir été archaïque. La volonté de rupture avec le capitalisme est probablement avec la stratégie d'union de la gauche, l'élément commun le plus fondamental qui nous rassemble dans le même parti. Le seul problème est de savoir

comment la faire. Car nous n'avons pas le droit de la rater. Souvenez-vous du Chili ! Il me semble que le débat entre nous est celui-ci : beaucoup de camarades paraissent penser que, pour assurer cette rupture avec le capitalisme, il faut s'en isoler et lui enlever par morceaux ce qu'il possède.

Or, raisonner ainsi c'est oublier plusieurs choses. La France ne peut s'isoler du monde extérieur, car elle est trop profondément engagée dans la division internationale du travail. Ensuite et surtout, le capitalisme ce n'est pas seulement les conseils d'administration de trente ou quarante sociétés, c'est au moins autant le système de crédit à la consommation qui nous enserme tous — et qu'on ne supprimera pas d'un trait de plume — c'est le comportement des consommateurs sur le marché, c'est la volonté très générale des Français, y compris dans la classe ouvrière, de conserver des hiérarchies sociales différenciées et fondées sur l'argent. Les grandes entreprises ne font qu'utiliser ces comportements. Il n'y a pas de rupture sans que tout cela soit mis en cause, et à la fois. Ce qui veut dire qu'il y faudra beaucoup de force. Or, un gouvernement de gauche aura besoin de quelques années pour s'assurer simplement le contrôle des leviers de commande réels et un soutien suffisant de l'opinion pour s'avancer dans la voie de la rupture.

Prétendre, pour assurer cette rupture, attaquer dès l'arrivée au pouvoir sur tous les fronts à la fois, c'est déclarer la guerre sans armée et sans stratégie. Le peuple français n'aime pas l'insécurité. Il est prêt à pousser au changement s'il est progressif et si l'on sait où l'on va. Par conséquent, la toute première période d'un gouvernement de gauche doit surtout comporter des mesures visant à élargir le soutien d'opinion dont il dispose et à mettre en évidence la nécessité d'en finir avec tel mécanisme — la spéculation foncière ou la répartition des emplois sur le territoire par exemple —, plutôt que de déclencher aux frontières et à l'intérieur une guerre économique prématurée qu'il perdrait faute d'avoir les moyens de la gagner.

Mais ces moyens se constituent au fur et à mesure des succès partiels. Bref, la rupture ne peut être qu'un processus long, conduit selon une stratégie précise, et non pas l'enjeu rêvé des trois premiers mois. [...]

4. Oui, j'ai dit archaïsme *

Oui, j'ai dit « archaïsme ». Et j'ai dit aussi : « Les élections partielles nous confirment que la gauche est potentiellement majoritaire. Mais, les 12 et 19 mars, confrontée aux problèmes de l'État et de la gestion économique, la gauche a rencontré des Français qui ne lui ont pas donné leur confiance. » J'ai ajouté plus tard, après avoir évoqué le manque de confiance de l'opinion à l'égard de l'ensemble de ses dirigeants politiques : « C'est par rapport à ce mouvement d'opinion que les sondages nous donnent une réponse. Et cette réponse, c'est probablement qu'un certain style politique ou qu'un certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut parler plus vrai, plus près des faits. »

Je maintiens ces deux phrases. J'espère, on va le voir, convaincre tous les militants que notre projet socialiste aura d'autant plus de chances de s'imposer qu'il sera mieux adapté à la réalité d'aujourd'hui. Je ne peux dès lors que laisser à Claude Estier la lourde responsabilité d'avoir mêlé le nom de notre premier secrétaire à un débat qui ne saurait concerner isolément des individus, mais bien des forces sociales et des règles du jeu, en bref la vie politique française tout entière.

De quoi s'agit-il, en effet ? D'une crise de confiance à l'égard de l'ensemble des dirigeants politiques. Cette crise

* *L'Unité*, n° 308, 29 septembre 1978.

n'est d'ailleurs pas propre à la France : au travers de manifestations diverses (indifférence politique croissante, marginalisation de la jeunesse, montée du terrorisme en Europe occidentale), c'est l'ensemble des systèmes politiques démocratiques qui est aujourd'hui affecté. D'où vient cette crise ? Précisément, à mon sens, d'une certaine incapacité de l'action et du discours politique traditionnel à prendre en charge les problèmes réels de notre temps.

Tous les gens qui se donnent la peine de regarder autour d'eux savent que l'un des grands problèmes actuels de notre pays, et plus largement des sociétés industrielles développées, est celui de la démocratie, de l'autogestion pour tout dire. S'ils refusent cette évidence, les responsables politiques seront balayés ou devront recourir à la répression.

Souhaiter l'approfondissement de la démocratie sans regarder en face les obstacles qui se dressent aujourd'hui devant elle, contre elle, sans se pénétrer des problèmes à résoudre, serait plus qu'une erreur, une lâcheté. Ces problèmes, ils s'appellent énergie, crise économique et montée du chômage, maintien du sous-développement, extension du phénomène totalitaire, prolifération nucléaire, télématique... entre autres.

A l'inverse, ne pas saisir toutes les opportunités qui s'offrent à nous pour résoudre les problèmes serait le signe que le cœur n'y est pas et qu'au fond les objectifs qu'on s'est fixés ne sont que « paroles verbales ». Les moyens existent pour dépasser contradictions et obstacles, les hommes et les femmes qui composent la gauche ne sont pas démunis : les régions veulent vivre et n'attendent plus le salut des seuls fonctionnaires parisiens ; les travailleurs prennent leurs affaires en main ; l'explosion culturelle et l'enrichissement de la vie associative forment les bases pour une vie collective plus intense, plus riche, mieux informée ; la liberté d'esprit et l'imagination des jeunes ne demandent qu'à s'investir dans des réalisations nouvelles d'où sortiront emplois, services, nouvelles formes d'entreprises.

La gauche est au cœur de cette société vivante. Les hommes et les femmes qui la composent sont frappés les premiers par des difficultés souvent intolérables, ils sont aussi ceux qui portent toutes les raisons d'espérer et donc de se battre. Mais quelle place tous ces problèmes — sur lesquels se jouent peut-être la mort ou, si nous le voulons vraiment, la vie des générations actuelles et à venir — ont-ils dans les congrès, les tracts, les affiches, les face-à-face télévisés de toutes les forces politiques françaises ? La gauche est, certes, heureusement proche de ces problèmes. Mais comment ne pas voir que nous sommes encore loin du compte ? Comment ne pas constater notamment les conséquences dramatiques que provoque depuis deux ans la volonté délibérée du parti communiste de ne pas dire la vérité aux Français sur la rigueur économique qu'exigerait toute politique de transformation en profondeur de notre société ? Comment ne pas nous inquiéter de l'écho que rencontre cette attitude dans notre Parti ? Comment ne pas nous alarmer nous-mêmes, s'agissant de la gauche socialiste, de la distance qui s'est peu à peu réinstallée entre la jeunesse et nous, entre une bonne partie des organisations sociales qui ont lutté ces dernières années et notre Parti ? Pourquoi ne pas dire que nous serions infiniment plus crédibles, pour donner au mouvement ouvrier et populaire sa traduction politique, si nous avions des dizaines d'Yvon Tondon, non seulement dans notre groupe parlementaire, mais aussi à la direction de notre parti ?

Ces questions, je ne suis ni le premier ni le seul à les poser : elles reviennent dans chaque réunion, dans chaque meeting, dans chaque fête du parti socialiste. Ceux qui les posent n'arrêtent pas pour autant de se battre pour le socialisme. Ce sont les mêmes militants qui assurent notre victoire avec les élections partielles et qui s'interrogent sur notre échec aux élections législatives, lorsque se trouve posé dans toute sa force le problème du gouvernement et du pouvoir. Ce sont les mêmes qui militent et qui se demandent si notre type d'organisation politique et de

militantisme n'est pas à bien des égards « archaïque », c'est-à-dire davantage fondé sur les modes de représentation et d'organisation du début du xx^e siècle que sur les exigences de l'action politique contemporaine.

Tels sont les vrais problèmes, et voilà pourquoi il nous faut non seulement un langage neuf, mais une pratique politique renouvelée. Est-ce là une nouvelle stratégie, un refus de l'union de la gauche, un désir de se rapprocher du pouvoir ? Certains osent, à mi-voix, le prétendre. J'attends qu'on me cite, en trente ans de militantisme politique, un seul de mes actes qui n'ait été clairement engagé dans le combat de la gauche. Je récusé ces procès d'intention qui affaiblissent le Parti. Je n'accepte pas l'amalgame qui veut que la fermeté à l'égard du parti communiste et l'approfondissement de l'identité socialiste soient considérés comme une attitude de droite. Quant aux camarades qui croient qu'un langage neuf peut être dangereux et masquer une autre stratégie, je leur dirai ceci : avez-vous déjà perdu le souvenir de cet hiver noir du socialisme où la plus stricte orthodoxie marxiste servait de paravent à une politique réactionnaire ? Avez-vous oublié l'époque où les slogans de congrès : rupture, classe ouvrière, révolution, avaient pour écho dans la société civile et le gouvernement : Algérie, torture, troisième force, 13 mai ?

J'ai trop en mémoire l'époque des dissimulations et des capitulations pour n'avoir pas mis au cœur de mon action politique l'exigence de rigueur et l'attachement aux faits. Cette recherche permanente implique une mise en cause de toutes les facilités, des idées et des expressions toutes faites. C'est à quoi je convie l'ensemble du Parti.

Changer la vie

1. L'avenir de Mai 68 *

Je ne parlerai pas de Mai 68 en historien, l'essentiel à mes yeux, dans cette période, c'est de savoir ce qui nous reste de Mai, ce qui doit continuer à structurer la lutte et le débat politique aujourd'hui. C'est pourquoi je m'attacherai ici à tenter de répondre à trois questions :

— Quelle est la véritable postérité politique du mouvement de Mai ?

— Quel bilan, positif et négatif, peut-on faire du travail accompli alors par les forces du renouveau socialiste ?

— Quelles sont les questions nouvelles auxquelles nous devons aujourd'hui répondre et en quoi Mai 68 appartient-il finalement autant à notre avenir qu'à notre passé ?

Le vieux et le neuf se sont longtemps mêlés dans la postérité politique de Mai 68 : nous avons même vécu de 1968 à 1972 sous le signe d'un double paradoxe : un mouvement né au cœur de l'Occident vivait sa révolte dans le langage et la représentation des expériences communistes du tiers monde à dominante agraire. Une tentative fondamentale libertaire et anti-hiérarchique trouvait son expression politique dominante dans des groupes d'extrême gauche ultra-léninistes (quand ils n'étaient pas

* *Libération*, 13 juin 1978.

staliniens) fascinés par quelques grandes figures de despotes héroïques : Mao, Hô Chi Minh, Castro.

C'est à cette contradiction entre le vécu culturel de Mai et son expression politique encore marquée par le modèle léniniste que nous devons d'avoir eu, durant trois années (de 1968 à 1971), au centre du débat politique des forces d'extrême gauche d'alors, le problème de la construction du parti révolutionnaire. Étrange fascination pour le modèle communiste qui exprimait tout autant l'accusation faite au parti communiste d'avoir trahi l'image sacrée du parti-guide. De cette époque, je garde le souvenir d'un PSU luttant difficilement pour préserver l'originalité d'un autre message politique qui allait devenir celui de l'autogestion, face à cette tentation multiforme de trouver dans les langages et les expériences du passé, qu'ils soient chinois, cubain ou soviétique, les réponses à l'avenir du socialisme dans notre pays.

Vue de 1978, cette période paraît complètement oubliée. On ne retient de Mai 68 que ses aspects novateurs, autogestionnaires et libertaires : le « changer la vie » du groupe Vive la Révolution, repris plus tard par le parti socialiste, le thème de l'autogestion proposé par la CFDT puis par le PSU, l'évolution d'un journal comme *Libération*, les mouvements écologistes et féministes, les tentatives d'expérimentation sociale...

Mais avant que ce neuf n'émerge et produise des effets dans l'ensemble de la vie sociale, culturelle et politique, que d'énergies dépensées et souvent gaspillées dans des débats aussi mortellement ennuyeux que dérisoires dans la France des années soixante-dix : la lutte armée, la dictature du prolétariat, le parti révolutionnaire, la fin prochaine du capitalisme et l'écrasement définitif du réformisme et du révisionnisme !

Il faut avoir présent à l'esprit cette longue incertitude sur la postérité de Mai 68 pour tenter de tirer un premier bilan du travail accompli alors par les forces du renouveau socialiste. Je considère en effet que l'on doit en grande

partie à la CFDT et au PSU le fait que Mai 68 a finalement produit des effets culturels et politiques considérables dans la société française et ce dans la perspective autogestionnaire, expérimentatrice et libertaire. Sans le travail, non exclusif mais privilégié de ces deux forces, sans leur capacité à dépasser les tentations léninistes qui se faisaient jour en leur sein (particulièrement au PSU), la révolte de 68 aurait pu produire aussi, comme ce fut en partie le cas en Allemagne et en Italie, une postérité marginale et autoritaire donnant ensuite une assise au terrorisme d'extrême gauche. Ceux qui raisonnent exclusivement en termes institutionnels et ne voient entre 1968 et 1972, date de la signature du programme commun, qu'une parenthèse historique brouillonne, oublient que ce qui s'est joué alors a évité probablement que ne naisse une coupure irrémédiable entre le mouvement ouvrier et la jeunesse, coupure dont la gauche allemande et italienne n'en finissent pas, pour leur part, de payer encore aujourd'hui les conséquences.

Mais il y eut un prix à payer pour ce travail essentiellement culturel. Et ce prix fut politique et organisationnel : ce fut particulièrement net pour le PSU. Alors que le déclin accentué de la SFIO et l'échec de la FGDS nous donnaient l'occasion d'être l'axe d'une nouvelle proposition politique, celle du regroupement des socialistes et celle de l'unité de la gauche, nous n'avons ni pu, ni su, ni voulu saisir cette chance. La chronologie à cet égard est éclairante. En 1971, à son congrès de Lille, le PSU en termine avec le gauchisme. Victoire capitale mais insuffisante. Car 1971, c'était aussi et d'abord le congrès d'Épinay, et pour le PSU le premier rendez-vous manqué, celui de l'unité socialiste. En 1972, à son congrès de Toulouse, le PSU adopte son manifeste pour le socialisme autogestionnaire : texte fondamental qui lui permet de retrouver son originalité et de jouer un rôle moteur dans la mutation culturelle dont j'ai montré plus haut pourquoi elle fut décisive. Mais 1972, c'est aussi, d'abord, la signature du programme commun

et, pour le PSU, le second rendez-vous manqué, celui de l'unité de la gauche. Il reste que, tout compte fait, le solde de cette période me paraît encore largement positif.

Car si les grandes dates de l'histoire des partis politiques sont celles de leurs fusions ou de leurs accords, les grandes dates de la gauche dans ce pays correspondent aux époques où elle a su pleinement prendre en charge de grandes mutations sociales, politiques et culturelles. C'est bien pourquoi d'ailleurs, et j'en arrive ainsi à une réflexion sur le présent et l'avenir, la gauche en 1978 a perdu, non seulement du fait de sa désunion, mais plus profondément encore parce qu'elle prenait insuffisamment en charge ces mutations et apportait des réponses à la fois trop peu crédibles et trop peu audacieuses aux grandes questions qui se posent aux sociétés industrielles d'ici la fin du siècle. Nous avons peut-être commis en 1978 l'erreur inverse de 1968. De 1972 à 1978, la priorité absolue accordée à la sphère politique et aux échéances électorales a remplacé le dédain pour la sphère politique et l'exclusivité accordée aux luttes sociales qui avaient caractérisé la période précédente.

Peut-être ce double échec nous permettra-t-il de mieux comprendre à quel point il serait dérisoire aujourd'hui pour la gauche socialiste d'opposer l'effort de ceux qui reconstruisirent un grand parti socialiste et réalisèrent l'unité de la gauche à celui de ceux qui s'attachèrent avant, à travers, et après mai 1978, à redéfinir les bases sociales, culturelles et politiques du renouveau socialiste. Cette opposition sur le passé serait d'autant plus dramatique que nombre de questions restent pour l'avenir non résolues par la gauche, des questions qui ne furent pas posées en 1968. Ces questions, elles s'énoncent comme des contradictions que nous devons pouvoir prendre en charge faute d'avouer notre incapacité à gouverner un jour ce pays : celle du besoin de sécurité par rapport au désir de changement ; celle de l'ordre et de la démocratie que la montée du fait totalitaire et de son double, le terrorisme, nous interdit

d'éluder ; celle de la production dont la gauche ne dit rien, ce qui rend peu crédible sa capacité à mieux répartir ensuite ses fruits ; celle de la rapidité nécessaire pour engager des transformations irréversibles et de la durée indispensable pour asseoir la stabilité d'une expérience socialiste dans ce pays. A cet égard, Mai 68 se situe dans une période charnière : moment prophétique à bien des égards, première expression de la grande crise des sociétés industrielles à laquelle nous n'avons pas encore donné réponse, ce fut aussi le retour du vieux rêve d'une révolution innocente, d'une révolution dont on n'imaginait pas qu'elle pouvait produire aussi le Cambodge des massacres, la Chine néo-stalinienne, les mercenaires de Cuba ou la logique de mort des Brigades rouges. Ces dix ans passés nous ont appris que rien n'est plus difficile que la tentative de transformer une société par la voie démocratique. Pour que Mai 68 contribue à marquer notre avenir, pour que la gauche retrouve dans les institutions d'alors le souffle et l'imagination qui lui ont quelque peu manqué ces derniers temps, il faut aussi que nous sachions porter sur cette période un jugement lucide. Le socialisme autogestionnaire fut hier une façon de refuser à gauche la fausse alternative des projets communistes et sociaux-démocrates. Il doit définir maintenant un projet capable de donner une nouvelle direction politique à ce pays, c'est-à-dire de le gouverner. C'est à mes yeux la condition pour que Mai 68 ne devienne pas un nouvel anniversaire que l'on « commémore » mais demeure le terreau culturel dont la gauche doit partir pour donner dans ce pays une réponse à la question du pouvoir.

2. Pour l'autogestion *

[...] [Notre] projet se réfère à l'autogestion. Nous sommes conscients des ambiguïtés que comporte une telle notion, d'autant qu'elles se renforcent des difficultés que connaît l'expérience autogestionnaire aujourd'hui dans certains pays. Mais la valeur politique d'un mot se mesure moins à sa cohérence linguistique qu'à la façon dont le peuple s'en sert. Or c'est un fait qu'à travers la volonté d'autogestion s'expriment à la fois un refus et un projet :

— un refus, celui de la toute-puissance d'un État que la bourgeoisie a modelé en fonction de ses intérêts, et il est significatif qu'il s'accompagne du refus d'un État analogue à celui que l'URSS impose à ses travailleurs comme à ceux des démocraties populaires : un État qui en vient, comme naguère en Pologne, et surtout en Tchécoslovaquie, à contredire la lutte ouvrière elle-même ;

— mais aussi un projet, celui d'une société où les hommes soient capables de prendre en main leurs propres affaires, de prendre eux-mêmes les décisions qui concernent leur travail, leur cadre de vie, leur formation, leurs relations et toute leur vie quotidienne.

C'est dire que si l'autogestion doit trouver son développement essentiel dans l'organisation de la production, elle ne saurait s'y limiter. Chaque homme, chaque femme doit cesser d'être un sujet soumis dans chacun des aspects de sa vie, comme travailleur, consommateur, habitant, usager des transports publics et parent d'élèves aussi bien que dans ses activités de culture et de loisirs. Réconcilier travail et création, donner à chacun la chance de la responsabilité

* Le texte qui suit est extrait de la préface du *Manifeste du parti socialiste unifié*, Paris, Tema Édition, 1972, p. 18-20.

partagée, préserver les différences enrichissantes entre les individus, les groupes et les peuples plutôt que de se laisser aller à une société de robots, tel est le sens du projet autogestionnaire et la raison pour laquelle il doit fonder non seulement l'organisation de la production mais celle de la société tout entière.

Utopie ? Peut-être, si l'on s'en tient à la révolte individuelle et au rêve généreux. La réalité de demain, s'il est possible de transformer la volonté autogestionnaire en un projet politique, en une force collective capable de renverser l'État de la bourgeoisie pour imposer une organisation nouvelle qui rendra possibles le pouvoir des travailleurs et la liberté du peuple. Il semble que nos sociétés habituées à l'abondance ne sachent plus comment se débarrasser des contraintes du progrès industriel, comment se délivrer des chaînes d'une économie de profit, tant le capitalisme a marqué les structures, les institutions, les mentalités : le socialisme n'apparaît plus guère que comme un capitalisme moins injuste. Par là même il perd sa force de contestation. Il enferme les forces populaires dans le jeu des revendications et il déserte le terrain de l'Histoire. Et pourtant, le capitalisme ne cesse pas de montrer son véritable visage : la guerre et la misère, la division et la haine, la mort lente dans les campagnes et l'étouffement dans les villes, l'oppression et la répression. La multiplication des révoltes, qui renouent avec bien des traditions historiques en France même, manifeste la capacité des hommes à résister à leur propre exploitation. Elle ne permet pas de les en libérer.

Aujourd'hui, la recherche de l'autogestion populaire, malgré toutes ses ambiguïtés, est bien la voie nouvelle qui redonne son sens historique à la révolution socialiste.

3. Le temps de vivre *

[...] En 1978, comment les socialistes, héritiers de Léo Lagrange, peuvent-ils apprécier le chemin parcouru depuis quarante ans dans la conquête du « temps de vivre » ?

En premier lieu, il semble que cette conquête ait quelque peu marqué le pas depuis 1936 : jusqu'à la crise actuelle, les Français ont connu des durées hebdomadaires de travail très lourdes, dépassant de loin les 40 heures. On sait que, pour des millions de travailleurs, la durée quotidienne des trajets entraîne un allongement notable de la journée réelle de travail : en 1974, elle était en moyenne de 11 heures pour l'ensemble des travailleurs de la région parisienne.

L'emprise quotidienne du travail sur notre vie est loin de se desserrer de manière significative. Depuis la libération, il s'est en effet instauré une forme de consensus social donnant la priorité à la production intensive de biens et de services : c'est à ce prix qu'a pu être réalisé un accroissement considérable de l'équipement individuel des ménages, qui se traduit par une amélioration incontestable — malgré les fortes inégalités que nous constatons encore — du mode de vie des Français.

Seuls les congés payés ont connu une extension réelle : la troisième semaine est votée en 1956, la quatrième semaine en avril 1968, après une extension rapide consécutive aux accords Renault de 1962. C'est en effet sur l'allongement des congés payés que les syndicats ont fait porter depuis 1945 leur revendication prioritaire.

Cependant, malgré l'extension des vacances, la France demeure l'un des pays occidentaux où la durée annuelle du

* Discours prononcé le 29 octobre 1978 à Bourg/Gironde.

travail est la plus longue et où, malgré la crise, les horaires hebdomadaires demeurent les plus lourds. Il reste beaucoup à faire pour que le temps de vivre soit une réalité quotidienne pour les travailleurs [...].

[...] Le système marchand a bâti, à partir du temps libre, un gigantesque marché. Ce sont les vacances qui ont fourni aux promoteurs et aux financiers le champ d'action le plus large et le plus fructueux. Depuis vingt ans, financiers et promoteurs, appuyés par le pouvoir, s'attachent à répondre à la demande solvable en créant de toutes pièces des villes au bord de la mer ou en montagne, saccageant ainsi certains de nos plus précieux paysages. Les exemples sont nombreux, chacun peut en citer... L'essentiel des investissements publics est ainsi consacré à favoriser des équipements — stations de montagne, ports de plaisance — qui ne concernent qu'une faible minorité des Français. Des « produits » de plus en plus sophistiqués apparaissent : ski d'été sur les glaciers, voyages d'hiver sous les tropiques... A l'opposé, la majorité de ceux qui partent vont s'entasser dans des espaces de plus en plus encombrés et de plus en plus pollués : la lutte pour l'espace des vacances est sans merci, les plus faibles ne recueillent que les miettes... Quant à ceux qui ne partent pas, leur sort est scellé : n'étant pas des consommateurs potentiels, ils n'intéressent pas les princes — et les financiers — qui nous gouvernent.

Comment ne pas voir, enfin, que les villes où vivent les trois quarts des Français ne sont plus des lieux de détente et de loisir : banlieues éclatées où l'hypermarché constitue le seul pôle de distraction et de consommation, centres-villes où règne le loisir-marchandise, espaces urbains dévorés par l'automobile et impropres à la détente et au repos... On comprend que les vacances apparaissent comme une oasis, même si celle-ci se révèle mythique...

Et la boucle est bouclée : ce temps libre, ces vacances arrachées par les travailleurs au patronat deviennent la source d'enjeux financiers et de profits croissants. On comprend que, malgré le développement d'un phénomène

massif de départs en vacances, l'utilisation du temps libre demeure le lieu d'inégalités fortes ; dans ce domaine comme dans les autres, on trouve d'un côté ceux qui savent et qui peuvent, c'est-à-dire qui choisissent — dans une certaine mesure — leur loisir, et de l'autre ceux qui n'ont d'autres choix que de se conformer aux modèles qui leur sont imposés par leur revenu et leur niveau d'information.

En conclusion, [...] je crois [...] que, pour la première fois depuis quarante ans, le problème de la réduction du temps de travail se pose dans des termes nouveaux :

— Mai 68 a incontestablement fait naître une sensibilité nouvelle dans ce domaine, symbolisée par le slogan métro-boulot-dodo. Depuis dix ans, la contestation des « dégâts du progrès », des cadres rigides imposés à la vie de chacun, l'aspiration à un équilibre de vie différent a modifié le consensus social : le travail n'est plus une valeur absolue ; son contenu, ses finalités, sa durée font aujourd'hui l'objet d'une remise en cause de plus en plus globale ;

— d'autre part, la montée rapide du chômage pose de façon de plus en plus aiguë le problème d'une répartition différente du travail entre tous les actifs potentiels. L'opinion sent bien que le retour aux années soixante, au plein emploi permanent de tous, n'est plus possible.

Je crois donc que le sens de l'évolution actuelle, si elle est prise en charge par une volonté politique cohérente, c'est la réduction continue du temps de travail et, par conséquent la modification profonde du rythme de vie quotidien : en l'an 2000, nous aurons très probablement atteint la semaine de 30 heures...

Chacun sent que la vie individuelle et collective se trouvera profondément modifiée par une telle évolution ; tous les domaines de l'activité humaine seront concernés : la nature et l'organisation du travail ; la participation à des activités sociales ; la prise en charge, au niveau d'un groupe ou d'un quartier, de services collectifs ; la possibilité d'inventer ses propres loisirs, d'avoir des activités artisti-

ques ou culturelles. Je voudrais ici insister sur l'une des conséquences essentielles, à mes yeux, d'une telle évolution : la modification profonde des activités féminines et masculines.

Actuellement, nous nous trouvons devant une situation largement bloquée : les femmes, qui travaillent de plus en plus souvent hors de chez elles, continuent d'assumer la quasi-totalité des tâches domestiques et de l'éducation des enfants. Malgré l'apparition d'une forme de contestation et de revendication féminines pour une prise en charge égalitaire de ces tâches, les hommes, coincés dans leurs propres contraintes quotidiennes, ont beau jeu de se réfugier dans la passivité ou dans l'hostilité... Le jour où le travail ne sera plus l'activité dominante des unes et des autres, un déblocage s'effectuera nécessairement : la prise en charge par chaque membre du couple des tâches quotidiennes ne pourra plus être différée par les hommes qui en auront, effectivement, le temps. En particulier l'éducation des enfants pourra être partagée de manière indifférenciée, modifiant ainsi le modèle traditionnel des rôles masculins et féminins... Je crois donc que la réduction du temps de travail quotidien est le vecteur d'une transformation qualitative profonde de notre société, car elle touche à la substance même de l'existence de chacun...

4. Décoloniser la province *

[...] Les propositions qui viennent d'être formulées ne sont sans doute pas assez détaillées et précises pour constituer les exposés des motifs des projets de lois que

* Le texte qui suit est extrait du rapport présenté par Michel Rocard à la Rencontre socialiste de Grenoble (30 avril - 1^{er} mai 1966).

déposera le prochain gouvernement socialiste. Aussi bien, tel n'était pas l'objet de ce rapport : il s'agissait d'esquisser une ligne directrice pour la soumettre à la réflexion commune de la gauche.

Cette ligne directrice peut se résumer de manière simple : l'avenir de la démocratie comme de l'équilibre économique en France est menacé par la dévitalisation relative de la province. Les expériences de décentralisation n'y ont rien changé. Elles ont échoué parce qu'elles ne concernaient pas les conditions qui régissent la décision. Le problème consiste donc à sortir celle-ci de Paris pour tout ce qui n'est pas d'importance nationale. Pour parvenir à ce résultat, décentraliser la décision en France, il faut créer des institutions régionales et locales de taille utile, ce qui signifie remembrer celles qui existent, les doter d'une masse budgétaire totale égale à peu près au double de ce qu'elle est actuellement par rapport au produit national, et les peupler d'hommes qui auront conduit et chercheront à terminer leurs carrières en province, qui auront donc trouvé dans quelques grandes villes autres que Paris l'alimentation intellectuelle nécessaire à la vie d'élites locales responsables. Dans un tel contexte, il sera à nouveau possible non seulement de créer des emplois en province, mais de parvenir à ce que les centres de décision régionaux eux-mêmes animent le développement régional, sous la pression et le contrôle des forces sociales de chaque région, représentées dans les assemblées compétentes.

Pour être banales aux yeux des Américains, des Anglais, des Suisses et des Allemands, ces idées sont en France parfaitement explosives : les défenseurs des libertés locales se défendent d'abord sur le front de l'intangibilité des institutions politiques ici déclarées sans espoir, cependant que le pouvoir central et la quasi-totalité des fonctionnaires qui forment son armature ne voient d'avenir pour la France, et par là pour toutes ses régions derrière Paris, que par l'animation de plus en plus active et de plus en plus différenciée d'une puissance publique au pouvoir croissant.

On propose ici notamment de redonner plus d'autonomie à des collectivités locales dotées de ressources financières beaucoup plus larges qu'actuellement, alors que personne ne peut faire avec sérieux le pronostic que les deniers publics, dans leur totalité, seront de la sorte gérés avec autant de rigueur qu'ils peuvent l'être sur un plan purement national.

Il est bien clair, pour toutes ces raisons, que la ligne proposée rencontrera des ennemis de tous bords : les technocrates la déclareront absurde, de nombreux élus y verront une menace pour leurs mandats, certains hérauts du régionalisme seront pris de frayeur devant l'idée d'unités régionales assez grandes et assez urbanisées pour prendre en main l'animation de leur développement économique, et la quasi-totalité des forces politiques organisées de ce pays a en fait manifesté souvent des positions et toujours des attitudes centralisatrices plutôt que décentralisatrices.

Mais on ne peut s'abriter derrière ces constatations.

Le problème des déséquilibres régionaux est en effet de gravité croissante : plus on attendra pour lui donner une solution satisfaisante, et plus on court le risque de devoir le faire de manière brutale. Il est peut-être encore temps de rendre aux Français l'habitude de s'occuper de leurs affaires en utilisant deux leviers : une profonde réforme institutionnelle et une action pédagogique soutenue. L'appui profond de l'opinion dans son ensemble est en effet la condition du succès d'une politique de réanimation régionale. A nos yeux, c'est même à cette seule condition que la belle mécanique centralisatrice et stérilisatrice que représente l'État en France conserve une chance de s'adapter à un avenir où le changement sera toujours plus rapide [...].

L'avenir économique des Français exige un certain nombre de décisions qui correspondent à la recherche d'une plus grande démocratie : c'est à quoi l'on reconnaît que la politique proposée est bien dans la tradition permanente du socialisme.

Reconstruire l'union

1. Maintenir le cap *

[...] Face à la crise politique de l'Occident, le peuple qui sera capable de bâtir un grand projet sur un mode d'organisation sociale jouera un rôle plus important que ceux qui auront limité leur ambition à la seule réussite économique.

Ce projet, c'est bien sûr à la gauche de le porter, de l'expliquer, de l'appliquer. A condition qu'elle prenne la dimension de la tâche. Nos questions sont celles de la fin du siècle, mais la réponse à donner doit correspondre à la grande fracture des années 1968-1970 : le moment où les grandes sociétés capitalistes industrielles, ayant fini de manger le pain blanc de l'expansion économique, ont dû commencer à faire les comptes et se sont découvertes malades. Le moment aussi où, la coïncidence du calendrier accentuant le trait, les chars soviétiques se chargeaient de démontrer, à Prague, que les sociétés collectivistes autoritaires étaient encore plus incapables que les nôtres d'organiser leur propre mutation.

Ce double échec a été suivi par la crise du dernier grand modèle de référence, le communisme du tiers monde. Cuba, l'Indochine et la Chine nous ont rappelé, récem-

* *Le Monde*, 9 mars 1978.

ment, que les plus passionnantes des luttes ou des expériences se brisent dès lors qu'est maintenue la structure totalitaire du pouvoir. Condamnée à la lucidité, la gauche française a dû chercher elle-même les conditions d'une autre voie vers le changement social. En lui donnant le nom d'autogestion, elle a précisément indiqué que l'organisation démocratique du pouvoir était un enjeu avec lequel on ne pouvait biaiser, comme l'avaient longtemps cru les révolutionnaires marxistes-léninistes.

Le parti communiste lui-même qui n'avait pas de mots assez durs pour brocarder le thème de l'autogestion, qualifié tour à tour de « gauchiste » et de « réformiste », a fini par le reprendre à son compte, avec les deux autres grands mots d'ordre nés de 1968 : « le socialisme dans la liberté » et « changer la vie ».

Cette avancée idéologique, accompagnant une critique encore timide des principes fondamentaux du léninisme, se double pourtant au parti communiste d'une régression politique.

Le paradoxe est facilement explicable. C'est parce que deux des piliers fondamentaux de son identité, la relation à l'URSS et la théorie léniniste, sont en crise que le parti communiste a tenté, au cours des quatre dernières années, de préserver sa position hégémonique par deux tentatives tactiques, certes contradictoires, mais dont l'orientation stratégique est claire.

Dès le moment où l'hégémonie du parti communiste à gauche est contestée :

— sur le plan électoral, comme le montre l'énoncé, par Georges Marchais, le 7 janvier 1978, de la thèse du seuil minimal des 21 % ;

— dans la classe ouvrière, où les intentions de votes socialistes sont dorénavant à égalité avec les intentions de votes communistes, ce qui explique l'engagement politique précipité de Georges Ségué dans la campagne communiste ;

— dans les nouveaux espaces sociaux, avec l'échec de la

campagne municipale du candidat communiste « vert » à Tours ;

alors tous les moyens sont mis en œuvre pour juguler, casser ou capter le courant socialiste.

La première de ces tentatives tactiques fut illustrée par le lancement du thème de l'« Union du peuple de France », lors du comité central du mois de juin 1974. On a trop souvent voulu n'y voir qu'un appel aux gaullistes destiné à rééquilibrer la gauche par une quatrième composante, nationaliste et centralisatrice, capable d'apporter un soutien tactique pour le PCF. L'enjeu me semble infiniment plus important. Il s'agissait, en réalité, pour l'essentiel, d'une tentative d'élargissement des bases sociales du parti communiste, avec pour corollaire une stratégie d'occupation offensive des nouveaux espaces sociaux apparaissant dans la société civile (écologie, phénomène associatif, mouvement des consommateurs, cadre de vie, etc.), doublée, lors du XX^e congrès, d'une nette ouverture idéologique. L'effort poursuivi pendant plusieurs années par la fédération parisienne du parti communiste, sous la direction de Paul Laurent, puis de Henri Fiszbin, illustre assez bien l'importance qu'attachait le PCF à cette tentative.

Celle-ci pourtant a été, au moins temporairement, abandonnée. Le congrès extraordinaire suivant a vidé le mot d'ordre d'union du peuple de France de tout contenu pour opérer le resserrement doctrinal et le repli sociologique, qui ont conduit, après les dernières municipales, à la crise de l'union de la gauche. Cette tactique du repli sociologique relève pourtant d'une même préoccupation : il s'agit de refuser toute remise en cause de l'hégémonie du parti communiste sur toutes les formes d'alliance, qu'elles soient de type « front populaire » ou « union nationale ». Mais, cette fois, il s'agit d'une tactique défensive qui s'appuie sur les capacités de résistance et le poids de l'appareil dans la négociation politique : ce qui amène le parti communiste à tenir un discours brisé, mal compris des Français et, notamment, de nombreux communistes.

Aussi longtemps que le parti socialiste renforcera ses positions, la crise d'identité du parti communiste ne fera que s'aggraver, suscitant de nouvelles réactions spectaculaires et souvent brutales.

Le drame est que, lorsque le parti communiste est en crise, toute la gauche est malade. Le parti socialiste a beau faire, il n'échappe pas totalement à la contagion. Alors que la campagne présidentielle de François Mitterrand, en 1974, avait été placée sous le double signe de la rigueur économique et de l'audace dans les transformations sociales et culturelles, nous avons aujourd'hui du mal à éviter le retour en force des idéologies qui conduisirent trop souvent la gauche victorieuse à l'échec. Et pourtant, sauf à rester dans l'opposition, ou à y revenir vite et pour longtemps, la gauche ne peut s'offrir le luxe de répéter cette erreur : prenons garde à un irréalisme économique doublé d'une grande timidité en matière de transformation des structures du pouvoir.

Certains pensent que l'unité de la gauche exige que l'on accompagne le parti communiste dans sa propre crise. Refuser cette attitude suicidaire, maintenir fermement le cap d'une politique de gauche capable d'affronter victorieusement l'épreuve du pouvoir, c'est, paraît-il, être anti-unitaire. J'ai eu suffisamment de conflits, aussi bien à la SFIO qu'au PSU avec ceux qui, pour des raisons diamétralement opposées, refusaient l'unité avec le parti communiste pour me sentir à l'aise sur ce terrain.

Je remarque que les forces, tant sociales que politiques, qui se réclament du socialisme autogestionnaire, ne peuvent naître que dans un pays où la présence d'un fort parti communiste crée les conditions d'un débat sur le mouvement ouvrier, sur le projet de société, sur la théorie du changement social. Ce n'est pas un hasard. Les courants socialistes autogestionnaires ont toujours été d'autant moins complaisants à l'égard des courants communistes sur le plan tactique et idéologique qu'ils considèrent l'unité de la gauche comme une nécessité stratégique, hors de

laquelle un changement profond est illusoire. Le parti communiste le sait bien d'ailleurs, et c'est pourquoi il est aujourd'hui obsédé par une question : éviter que ne se reproduise, sur le plan politique, ce qui s'est passé sur le terrain syndical avec l'apparition de la CFDT. La dureté de l'attaque engagée contre le parti socialiste ne se comprend pas sans référence à cette exigence vitale pour un parti communiste, qui est d'assurer le maintien de son hégémonie actuellement contestée sur le plan ouvrier et, plus largement, le contrôle stratégique de l'alliance.

Nous ne rendrons pas service à la gauche en tentant de soustraire le parti communiste à l'épreuve de vérité que le mouvement socialiste a dû subir quant à lui en assurant son renouveau par le moyen d'une *rupture* de son passé molletiste, et non d'une simple mutation. Le mouvement socialiste l'a fait au prix d'une désagrégation, puis d'une reconstitution lente par des militants d'origine diverse qui, dans leur traversée du désert, ont rêvé d'inventer un socialisme réconcilié avec la rigueur et la liberté. L'existence d'un mouvement communiste en France passe aussi pour une rupture irrévocable avec le stalinisme, sur tous les terrains, idéologique, organisationnel, économique et politique.

Dans ce contexte, la responsabilité du parti socialiste est à l'évidence considérable. C'est à lui que revient, tant par sa puissance électorale que par sa capacité à comprendre mieux que son partenaire les principaux mouvements sociaux et culturels de ces dernières années, la responsabilité de proposer au pays les choix essentiels et d'obtenir le consensus politique et social indispensable.

A lui aussi de développer une relance de l'unité de la gauche fondée non sur la complaisance à l'égard de la volonté d'hégémonie de notre principal allié, de son absence de rigueur économique, de son orientation centralisatrice, mais au contraire la volonté que nous partageons avec lui d'une transformation structurelle dans un cadre démocratique. Le double dépassement des traditions

social-démocrates et staliniennes pour lequel tant de militants ont œuvré ne naîtra pas d'un compromis hâtif mais de la capacité à faire de l'autogestion non seulement le projet, mais la méthode politique que la gauche propose à ce pays. [...]

2. L'union des forces populaires *

Le Parti est unanime, je pense, à vouloir maintenir la stratégie de l'union de la gauche comme un axe fondamental de sa politique et comme une nécessité de la situation française. Le problème vient de ce que ce n'est plus la stratégie du parti communiste. Dans ce domaine, il n'y a aucune illusion à se faire : nous ne ramènerons pas le PC à la stratégie de l'union par une confiance aujourd'hui bien difficile à reconstruire, et encore moins par des concessions ; il les prend toujours pour des signes de faiblesse. Je crois même que ce n'est pas nous, parti socialiste, qui l'y ramènerons directement, mais que ce ne peut être que la pression des travailleurs.

Il nous appartient donc de convaincre directement l'opinion de la possibilité et de la nécessité d'une transformation socialiste de la France, de la qualité du projet socialiste qui la définit et de la nécessité pour y parvenir de forcer la convergence des forces de gauche. Cette force convaincante, notre projet et notre stratégie ne peuvent la tirer que de leur cohérence. Elle ne sera assurée que s'ils expriment de manière homogène cette culture socialiste antijacobine, décentralisatrice, autogestionnaire, émancipatrice et quelque peu libertaire que je définissais à notre congrès de Nantes.

* Extraits du discours prononcé le 29 avril 1978, devant la Convention nationale du parti socialiste.

C'est une fois cette situation créée que s'établiront les négociations, les compromis et les programmes communs nécessaires, et non avant, sinon nous retrouverons la confusion.

Mais il faut en même temps que la pratique de l'union reste la pratique quotidienne des luttes politiques et sociales. [...]

Cette manière de concevoir et d'appliquer la stratégie d'union de la gauche conduit naturellement à réfléchir sur notre propre Parti. Le PS ne résoudra pas la question que lui pose l'existence d'un fort parti communiste en France en la contournant ; la défensive qui consisterait à revenir à la pratique de simples accords électoraux consoliderait durablement l'hégémonie politique et sociale du PC sur la gauche. Il nous faut au contraire développer un parti capable d'engendrer un type d'unité dynamique et conflictuelle entraînant l'union des forces populaires. Cette union doit être plus large que les seuls partis politiques ; elle vise à établir des convergences de lutte et d'objectifs avec des forces syndicales, associatives, culturelles, et des mouvements sociaux qui participent au combat pour le changement social. Elle doit être aussi plus souple qu'un programme de gouvernement ; la discussion sur des objectifs gouvernementaux entre partis politiques ne constitue que l'un des aspects de la stratégie unitaire : la détermination d'objectifs d'unité d'action et de transformation est également indispensable. Elle doit être également plus dynamique et conflictuelle que l'unité que nous avons connue ; le débat sur les projets ne doit pas être masqué mais, au contraire, affirmé : non pour refuser toute avancée unitaire au nom du dialogue « idéologique » mais pour faire que l'axe de cette avancée se fasse par rapport au projet autogestionnaire. [...]

3. Respecter les différences *

Vous êtes venus très nombreux ce soir, pour voir ce que pouvaient bien avoir à dire quatre des principaux responsables des partis de gauche rassemblés à cette tribune.

Il est vrai que depuis le 23 septembre — cela fait un an, déjà —, date de l'échec des négociations d'actualisation du programme commun, il est vrai que depuis le 19 mars — cela fait six mois, déjà —, date de l'échec de la gauche aux élections législatives, tant de choses ont été dites, sans ménagement, par les uns et par les autres, contre les uns et les autres, qu'on pouvait douter qu'il y ait encore un sens à se retrouver là ensemble, et à parler les uns après les autres...

Eh bien, je dis avec force qu'il faut balayer ces doutes et dissiper cet étonnement car il ne faut plus qu'il y ait dans l'histoire de la gauche française ni 23 septembre ni 19 mars, c'est-à-dire ni rupture sur de faux prétextes ni raccommodage sur de faux-semblants.

L'union de la gauche, la bataille pour l'union de la gauche, est aussi vieille que le mouvement socialiste dans notre pays. Au début de ce siècle, il y avait trois ou quatre petits partis socialistes, de multiples clubs, des groupes et quelques figures qui se détachaient : Jean Jaurès, Jules Guesde, Jean Allemane, Édouard Vaillant. Il a fallu la pression populaire, les conseils pressants des partis socialistes européens et le talent de Jaurès, pour aboutir, en 1905, au congrès d'unification. Dix ans plus tard, la gauche avait 103 députés à la Chambre et il fallait compter avec elle dans le pays.

Le 12 février 1936, deux cortèges avaient été organisés dans les rues de Paris pour protester contre les émeutes de

* Discours prononcé le 12 octobre 1978 à Joinville-le-Pont.

la droite, le 6 février. L'un de ces cortèges était communiste, l'autre socialiste. Il a fallu la pression des foules parisiennes pour qu'ils convergent place de la République et que Léon Blum et Maurice Thorez se serrent la main, marquant ainsi la fin d'une longue querelle et l'une des étapes importantes du Front populaire.

Moi-même, je me souviens qu'au lendemain de la guerre, lorsque j'ai commencé à prendre des responsabilités politiques comme dirigeant des étudiants socialistes, ma première bataille a été pour faire prévaloir le droit à mener des actions communes avec les étudiants communistes, face à une direction de la SFIO qui n'en voulait pas et dans un contexte marqué, du côté des communistes par le stalinisme. Pourtant, nous savions bien, nous, face à une droite puissante sur notre terrain, que la seule solution de gauche était d'agir ensemble contre les adversaires communs.

Ça a été ma première bataille, voici maintenant vingt-cinq ans, et je suis fier de n'avoir pas dévié un instant de cette ligne.

L'histoire plus récente de l'union de la gauche, vous la connaissez. Ce qui est significatif, c'est que, chaque fois, c'est la pression et la volonté populaires, la nécessité et la lutte des travailleurs, qui ont assuré l'émergence et les succès de l'union de la gauche, quand tel ou tel des partis était réticent ou défaillant.

L'union de la gauche, c'est au fond d'abord un réflexe de classe élémentaire, une profonde solidarité qui unit, au-delà des partis ou des familles dans lesquels ils peuvent se reconnaître, les millions de travailleurs qui aspirent à une autre existence, à une autre société, à un monde de dignité, de justice et de liberté.

L'union de la gauche, c'est la convergence des actions de forces politiques organisées mais c'est aussi et peut-être d'abord une démarche et une volonté collective, des centaines de milliers de Français qui ne sont ni socialistes, ni communistes, ni radicaux de gauche, ni PSU, ni quoi que ce soit, qui sont simplement l'immense peuple de la

gauche, eux qui maintiennent l'union à travers les tempêtes, eux qui assurent l'union à travers les difficultés comme celles que nous connaissons, et c'est d'abord un peu à eux qu'à travers vous, ce soir, je voudrais m'adresser. Et la première chose à quoi ils ont droit, c'est la vérité. Aussi n'attendez pas de moi que, pour ne pas troubler l'harmonie de cette réunion électorale, je gomme ce que j'ai à dire, ou que je ne parle pas de nos désaccords. C'est justement au nom même de l'union qu'il faut en discuter, mais à trois conditions :

— il faut que ce débat soit celui de toute la gauche, de tous ceux qui se reconnaissent dans la gauche, qui doivent être des participants à part entière, des citoyens majeurs de l'union, prenant leur part des difficultés comme ils en assurent le succès, et non des masses de manœuvre tout juste bonnes à suivre « la ligne » ou « les consignes » données par les partis ;

— ensuite, il faut que le débat entre nous soit loyal, sans procès d'intention ni accusations montées de toutes pièces, il faut qu'il se déroule dans le respect du partenaire, et sans travestir ses propos ou ses déclarations ;

— enfin, il faut faire respecter le droit à la différence, car l'union n'a de sens que dans la reconnaissance de l'autre, dans l'acceptation des raisons qui font qu'il y a un honneur et une fierté à être militant communiste, socialiste, radical de gauche ou PSU et que l'union ne peut résulter que de compromis positifs entre ces légitimités que l'on doit respecter ; la gauche doit s'accepter dans ses différences. Si l'on recherche à tout prix l'alignement, les fausses unanimités, on est obligatoirement conduit à se renier soi-même ou à mentir, l'union bâtie sur de telles bases ne peut qu'être fragile comme les rapports de force. Il faut que finisse l'ère du soupçon, que se taise la voix de ce mauvais génie qui vous glisse à l'oreille que, si le partenaire pense différemment de vous, c'est qu'il est prêt à trahir, à s'allier avec la droite ou, au sens inverse, qu'il ne songe qu'à plumer cette pauvre volaille socialiste !

Si ces trois conditions sont remplies, alors je crois que rien ne pourra s'opposer à ce que renaisse l'union, cette union voulue par l'espérance du peuple comme par sa raison et qui est aujourd'hui bien en peine.

La difficulté du débat n'est pas due seulement à l'addition de méfiances, de malentendus et d'illusions, elle vient aussi du fait que ni les uns ni les autres, nous n'avons été assez clairs sur notre projet, sur le type de société auquel l'application du programme commun ouvrait le chemin. Je dis bien assez clairs car la précision existait dans notre programme, mais cette précision était bien souvent comme les arbres qui cachent la forêt. Il faut retrouver les *bases* d'accord et les élargir en perspective.

Eh bien, allons-y ! Ne craignons pas de regarder les choses en face et de faire l'inventaire de ce qui nous rapproche comme de ce qui nous sépare encore, de façon à recentrer le débat qui peut permettre de rebâtir l'union.

Nous avons en commun le refus de la logique capitaliste et libérale pour résoudre les grands problèmes de notre temps car nous savons qu'elle n'est que la traduction de la loi de la jungle, de l'exploitation du travail, du gaspillage de l'avenir. Nous partageons la volonté d'un développement maîtrisé et démocratiquement planifié : nous savons que cette volonté ne pourra s'exercer que si les Français contrôlent, à travers des nationalisations dont l'autogestion doit être l'axe, les grands groupes qui dominent l'économie française, et que si elle peut orienter une autre répartition de l'effort commun et des richesses notamment au moyen de la planification. Enfin, nous sommes d'accord pour dire que ces transformations profondes ne seront possibles que si elles sont prises en charge par un vaste rassemblement populaire, qui ne soit pas seulement une coalition électorale, mais qui irrigue de sa force et de son espérance la transformation de l'ordre des choses dans l'entreprise, dans la cité, dans la vie quotidienne. A travers les syndicats, les mouvements et les associations de toute sorte, cette unité

sur les objectifs et les intentions doit être animée par l'unité d'action.

Mais il reste d'autres points sur lesquels nous sommes en désaccord, et il faut ouvertement poursuivre le débat pour essayer de les surmonter.

Nous n'avons pas la même analyse sur l'ampleur et la nature de la crise mondiale, qui affecte, avec une brutalité particulière depuis 1974, notre pays. Notre point de vue, à nous socialistes, est sans doute plus proche de ceux des partis communistes italien et espagnol qui revendiquent une certaine rigueur économique et qui pensent qu'aujourd'hui le même type de croissance, le même rythme de production et de consommation qu'en 1972, ne sont plus possibles parce que les réalités économiques mondiales ont changé. Cette convergence d'analyse, ou du moins de problématique, avec les PC italien et espagnol tient peut-être au fait qu'ils connaissent de près les rapports maléfiques qu'entretiennent dans l'Histoire inflation et dictature. Rappelez-vous l'Allemagne des années vingt, l'Italie fasciste, le Brésil ou le Chili d'après 1945 : il n'est pas d'exemple qu'un dérapage incontrôlé de l'inflation n'ait provoqué l'avènement d'un régime totalitaire et c'est un risque que nous ne prendrons jamais.

Nous ne sommes pas d'accord non plus, je pense, sur le poids et la portée dans un monde couvert et complexe comme le nôtre de l'indépendance nationale. Nous refusons pour notre part tout nationalisme et tout corporatisme qui ne pourrait être que l'expression d'une stratégie de déclin face aux deux blocs. La dimension de l'indépendance est aujourd'hui plus vaste que les frontières nationales s'il s'agit des rapports économiques, scientifiques ou techniques, et le rôle de la France dans le monde pour la paix, le désarmement et les droits de l'homme se conçoit d'autant mieux qu'elle sera le moteur d'une Europe libérée des contraintes atlantiques et capitalistes, d'une Europe des travailleurs. Jouer ce rôle digne de notre histoire exige une politique offensive, et non la tentation de l'autarcie,

une attitude ouverte, et non le repli sur soi, une volonté européenne et une fidélité profonde à l'internationalisme qui est l'honneur de notre tradition. J'insiste particulièrement sur ce point, car, chaque fois que le socialisme a manqué à l'internationalisme, il s'est déshonoré, ce qui est grave, mais, plus gravement, il a entraîné le pays tout entier dans des catastrophes sanglantes.

Je crois enfin que, sur des questions comme le modèle de développement et d'organisation sociale, il subsiste encore entre nous des clivages. Nous pensons qu'il faut réorienter la croissance et que la relance de la consommation populaire, dont nous avons fait une des conditions du redémarrage économique, doit se faire sur d'autres bases que celles d'une société où la consommation s'identifie avec le gadget, le gaspillage, l'accumulation. Sans aller jusqu'à dire, comme Enrico Berlinguer, que la crise actuelle peut avoir cette vertu d'austérité pour assurer cette réorientation nécessaire de la croissance, je crois qu'il faut en tenir compte pour planifier le développement ; nous pensons aussi qu'il faut mettre en œuvre une politique hardie de décentralisation, transformer et réduire le rôle de l'État pour rendre les institutions plus accessibles au contrôle des citoyens. Sur ce dernier point toutefois, je crois que, depuis quelques années, les recherches et les évolutions respectives de nos deux partis ont fait avancer les choses plus que sur les autres sujets. Il n'y a pas si longtemps encore, lorsque je parlais d'autogestion, j'étais considéré comme un diviseur, un rêveur, un utopiste. Quand je lis aujourd'hui sous la plume d'un élu communiste, dans la revue des élus communistes et républicains : « Il faut rompre notre routine de gestion, passer du temps à informer, consulter, faire agir. Cette pratique-là c'est la source possible de l'enrichissement de nos conceptions autogestionnaires. C'est aussi un terrain d'expérience pour la démocratisation, pas à pas, de notre société. Répétons-le : dans nos villes, des milliers de gens sont bloqués idéologiquement par leur isolement et leur passivité. Aussi nous voulons accorder

plus d'attention à tous ceux dont les voix sont très souvent absentes, les plus pauvres, les travailleurs », quand je lis ces lignes, où il n'y a pas un mot, pas une idée avec lesquels je ne sois d'accord, je dis qu'il y a dans cette convergence autour de la nécessité d'une pratique démocratique et d'une démarche autogestionnaire dans nos rapports avec les travailleurs et la population les germes prometteurs d'une issue à la crise de la gauche. Et c'est une tâche urgente et importante. [...]

Quel est donc le problème ? Je voudrais encore une fois que nous évitions les procès d'intention. La société française est en crise, notre économie est malade. Prenons-nous le risque de ne rien faire, de laisser le mal s'aggraver indéfiniment faute de pouvoir nous mettre d'accord sur les termes appropriés ?

Les municipalités de gauche ont été élues sur des programmes destinés à répondre le mieux possible aux besoins de nos concitoyens. Chacun d'entre eux a reconnu dans l'un des points de ce programme un ou plusieurs éléments qui pouvaient améliorer son cadre de vie ou les conditions de son existence quotidienne. Mais tous savent que tout n'est pas possible d'un coup et à la fois.

Il a d'abord fallu faire le bilan de la gestion de la droite, examiner les situations difficiles, les résultats négatifs du passé. Il a fallu quelquefois redresser ces erreurs, avant même d'engager les réalisations qui nous tenaient le plus à cœur. Il faut d'autre part tenir compte des contraintes propres à chaque commune de la tutelle de l'État et de ce qu'elle permet, des états de faits contre lesquels il faut lutter, de l'endettement de votre ville et de la limitation de ses capacités financières. Au prochain terme de leur mandat, je suis sûr que les municipalités de gauche auront assaini la situation et peut-être transformé les structures économiques et sociales de leurs communes dans la faible marge que nous laisse aujourd'hui le système centralisateur et étouffant. Mais, pour cela, deux choses auront été indispensables : le temps et la confiance. Le temps néces-

saire pour qu'un projet prenne corps, pour qu'il soit élaboré collectivement, qu'il trouve les financements nécessaires et qu'enfin il sorte de terre. Et la confiance, celle de nos concitoyens, dont certains seront peut-être déçus de voir que l'on n'a pas commencé par ce qu'ils attendaient le plus, eux personnellement, mais qui nous font confiance. Parce que nous prenons le temps de leur expliquer, de débattre avec eux, de les associer à la gestion pour qu'ils prennent la mesure des problèmes.

Eh bien, n'en sera-t-il pas de même au niveau de l'État le jour où les Français en auront confié la responsabilité à la gauche ? N'y aura-t-il pas là aussi à faire le terrible bilan de la gestion de la droite, de sa faillite et de ses erreurs ; ne faudra-t-il pas là aussi tenir compte des contraintes de l'environnement international ?

Tenir compte des contraintes ne signifie pas plier ou renoncer devant elles. Jamais un avion n'a décollé en niant la loi de la pesanteur, mais il faut au contraire calculer ses effets, s'en servir pour la maîtriser.

Et si je dis les choses, c'est que je sais : les Français ne supportent plus le langage de la démagogie et de la multiplication inconsidérée des promesses, car ils savent aujourd'hui, mieux que par le passé, la situation et les difficultés de la France. N'est-ce pas une marque de l'honneur qu'ils font à la gauche que d'attendre d'elle d'abord la vérité ? Que la droite mente, fasse peur, rassure ou cajole, c'est dans la nature des choses ! Mais comment partirions-nous ensemble, avec la confiance nécessaire, vers cette grande aventure que sera la construction d'une France nouvelle, socialiste, autogestionnaire, où nous voulons faire de chacun un acteur responsable de son destin, si nous ne posons en préalable la double exigence de la rigueur et de la vérité, c'est-à-dire celle du courage politique ?

La confiance, enfin, il faut la retrouver entre partis de gauche. Certes, le contentieux né de l'Histoire et celui né du passé récent sont lourds. Le mouvement ouvrier et

socialiste s'est séparé depuis 1920. Le congrès de Tours a marqué une rupture entre deux conceptions différentes de la société, et du Parti qui devaient être un agent moteur de la transformation sociale. Les héritages aussi sont lourds. Il y a l'héritage dont le parti socialiste s'est libéré au moment du congrès d'Épinay, celui de la sinistre époque des alliances de troisième force, et de la guerre coloniale. Mais il y a l'héritage, plus lourd encore, dont le parti communiste a commencé à se détacher depuis plusieurs années — sans que cette mutation soit terminée —, héritage qui identifie l'idéal communiste au régime du *goulag*.

Une réflexion approfondie chez les socialistes et chez les communistes est le gage d'une union plus solide demain. L'effort qu'ont fait certains militants communistes publiquement, et d'autres très nombreux, j'en suis sûr, dans le fond de leur cœur, pour accélérer les mutations engagées mérite le respect. Je ne suis pas de ceux qui traitent par le mépris ou comme une quantité négligeable le parti communiste et ses militants, et je les ai toujours considérés comme méritant loyauté et respect, mais je suis aussi de ceux qui ne transigeront pas sur les principes qui font notre raison d'être.

C'est pour cela que je crois à la responsabilité particulière de la gauche socialiste dans l'étape de renouveau qui peut commencer ici, aujourd'hui. La force du mouvement socialiste ne peut pas s'arrêter à un dispositif électoral, même s'il importe que celui-ci soit rigoureux et clair. Pour que la transformation des structures économiques et sociales du pays aboutisse à cette fameuse rupture avec le capitalisme, rupture qui ne sera complète et qui n'aura de véritable portée révolutionnaire que si elle modifie les rapports des hommes entre eux, au travail, dans leurs loisirs, leur vie quotidienne, il faut que le projet politique et ses objectifs transformateurs soient pris en charge par le plus grand nombre.

Au-delà des élections partielles pour lesquelles vous allez voter dimanche, et qui doivent marquer une nouvelle fois

le succès de l'union de la gauche, telle qu'elle continue à vivre à la base, vous avez aussi, vous, le peuple de gauche à qui je m'adresse au-delà des militants et de tous ceux qui sont rassemblés ce soir, vous avez aussi l'insigne responsabilité d'être demain ceux qui vont relancer la dynamique de l'union sur de nouveaux rails.

Je souhaite pour ma part que ces réflexions et l'action commune ne se limitent pas aux seuls adhérents du parti socialiste. Nous avons besoin pour que l'union retrouve tout son sens, pour un parti socialiste puissant et crédible, du concours de tous ceux qui ne veulent pas remettre les transformations à une prochaine génération. La tâche est immense, nous avons besoin de vous.

L'exigence de rigueur

1. La gauche et la monnaie *

Le socialisme, c'est la volonté de rendre l'avenir de la collectivité maîtrisable, d'en faire l'objet de projets délibérés démocratiquement. Cette maîtrise de l'avenir passe, à la fois, par une redistribution des pouvoirs au sein de la société et par le contrôle social de l'investissement.

Si la gauche retrouve le chemin du pouvoir et entend amorcer une transition vers le socialisme, son premier objectif doit être d'opérer, par un certain nombre de *réformes de structures*, une redistribution des pouvoirs politiques et économiques au sein de la société.

Un autre rapport examine ce que pourrait être dans cette situation le nouveau tracé de la frontière entre le secteur privé et le secteur public. Pour nous en tenir au seul domaine financier, deux observations paraissent nécessaires.

En premier lieu, il paraît indispensable de donner à l'État, dès la prise du pouvoir, les moyens de contrôler, de diriger et d'animer la marche de l'économie. Cela suppose notamment un remodelage des organismes financiers et bancaires relevant déjà du secteur public ou nationalisé, un

* Extraits du rapport présenté par Michel Rocard à la Rencontre socialiste de Grenoble (30 avril - 1^{er} mai 1966).

renforcement des pouvoirs de contrôle du crédit, une réactivation des circuits financiers dépendant du Trésor. Cela suppose également que les pouvoirs financiers de l'État soient étendus, notamment en vue d'exploiter pleinement les pouvoirs d'orientation et d'investigation que la multitude des participations financières de l'État et de ses divers démembrements peut fournir : à cet égard, l'IRI italien pourrait offrir, sinon un modèle, du moins un thème de réflexion.

L'extension des pouvoirs de l'État doit-elle entraîner de nouvelles nationalisations dans le secteur financier, en particulier celle des banques d'affaires ? Sur ce point, nous croyons devoir introduire une distinction. On peut estimer que la nationalisation de tout ou partie des banques d'affaires est nécessaire pour diverses raisons qui touchent, soit à leur puissance politique, soit à leur puissance économique. Mais, du seul point de vue du renforcement des pouvoirs financiers de l'État, une telle nationalisation ne constitue ni une condition suffisante, ni même (sauf rébellion flagrante de leur part) une condition nécessaire pour mener une politique financière de gauche. Beaucoup plus importantes sont, pour l'exercice de celle-ci, les réformes suggérées plus haut, réformes que bien d'autres mesures pourraient utilement compléter (nomination par l'État ou sous son contrôle des dirigeants des entreprises bancaires, plutôt qu'expropriation de leurs actionnaires, etc.).

En second lieu, il faut souligner que ces réformes — de même que la majeure partie des autres réformes de structure initialement nécessaires — doivent intervenir très vite. Il importe, en effet, non seulement de mettre à profit l'élan initial que donne la victoire, mais aussi de rechercher, dès que possible, un nouveau *modus vivendi* durable avec le relativement vaste secteur qui demeurera privé. La contradiction principale analysée plus haut — celle qui opposera la volonté d'accélérer la croissance aux réticences

de l'investissement privé — ne pourra en effet être surmontée qu'à ce prix : sauf à venir sanctionner des manquements très graves, la nationalisation n'est pas une arme à utiliser à la petite semaine, ni même d'année en année. La création de concurrents publics et la passation de contrats entre l'État et les firmes ou les groupes privés seront d'efficaces substituts. C'est davantage pour résoudre les problèmes d'aménagement du territoire, de reconversion industrielle, d'animation coopérative de l'agriculture et de la distribution ou de modernisation des services publics que, passée la période des « Cent premiers jours », les réformes de structure devraient demeurer à l'ordre du jour.

La réalisation du projet socialiste implique une certaine *socialisation de la fonction d'investissement*. La maîtrise de l'avenir passe, en effet, par le contrôle de l'investissement. Or, celui-ci demeurera, tant du fait du secteur privé qu'en raison de la division du travail au sein du secteur public, la résultante de décisions éparses et, pour une bonne part, privées.

Sans qu'on puisse affirmer que leur solution sera toujours facile, les difficultés nées de l'insuffisante coordination du secteur public demeureront assurément les moins graves.

Mais comment obtenir que l'investissement privé atteigne bien le volume souhaité, dans les délais requis et en conformité avec les objectifs plus ou moins détaillés du Plan ? On ne peut évacuer cette difficulté qu'en postulant une rapide nationalisation de la totalité des grandes entreprises et de bon nombre des moyennes, ou en rêvant à on ne sait trop quelle soumission bénévole des capitalistes aux volontés du nouveau pouvoir. Ces deux hypothèses écartées, la difficulté demeure. Elle signifie que le problème posé à la gauche française (et sans doute européenne), dans la période historique actuelle, est de prendre le pouvoir et de le garder, dans des conditions telles que la *coexistence*

durable d'un secteur socialiste et d'un secteur capitaliste sera le seul statut économique-social possible.

Si telle est bien l'hypothèse à envisager, il en résulte que la *question du profit* appelle une réponse claire. Dans la perspective envisagée, l'objectif ne peut être de tarir les profits, mais seulement de créer les conditions permettant de les voir s'orienter vers l'investissement utile. Le problème présente plusieurs aspects que l'analyse peut dissocier mais que la politique réelle ne permet jamais de traiter indépendamment les uns des autres. Il y a, d'une part, la formation des profits dans l'entreprise et leur investissement. A cet égard, l'objectif principal de la gauche sera d'obtenir que cette part non consommée du revenu national serve au mieux les intérêts du développement social ultérieur. Il y a, d'autre part, la formation des revenus distribués aux familles bourgeoises et aux couches sociales satellites à partir des profits ; cette formation concourt à l'extrême dispersion des revenus et des niveaux de vie. A cet égard, il est certain que la gauche au pouvoir ne restera pas inactive. Mais son objectif ne peut être simplement de resserrer l'éventail des revenus ; il est aussi de provoquer la formation d'un volume suffisant d'épargne pour financer tous les investissements requis par le Plan ; il est encore de faire en sorte que cette épargne s'agglomère de façon telle que l'État puisse en infléchir l'emploi. Il y a, enfin, l'ensemble de pouvoirs sociaux que l'extraction de profits procure aux capitalistes, dans l'entreprise comme dans la nation, à l'égard de leur personnel ou de l'opinion publique ou des pouvoirs publics, etc. Dans ce domaine, essentiel mais diffus, c'est toute la politique générale de la gauche au pouvoir qui est concernée.

Pour que la fonction d'investissement puisse être, dans une large mesure, socialisée, nonobstant la place gardée par l'investissement privé, toute une politique financière devra être menée qui, à tout prendre, constituera une sorte

de *planification financière*, complémentaire des formes actuelles de la planification.

Une telle orientation suppose que l'État s'est doté des pouvoirs nécessaires (c'est l'objet, notamment, des réformes de structure envisagées plus haut) ; qu'il reçoit du pays le soutien nécessaire ; qu'il est, enfin, en mesure de faire accepter sa politique économique et financière — *volens, nolens* — par les chefs d'entreprises privées.

La plus satisfaisante des situations qui puisse se présenter, à cet égard, serait celle où l'État, les syndicats et un nombre non négligeable de firmes ou de groupes privés contracteraient des engagements réciproques, précis et durables, tendant à favoriser la réalisation des programmes partiels compatibles avec le Plan (engagements pouvant porter, du côté privé, sur de nouvelles localisations ou sur la réalisation d'objectifs de production, d'investissement ou d'exportation et, du côté public, sur l'adaptation au cas d'espèce des normes réglementaires ou fiscales en vigueur, pour dégager les marges d'autofinancement requises ou pour faciliter l'accès au crédit, etc.). En somme, la planification prendrait de la sorte, dans son exécution, *un caractère contractuel*. [...]

Cette recherche n'appelle aucune conclusion formelle. Elle ne permet pas de garantir que la gauche échappera désormais aux difficultés financières dont elle fut jadis victime, mais elle montre que des cheminements nouveaux sont possibles pour y échapper. Elle ne définit pas un programme financier de la gauche, car une telle définition n'aurait de sens qu'après l'adoption d'un programme politique et économique ; mais elle montre que, même dans l'ordre politique et économique, « tout n'est pas possible » en même temps ou instantanément : il faut que la gauche sache choisir, pour desserrer les contraintes financières qui pèseront sur son action. [...]

2. Plan et marché *

J'affirme pour ma part, et dans le respect de la ligne permanente du Parti et du programme commun, que le fait d'avancer des formules du type : « Il ne faut pas tomber dans le piège de l'exportation à tout prix », le fait de laisser penser que le souci de la balance des paiements pourrait n'être pas absolument prioritaire, est purement et simplement (je pèse mes mots) suicidaire pour une expérience de gauche. Je suis donc convaincu qu'il n'y a même pas de choix sur ce point, et que nous ne devons laisser aucune ambiguïté sur notre volonté d'équilibrer notre balance des paiements par notre capacité exportatrice, la capacité à réduire les importations étant, elle, beaucoup plus lente à fournir des résultats.

Ce premier point étant éclairci, reste le centre du débat, sur lequel plusieurs dirigeants du parti socialiste sont intervenus au cours du colloque organisé par le mensuel *l'Expansion* en octobre dernier.

En gros, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de savoir si la régulation du marché est globale, comme je l'ai dit, ou si l'on peut imaginer que des nationalisations suffisent à transformer la nature des règles du marché. [...]

Certains incriminent la phrase dans laquelle j'ai eu l'occasion de rappeler que la régulation du marché était globale et y voient un infléchissement, voire une renonciation, à la ligne permanente du Parti. Ce n'est ni l'un ni l'autre. Ce que les socialistes reprochent au marché, c'est le caractère absolu et sans limites du jeu d'une concurrence par ailleurs aiguillonnée par l'appropriation privée des

* Le premier texte est extrait d'un article publié dans *Faire*, n° 14, décembre 1976. Le second, d'une intervention sur l'adoption du VII^e Plan, prononcée à l'Assemblée nationale au nom du groupe socialiste, le 29 novembre 1978.

moyens de production et d'échange, notamment en ce qui concerne les entreprises dominantes. C'est aussi le fait que le jeu conjugué de cet appétit de profit dans chaque entreprise, et d'un marché non canalisé, pousse à une concentration, à une aggravation permanente des inégalités, à la désertification de certaines régions, pendant que d'autres voient la concentration industrielle atteindre sur leur territoire un niveau presque apopleptique. Et c'est enfin le fait que le marché dans le capitalisme est profondément perturbé par des rentes, des parasitismes, des effets de monopole qui faussent sa capacité à confronter et à mesurer la valeur du travail incorporé dans les différents biens et services offerts et demandés.

Il va de soi, et ce fut rappelé au forum de *l'Expansion* dans les exposés qui n'étaient pas le mien selon le partage des tâches, que l'utilisation même du secteur public et surtout le jeu de la planification doivent fixer un certain nombre de bornes, d'orientations et d'impulsions. Mais ce que j'ai voulu dire, et qui reste vrai, c'est qu'en tant que lieu d'expression de la demande, et qu'en tant qu'instrument de mesure des résultats d'entreprise et de la valeur des produits qui s'échangent sur une économie, le marché est global et irremplaçable.

Quand un consommateur achète une voiture, son jugement n'englobe pas le fait que celle-ci a été construite par une entreprise nationale ou par une entreprise privée. Même après l'arrivée de la gauche au pouvoir et une importante vague de nationalisations, ce point ne changera pas. Plus gravement, aucun socialiste aujourd'hui ne peut ignorer que si nous avons autrefois rêvé de soustraire l'enseignement ou la santé à l'économie de marché à travers la gratuité de l'école et la création de la Sécurité sociale, la vérité d'aujourd'hui nous oblige à constater que la mesure des valeurs par le marché et la pression de la consommation, telle qu'elle s'exprime en termes monétaires dans notre économie aujourd'hui, n'ont pu empêcher ni

l'école ni le secteur sanitaire d'être en fait soumis au marché.

Dans cette affaire, le problème est d'ouvrir les yeux ; je ne propose pas un infléchissement de la ligne du Parti, bien au contraire, encore moins un changement de cette ligne, je dis qu'à partir d'un programme commun qui prévoit une nouvelle extension des nationalisations, aux termes de laquelle ce seront seulement 20 % de la production qui seront le fruit d'entreprises publiques, nous ne changerons pas le fait que le marché restera dominant.

Dans ces conditions, le débat qui est ouvert est celui de savoir si on accepte d'appeler un chat, un chat, ou si on se ferme les yeux.

Pour infléchir les comportements du marché à travers des impulsions, des orientations, des contrôles, des incitations rigoureuses, il faut commencer par en prendre une mesure vraie.

Et il est en effet un point sur lequel la pensée socialiste a changé. Je crois qu'aujourd'hui, ni le parti communiste ni nous-mêmes n'abandonons la réflexion sur les nationalisations avec la même généreuse naïveté que pour nous, socialistes, au moment du Front populaire, ou pour l'ensemble des forces de gauche au moment de la Libération.

Expérience faite, nous savons les limites de cet outil. Je n'en veux d'ailleurs pour preuve que la parfaite concordance entre ce que j'ai dit et la déclaration récente de Charles Fiterman au nom du bureau politique du parti communiste qui confirme bien que les deux grands partis de gauche ont une pensée convergente sur ces points. Plus gravement d'ailleurs, il est un cas de l'économie socialiste qui a tenté de s'abstraire de la mesure de la valeur et de l'économie de marché, cela n'a pas duré longtemps, les résultats furent catastrophiques. C'est un économiste de très grande culture marxiste, Charles Bettelheim, qui a porté le meilleur jugement sur cette phase de l'histoire cubaine, en écrivant : « quand on cesse de compter, c'est d'abord la peine ouvrière que l'on oublie de mesurer » et

ce jugement confirme mon propos ; si nous commettons l'erreur de croire que l'on se débarrasse des lois du marché, alors nous prenons nos rêves pour des réalités. Pour tenter de les infléchir dans un sens différent, il faut d'abord reconnaître toute l'ampleur de leur champ, d'autant plus que nous aurons la responsabilité de l'économie française dans des conditions difficiles.

Le débat que nous avons donc sur ce point n'est pas un débat sur l'interprétation du programme commun, laquelle est très claire.

Dans une économie où le secteur public représente 20 % de la production, à peine, il est clair que le marché reste dominant, et que, en tant que lieu d'expression de la demande et qu'instrument de mesure des résultats des entreprises et de la valeur, il reste unique. Prétendre le contraire en croyant ainsi ériger une prétendue ligne de gauche démontre soit l'incompétence, soit le choix d'une orientation politique étrangère au programme commun et à celle réaffirmée constamment par le premier secrétaire du parti socialiste.

Cela laisse ouverte la question sur laquelle je terminerai : celle de savoir comment infléchir ces orientations du marché, c'est en partie la question de la rupture.

Tous nos engagements publics, et notamment le plus important, celui du gouvernement sur la base du programme commun de la gauche, sont en effet orientés vers une rupture avec le système capitaliste. Ces engagements ont été pris à l'unanimité par le Parti, ils sont notre règle. Et certains camarades ont eu raison de rappeler cette question. Mais en quoi consiste et comment peut se faire cette rupture ?

Je crois que tout le monde sera d'accord pour penser que si les entreprises que la gauche va nationaliser devaient continuer à fabriquer le même type de produits, du même niveau de qualité, vendu dans les mêmes conditions à des consommateurs se comportant de manière inchangée, et dans le cadre d'un système comportant une hiérarchie du

pouvoir, du savoir et de l'argent elle aussi inchangée, il n'y aurait pas rupture.

Ce n'est pas le fait qu'un cinquième de la production soit fabriqué dans des instruments dont la propriété est publique, qui suffirait à y changer grand-chose. Les engagements du programme commun, en terme de nationalisations, nous conduisent à donner au secteur public français la taille qu'il a en Autriche ou une taille un peu supérieure à celle qu'il a en Italie, proportionnellement à l'importance de l'économie globale de ces deux pays.

Ces deux exemples montrent bien que la nationalisation est un moyen et que tout le problème qui se pose est de savoir comment s'en servir pour orienter différemment la structure sociale.

Sur ce point, il faut d'abord noter que, dans la toute première période du gouvernement de gauche, disons les six premiers mois ou la première année, il sera décisif que l'appareil productif continue à produire et que les besoins des consommateurs continuent d'être satisfaits. Ceux qui le nieraient feraient preuve de démagogie.

Les nationalisations sont un des aspects de l'extension des pouvoirs de la puissance publique sur l'économie, et la réalité de la rupture ne peut intervenir que par la transformation de l'organisation sociale et du modèle de production et de consommation.

Transformation de l'organisation sociale, c'est tout le problème de la diminution de la hiérarchie du savoir et de l'argent ; c'est aussi, et davantage encore, le contrôle populaire et, dans la production, le contrôle ouvrier, sur des décisions qui, pour être soumises à ce contrôle, doivent être considérablement décentralisées.

Transformation aussi du modèle de production et de consommation : c'est toute la question de l'équilibre entre les biens et services fournis par la collectivité et les biens et services fournis sur le marché. C'est ensuite la question de l'équilibre, pour ce qui est du marché, entre les biens et les services, et, s'agissant enfin des biens, c'est tout le pro-

blème de leur qualité, de leur durée de vie, de leur nature et de leur correspondance avec une idée plus complète des besoins sociaux, des besoins culturels, des besoins humains en général, chacun admettant bien sûr que le comportement d'achat des consommateurs dépend très directement du contenu de l'offre et des conditionnements psychologiques et publicitaires qui entourent celle-ci.

Telle est la seule rupture possible. Et cela dans nos textes porte un nom : l'autogestion.

La stratégie du Parti a toujours été définie, d'après la formule du premier secrétaire, comme comportant trois aspects ; l'union de la gauche, condition électorale de la victoire, le front de classe, définition de l'alliance sociale nécessaire à consolider cette victoire et à permettre qu'elle se traduise dans les faits par une transformation du pays, et l'autogestion en tant que projet d'avenir pour la société française. Si certains venaient à omettre, voire à combattre, ce troisième aspect, ils mettraient en cause les engagements qui sont les nôtres à la suite du vote unanime des *Quinze Thèses* sur l'autogestion, sortiraient de la discipline du parti socialiste dans la présentation de nos objectifs, affaibliraient nos propositions pour l'avenir et, surtout, enlèveraient à ces propositions la définition de l'objectif même au nom desquelles sont avancées les propositions concernant les moyens. Sur ce point précis, notre capacité à engager une véritable rupture dépend de la précision des objectifs de transformation sociale que nous avons, c'est-à-dire du degré de clarté et de pertinence que nous aurons su donner à ce projet autogestionnaire.

*
* *

[...] Hier, dans une intervention que le premier ministre n'a pas voulu très longue, il a employé soixante-trois fois le mot « Plan » ou celui de « planification », dont six fois dans l'expression : « il faut un Plan ».

Ce martèlement était assurément nécessaire pour tenter

de nous convaincre que, malgré l'évidence, il y croyait. Car l'évidence, c'est qu'il n'y croit pas et qu'il n'y a plus de Plan.

Que l'expression du Plan soit précisément chiffrée ou non, que le Plan définisse ses objectifs et sa stratégie dans une vision globale précise de la société française ou qu'il se limite, au contraire, à des objectifs sectoriels comme notre I^{er} Plan quadriennal, il reste qu'en toute bonne foi, même si les socialistes ont d'autres ambitions, on ne devrait parler de « Plan » ou de « planification » que pour évoquer une relation précise entre quelques objectifs ou même seulement quelques priorités stratégiques et un ensemble de moyens à mettre en œuvre pour les atteindre ou les imposer.

Faute de référence à des moyens d'exécution, il n'y a plus de Plan ; il ne reste qu'un discours. Or, de moyens, il n'en a pas été question hier. [...]

Dans la pratique, l'actuel gouvernement de M. Giscard d'Estaing refuse à la fois le volontarisme et la croyance aux vertus du débat démocratique qui doit être à la base de toute idée de planification. Il préfère une suite de décisions spectaculaires, parfois contradictoires, au respect obstiné d'options prioritaires et contraignantes pour le gouvernement, valables pour le long terme ! Il préfère aussi le secret des choix mûris dans les antichambres ministérielles et les directions des grandes entreprises à la discussion démocratique ouverte et décentralisée, avec la participation des organisations syndicales ouvrières ! Dans un tel contexte, le Plan n'a plus grand sens.

J'évoquerai d'abord les rapports de votre politique avec les principes de la planification. J'exposerai ensuite les propositions des socialistes en précisant les principes sur lesquels reposerait la planification démocratique que nous présentons aux Français.

Les rapports de votre politique avec les principes de la planification nous conduisent à constater d'abord que le Plan n'a pas été réalisé, ensuite qu'il est inutile dans la

conduite des affaires publiques, et enfin que la vraie politique économique que vous poursuivez est différente de celle qu'il décrit.

Tous les propos tenus hier au début du débat, et pas seulement par des orateurs de l'opposition, me permettent d'écourter mon intervention sur la non-réalisation du Plan. Je ne reprendrai pas l'inventaire des fantastiques distorsions qui ont pu être constatées entre les prévisions sur la croissance et la réalité, entre les prévisions sur les échanges extérieurs et la réalité, et surtout le constat que l'investissement stagne et s'essouffle à rattraper les chiffres ambitieux mais poétiques qui figuraient dans le Plan. [...]

Contrairement à la politique d'aujourd'hui qui aggrave les inégalités, qui fait les riches plus riches, et les défavorisés plus défavorisés encore, la solidarité collective doit assurer un nouveau partage des responsabilités et faire en sorte que l'avenir soit organisé d'une façon cohérente, associant à tous les échelons les citoyens aux orientations choisies. C'est pour cela que la restauration d'une planification authentique et démocratique est un des éléments fondamentaux de la politique que nous, socialistes, proposons au pays.

Parce que l'univers dans lequel nous vivons est instable et dangereux, une politique au jour le jour est de moins en moins tolérable, avec les résultats que je viens de décrire. C'est le Plan qui doit être, à nos yeux, l'instrument de transformations profondes et progressives comme celles dont le pays a besoin.

Pour que cette planification puisse prétendre à l'efficacité, il est nécessaire qu'elle soit accompagnée de réformes de structures, afin que l'État, les régions, les collectivités locales et le secteur public disposent des moyens d'agir. Cela passe par le développement de la maîtrise des moyens de production par la nation et par la restructuration du secteur public.

Cette appropriation sociale élargie des moyens de production vise le secteur financier, vous le savez, et certains

secteurs industriels monopolistiques ou défailants, en vue de permettre un financement sélectif des investissements que j'ai évoqué dans le détail d'application. Elle doit rechercher des formes variées en fonction des objectifs visés, combinant prise de participations publiques, création de sociétés nouvelles, éventuellement à partir des entreprises publiques existantes, et développement d'entreprises dites « d'économie sociale » fondées, notamment, sur les principes coopératifs.

La restructuration du secteur public aurait pour objectif, à nos yeux, une décentralisation des responsabilités. Le secteur public serait géré autrement qu'aujourd'hui et privilégierait l'évaluation des résultats plutôt que la juxtaposition de contrôles préalables, tatillons et finalement impuissants. Les bénéficiaires naturels en seraient les entreprises publiques, qui doivent tenir une place privilégiée dans notre système de planification, et les régions, qui ont vocation à intervenir dans le domaine de l'emploi, de la maîtrise du cadre de vie et de l'espace, et des équipements collectifs.

Si j'ai tenu à rappeler ces quelques principes connus d'une politique socialiste, c'est non par souci de sacrifier à je ne sais quel rituel, mais pour mieux souligner que, sans ce déplacement du rapport de forces entre la puissance publique et ce qu'on appelle ici ou là les « forces du marché », sans cette transformation du lieu des pouvoirs, il n'y aura pas de véritable modification possible.

A supposer qu'une volonté politique l'emporte lors de la préparation du Plan, celui-ci sombrerait dans l'impuissance au cours de l'exécution à défaut de ces moyens appropriés.

Puisque je n'ai pas le temps d'explicitier dans le détail le dispositif d'une planification socialiste, j'indiquerai seulement quels éléments fondamentaux un Plan national devrait comporter.

D'abord, une stratégie de politique économique s'appuyant sur un certain nombre de principes visant, en

fonction de différentes hypothèses internes ou externes, à assurer le respect des équilibres fondamentaux.

Ensuite, des prévisions quantitatives chiffrées, qui devraient être associées naturellement à cette stratégie. Du chiffre, on a trop attendu autrefois ; on le vilipende trop maintenant. Pour moi, ces prévisions pourraient être alternatives en fonction de différentes hypothèses sur la conjoncture ; mais il importerait qu'à chacune d'elles soit associée une structure des choix de la puissance publique. Naturellement, personne ne songe à enserrer l'avenir dans un carcan prévisionnel.

Puis, une politique de développement industriel associée à une politique de la recherche scientifique et d'approvisionnement en énergie et en matières premières qui viserait la conquête sur les marchés en expansion, à l'intérieur comme à l'extérieur, de positions dominantes correspondant à notre savoir-faire technique et commercial, et qui faciliterait les adaptations industrielles inéluctables.

Enfin, la définition et le financement des grands projets nationaux liés soit à des objectifs industriels, soit à des objectifs d'équipement ou d'aménagement du territoire et d'équilibre entre régions.

L'exécution d'un tel Plan, pour atteindre ces objectifs spécifiques, suppose la mise en place d'une programmation à moyen terme à l'intérieur du secteur public. Or, en ce moment, elle a bien lieu, mais entreprise par entreprise, et vous n'introduisez pas la cohérence nécessaire. Vous vous laissez aller n'importe où, tout en le sachant.

Le succès des procédures contractuelles engageant les collectivités publiques et les entreprises implique une grande rigueur dans l'évaluation des objectifs et des moyens qui devront être connus de toutes les parties intéressées. De plus, il impose un respect réciproque des engagements pris.

Le Plan doit enfin fixer des bornes aux mécanismes du marché, dont on ne saurait accepter qu'il dicte sa loi aveugle et combien faillible, car incapable de se référer à

l'intérêt général et aux réelles exigences du bien-être national, même si le marché peut conserver un rôle régulateur dans certains secteurs d'une économie ouverte et décentralisée.

Si cette régulation de l'offre et de la demande peut, à court terme, assurer la souplesse nécessaire, pour de nombreux produits, elle n'est pas acceptable dans nombre de secteurs où les situations de monopole, les irrégularités de production, voire la rareté, rendraient insupportables ou absurdes les résultats d'une pseudo-liberté des prix — je pense à l'énergie, aux transports, à l'agriculture et au foncier. Là, vous n'allez pas au bout de votre politique.

Je pense aussi que les règles marchandes doivent s'effacer dans certains domaines où il faut tenir compte de l'expression, non quantifiable, de besoins économiques et sociaux, qu'il s'agisse de l'environnement, des loisirs, de la culture, du sport ou de la santé.

Le Plan devrait donc avoir pour résultat de corriger les effets du marché là où il peut subsister. Surtout, il devrait le compléter là où il joue un rôle néfaste ou inadapté. Il est donc nécessaire de trouver des équilibres entre la complexité et la rigueur, entre la souplesse et la cohérence, entre les objectifs quantitatifs et la transformation qualitative, afin d'élaborer un Plan démocratique, un Plan qui organiserait vraiment la liberté économique de la nation.

Voilà, monsieur le Ministre, toute l'étendue de ce qui nous sépare.

Gouverner, c'est à la fois prévoir et choisir. L'abandon de toute volonté planificatrice et le refus d'organiser le développement selon l'orientation et sous le contrôle de la collectivité publique réduisent votre action gouvernementale au laisser-faire, à laisser s'exercer la force de l'argent et le poids des privilèges.

C'est par refus de ces choix de classe — vous croyez le mot désuet, mais il ne l'est pas — et de leurs conséquences dramatiques pour les travailleurs de France que nous combattons votre politique et voulons rassembler l'ensem-

ble des forces populaires afin de mettre en œuvre une autre politique, fondée sur la démocratie, la justice sociale et la liberté, jusque dans l'économie.

Cette politique passe aujourd'hui par le refus d'un projet de loi qui consacrerait l'abandon de toute planification volontariste en France. [...]

3. Nationaliser : oui mais comment ? *

[...] D'un mot je dirais que les propositions du parti socialiste sur la sidérurgie ont deux objets principaux. Le premier objectif de ces propositions, c'est d'assurer dans le domaine de la sidérurgie une politique industrielle qui permette à la fois une meilleure défense de l'emploi et la mise en place d'une stratégie industrielle assurant l'indépendance nationale dans ce domaine, et assurant un meilleur emploi du patrimoine national, visant à exporter davantage, à importer moins de ce que nous ne produisons pas, etc. Tout ces problèmes de la politique industrielle, qu'il s'agisse de la diversification des productions, qu'il s'agisse de transformer l'acier en produit fini, notamment les machines-outils, biens d'équipement, produits spécialisés pour le bâtiment, qu'il s'agisse d'adopter une politique commerciale plus dynamique à l'exportation, conditionnent l'amélioration de la situation de l'emploi, très gravement menacée dans ce secteur. C'est le premier groupe d'objectifs, stratégie industrielle et politique de l'emploi.

Le deuxième groupe d'objectifs des propositions socialistes sur la sidérurgie concerne les pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise. Nous pensons tout à fait nécessaire une représentation ouvrière significative, ouvrière au sens d'ou-

* Extraits d'un discours prononcé à Metz en mai 1978.

vrage, d'œuvre, ce qui inclut la totalité des travailleurs, et pas seulement les cols bleus. Les employés, dans ce langage, sont aussi des gens qui œuvrent. Une représentation des travailleurs dans les organes de direction de ces industries nous paraît tout à fait nécessaire, de la même manière que nous paraissent nécessaires un élargissement des pouvoirs des comités d'entreprise, un renforcement des prérogatives des comités d'hygiène et de sécurité, et la création de conseils d'ateliers puisque dans la sidérurgie, notamment, le problème des conditions de travail a pris depuis les années récentes une tournure parfaitement dramatique. Il y a des atteintes croissantes tant à la sécurité qu'à la fatigue des travailleurs, et même à leur vie de famille, par les horaires, par le maintien des postes, etc. Un certain nombre de réponses sont globales, du type de la cinquième équipe, mais il reste qu'un contrôle des travailleurs sur l'organisation même des tâches dans chaque atelier est un point clef ; d'où les propositions de conseils d'ateliers.

Voilà les deux grands objectifs des propositions du parti socialiste sur la sidérurgie ; un objectif de stratégie industrielle pour l'indépendance nationale et pour l'emploi, un objectif concernant les droits des travailleurs. Quels sont les moyens pour atteindre ces objectifs ? Le moyen évidemment décisif, c'est que la collectivité publique prenne le pouvoir dans la sidérurgie. Si je devais, à chaque point, résumer d'une phrase forte le message que je souhaite faire passer à travers vous, je dirais que les propositions socialistes sur la sidérurgie se résument à ceci que l'État entend y prendre le pouvoir pour commencer à transférer ce pouvoir aux travailleurs.

Comment prendre le pouvoir ? Là nous rencontrons un problème de terminologie qui a gravement compliqué les négociations d'actualisation du programme commun. Il aurait suffi d'appeler nationalisation toute forme juridique de prise du pouvoir par l'État, et on aurait été débarrassé de beaucoup de contentieux. Sans penser le moins du

monde que ceci pourrait faire difficulté dans l'avenir, les négociateurs socialistes de 1972 ont accepté dans le programme commun d'appeler nationalisations uniquement la technique de la prise du pouvoir qui passe par l'expropriation à 100 % de la totalité du capital et la transformation des établissements concernés en sociétés d'État, en sociétés nationales, biens d'État ne pouvant être aliénés qu'à travers une loi ; or, j'attire votre attention sur le fait que, dans l'immense appareil industriel de l'État en France déjà aujourd'hui, deux formes de prise du pouvoir existent. Il y a des établissements industriels de l'État qui sont régis par le droit public, qui sont des établissements publics ou des sociétés nationales au sens strict, au sens juridique du terme, et ça s'appelle Charbonnages de France, ça s'appelle Électricité de France, Gaz de France, le commissariat à l'Énergie atomique ou même Renault (c'est une confiscation pour sanction de collaboration avec l'ennemi, donc pas de problèmes d'indemnisation).

Mais l'essentiel du patrimoine de l'État a le plus souvent la forme de sociétés anonymes de droit commun : c'est le cas de l'agence France Presse, c'est le cas de l'agence Havas, d'Air France, d'Air Inter, c'est le cas de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions (SNECMA), et c'est surtout le cas de la SNCF. Je dis surtout, parce que bizarrement c'est la plus grosse, la plus puissante, la seule dont personne ne doute qu'elle soit la propriété de l'État, et c'est celle où il est le moins majoritaire (51 % de capital d'État, 36 % de capital banque Rothschild et 13 % de capital Groupe d'assurances de Paris). Voilà ce que c'est que le capital de la SNCF ; moyennant quoi ça n'a aucune espèce d'importance ; la minorité de blocage n'a jamais joué et le représentant du groupe Rothschild, qui est vice-président, vient tous les mois manger des petits fours avec le président, à l'occasion du conseil d'administration, écoute les résolutions, les vote et s'en va, sans avoir rien pu faire, et l'État s'est bien gardé

d'indemniser, ce qui aurait renfloué la banque Rothschild pour lui permettre des spéculations foncières.

Pour ce qui est de la sidérurgie, vous connaissez tous le drame de cette industrie. Il s'agit d'une industrie dont le produit est durement concurrencé sur les marchés mondiaux et dont le produit est également concurrencé par des produits d'une autre nature : l'aluminium, le verre, etc. Dans les usages du bâtiment, l'acier n'a plus la prépondérance qu'il avait, qu'il a eue longtemps. C'est surtout une industrie qui a été mal gérée par ses propriétaires. La sidérurgie s'est beaucoup endettée (pour 35 milliards, soit un an de chiffre d'affaires) ; elle s'est notamment endettée vis-à-vis de l'État (pour 8 milliards). On ne peut espérer dans l'avenir que l'État récupère ce prêt. Par conséquent, l'idée de les transformer en actions (c'est-à-dire des fonds gelés qui représentent une mise en capital), c'est une idée qui s'impose tout de suite, puisqu'elle équivaut à donner à l'État entre 70 et 75 % sans doute de la composition du capital, donc la totalité des pouvoirs, face aux 2 milliards et demi que représentent, en valeur boursière, les quatre groupes sidérurgiques pris ensemble (ce sont des chiffres qui peuvent varier d'un an sur l'autre).

C'est une technique de prise du pouvoir qui a l'avantage de ne rien coûter, de n'appeler aucun contentieux, aucun appel en droit. Mais cela suffit à donner le droit de modifier les statuts ; et là est la question clef : nous ne pouvons assurer le pouvoir croissant des travailleurs, en tout cas l'élargissement de leurs pouvoirs et de leurs représentations dans une première étape, que s'il y a transformation des statuts des firmes.

Nous avons rencontré le désaccord de nos camarades du PCF là-dessus. Le débat s'est engagé sur la manière de faire cette nationalisation. Le vocabulaire du programme commun dit nationalisation seulement dans le premier cas, prise de participation dans l'autre. Au début, c'est vrai, nous n'avions pas donné assez d'importance aux mots ; mais, sur les faits, sur la manière de faire, les choses sont

nettes. En ce qui concerne l'importance du pouvoir que prendra le gouvernement socialiste sur la sidérurgie, il n'y a pas de différence entre l'une et l'autre manière de faire. Alors où est la différence ? Il n'y en a qu'une, elle concerne le fait qu'avec la manière socialiste, il n'y a pas indemnisation du capital privé, qui est gelé dans la sidérurgie, sans pouvoirs, puisqu'il y pèsera moins de 30 %. En ce qui concerne la proposition communiste, il y a indemnisation nécessaire et immédiate du capital privé. Nous avons la faiblesse de trouver cela inutile et dangereux. Dangereux pour des raisons qui touchent d'abord à l'inflation : ce n'est pas la peine de répandre dans le pays des masses monétaires qui ne correspondent pas à une production, c'est inflationniste. Dangereux surtout, par l'usage que feront ces actionnaires privés d'une telle masse d'argent (spéculation foncière ou autre forme de parasitisme social). Inutile, parce que le gel de ce capital dans la sidérurgie ne présente aucune espèce d'inconvénient ; il n'y a pas de limites — là-dessus j'entends être très ferme — aux possibilités qui sont offertes à la puissance publique si elle prend le pouvoir de cette manière.

Il peut même y avoir un aspect supplémentaire : les actionnaires de la sidérurgie ne sont pas tout à fait des capitalistes, comment dire, je dirais presque « normaux ». Les capitalistes « normaux » sont occupés à défendre leurs industries, à les promouvoir sur une base capitaliste, mais tout de même à préserver les outils industriels. Nous considérons que les actionnaires de la sidérurgie, depuis disons un demi-siècle, n'ont pas fait leur métier. Ils ont conçu leur industrie comme satisfaisante à partir du moment où elle vendait un produit brut sur un marché spéculatif. Il fallait, pour un pays développé, passer aux produits finis vendus sur des marchés spécialisés en raison de la haute valeur en qualification technique du travail incorporé, et non pas se contenter de vendre un produit brut sur un marché spéculatif. Là est la faute, et cette faute mérite sanction : la sanction c'est qu'il n'y a pas besoin

d'indemniser. Plus personne ne tirera jamais d'argent des activités qui consistent à produire de l'acier dans une situation où il est concurrencé de toutes parts par des aciers étrangers, par d'autres produits sur le plan intérieur ; on ne voit pas pourquoi cette carence serait, en plus, indemnisée.

J'ajoute un dernier point. Si on en passe par la nationalisation intégrale, c'est-à-dire par l'expropriation à 100 %, nous ouvrons un contentieux juridique sur la valeur des actifs. Dans les cas où les sociétés sont cotées en Bourse, ce contentieux peut être rapidement réglé, mais nous trouvons cela inutile. [...]

En fait, le fond de la question, je crois qu'on peut le résumer de la manière suivante : le parti socialiste propose une technique de prise de pouvoir dans l'industrie qui est souple et qui veut laisser place à une très grande décentralisation de la décision économique, notamment pour faire toute sa place au pouvoir montant des travailleurs dans leurs entreprises. Les camarades communistes nous proposent, au contraire, une technique beaucoup plus centrée sur l'appareil public de l'État, sur le droit public ; c'est une technique centraliste et les nationalisations risquent alors d'être des étatisations. Là est le débat. Nous avons cru trancher heureusement, au moment du programme commun de 1972, puisque chacun se souvient que la question des filiales avait déjà été soulevée, notamment dans le journal *l'Humanité* du 12 juin 1972, et résolue par la négative. Dans le texte du programme commun, le mot filiale n'est pas prononcé. Nous avons cru la question réglée lorsque Charles Fiterman, en février 1977, a donné une interview aux *Échos* dans laquelle il calculait le coût de l'indemnisation en se limitant aux neuf groupes et en n'incluant pas le capital minoritaire qu'il faut exproprier partout à chaque étage si l'on veut que les filiales deviennent à 100 %. Et puis ce problème a surgi brutalement, assez sèchement, vers la fin du printemps. Nous pensons, pour notre part, que nos camarades communistes se sont refusé à eux-mêmes la possibilité d'accepter que le pro-

gramme commun prene la forme d'une société annonçant un système économique qui ne serait plus commandé du sommet, du centre, par un fort appareil étatique. En bref, si vous voulez, le parti communiste a préféré rompre que de plier en renonçant à sa conception étatique de l'économie.

4. Dominer l'inflation *

[...] la société autogestionnaire à croissance profonde sera une société à maturation lente. Comme on l'a vu, l'inflation s'accommode de la croissance acquisitive, elle en est même un des moteurs. Elle est mortelle en revanche pour la croissance profonde. Car l'inflation est le signe de l'éclatement des solidarités sociales et entretient des luttes d'influence. L'inflation est la manifestation qu'aucune autre forme d'arbitrage n'a pu être trouvée pour conclure un accord de répartition du revenu national entre ceux qui y ont droit. L'arbitrage de l'inflation, c'est la fin de la raison politique, c'est la loi de la jungle où le plus fort domine le plus faible. Voilà pourquoi l'équilibre économique, social et culturel qui cherche à s'instaurer en société de croissance profonde ne peut tolérer l'inflation sous peine de se rompre. La solidarité collective dans le partage des gains de productivité doit être un des fondements de ce socialisme. Si cette solidarité est corrompue par l'influence de l'ancien modèle de croissance alors, chaque groupe, chaque collectivité, chaque entreprise cherchera à prospérer au-delà de ce que son propre travail lui permet, par la pratique de la hausse des prix. Il y aurait ainsi, à l'instar de

* Extrait de l'ouvrage de Michel Rocard et Jacques Gallus, *l'Inflation au cœur*, Paris, Gallimard, coll. « L'air du temps », 1975, p. 194-196.

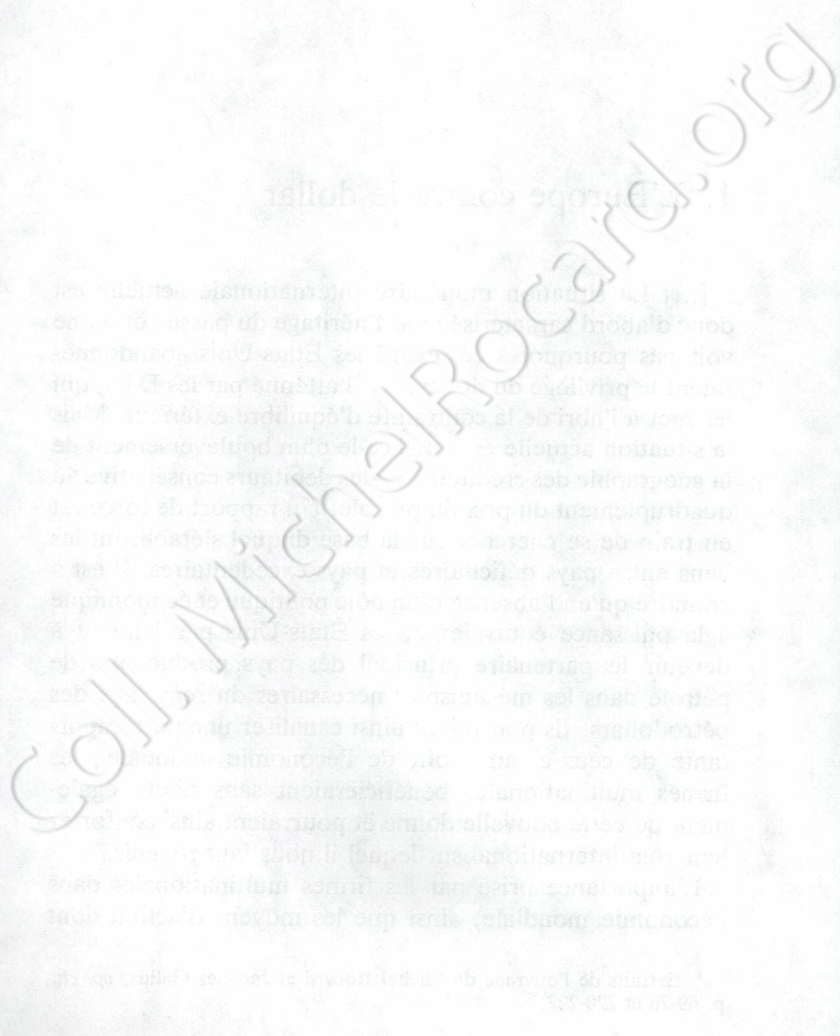
ce qui se passe de nos jours, vol du travail et des richesses d'autrui, c'est-à-dire tentative par certains de recréer une société inégalitaire. L'équilibre de la société à croissance profonde serait alors sur le chemin de la rupture.

Il est une seconde raison pour laquelle l'inflation devra absolument être combattue. C'est le risque qu'elle soit adoptée comme méthode de financement des investissements. On sait qu'en régime capitaliste cette méthode est largement utilisée. Mais il faut voir aussi que l'inflation capitaliste est un processus d'arbitrage entre ouvriers et patrons au profit de ceux-ci ; en effet, la hausse des prix est la méthode la plus simple pour récupérer d'une main ce que l'autre a accordé en matière de revendications salariales. La démocratisation de la gestion des entreprises en régime socialiste doit aider à résoudre ce problème. En revanche, elle laisse entier celui de l'arbitrage entre salaire et investissement, c'est-à-dire entre court terme et moyen terme. Si les travailleurs ne parviennent pas à décider une répartition entre salaires et investissements qui préserve les capacités de développement ultérieures de l'entreprise, c'est l'inflation qui rétablira l'équilibre. Autrement dit, si les travailleurs opèrent un arbitrage trop favorable au court terme, le financement du moyen terme sera inflationniste. Et il est clair que cette voie par laquelle l'inflation peut se réintroduire mène au même titre que les autres à des tensions redoutables.

Ainsi, les menaces dont l'inflation est porteuse en régime capitaliste n'épargnent pas la société socialiste à croissance profonde. C'est pourquoi la définition d'une politique socialiste contre l'inflation est nécessaire.

Cette politique s'inscrit bien sûr dans le cadre général de la transformation sociale dont nous venons d'esquisser les principes. L'autogestion, la planification et la socialisation des pôles dominants de l'économie sont les premiers de ces principes. Mais il ne suffit pas de décrire un projet de société ; il faut aussi maîtriser les mesures capables de l'engager. La définition d'un ensemble cohérent de mesu-

res à court terme est une tâche immense à laquelle le parti socialiste et le parti communiste se sont attelés pour la première fois en élaborant le programme commun de la gauche.



Quelle Europe ?

1. L'Europe contre le dollar *

[...] La situation monétaire internationale actuelle est donc d'abord caractérisée par l'héritage du passé ; et on ne voit pas pourquoi à cet égard les États-Unis abandonneraient le privilège du dollar, fût-il atténué par les DTS, qui les met à l'abri de la contrainte d'équilibre extérieur. Mais la situation actuelle est aussi celle d'un bouleversement de la géographie des créditeurs et des débiteurs consécutive au quadruplement du prix du pétrole. Un rapport de force est en train de se chercher sur la base duquel s'établiront les liens entre pays déficitaires et pays excédentaires. Il est à craindre qu'en l'absence d'un pôle politique et économique à la puissance équivalente, les États-Unis parviennent à devenir le partenaire principal des pays producteurs de pétrole dans les mécanismes nécessaires du recyclage des pétrodollars. Ils pourraient ainsi canaliser une part importante de ceux-ci au profit de l'économie nationale ; les firmes multinationales bénéficieraient sans doute également de cette nouvelle donne et pourraient ainsi conforter leur rôle international sur lequel il nous faut revenir.

L'importance prise par les firmes multinationales dans l'économie mondiale, ainsi que les moyens d'action dont

* Extraits de l'ouvrage de Michel Rocard et Jacques Gallus, *op. cit.*, p. 69-76 et 220-222.

elles disposent sont en train de transformer profondément les conditions d'apparition et de développement des tensions inflationnistes. Tantôt leur puissance leur permet des opérations qui restent interdites aux entreprises plus petites ; tantôt leur aptitude à intervenir simultanément dans plusieurs pays leur donne les moyens de se soustraire aux mesures de lutte contre l'inflation qui peuvent être prises par les responsables politiques.

Grâce à leurs moyens financiers et en particulier à leurs capacités d'autofinancement, les firmes multinationales renouvellent fréquemment leur capital technique. La volonté d'échapper aux revendications syndicales et aux mouvements sociaux les conduit à automatiser au maximum leurs usines. Ce fut le cas en particulier après 1968 dans de nombreux pays développés. Parallèlement, le rachat d'autres entreprises se traduit très fréquemment par une « modernisation » des moyens techniques.

Bien plus, pour bénéficier des meilleures conditions de production, les entreprises les plus puissantes sont incitées à fermer leurs établissements dans certains pays ou régions et à construire d'autres usines ailleurs (transfert de la sidérurgie de Lorraine à Fos, fermeture des ateliers textiles des vallées des Vosges et ouverture de nouvelles usines au Proche-Orient, implantation de BSN en Asie du Sud-Est, etc.). Le rythme d'obsolescence du capital s'accélère, des investissements considérables sont effectués qui correspondent le plus souvent non pas à une augmentation des capacités de production, mais à un aménagement différent des techniques de production.

Dans les conditions actuelles des échanges internationaux, il est extrêmement rare qu'une entreprise puisse exercer un monopole dans un seul pays et les capacités de domination d'un marché sont liées au caractère multinational des firmes.

Mais pour la plupart de ces entreprises, les mécanismes de détermination des prix ne sont pas du tout ceux que l'on rencontre dans une économie de concurrence. Par exem-

ple, pour IBM, le prix de vente des ordinateurs (et en particulier les plus puissants) ou le prix de la location n'ont aucune espèce de rapport avec le coût de fabrication ou de fonctionnement de l'appareil. Sur ce plan, l'exemple le plus frappant est certainement celui du pétrole. L'évolution des prix de la production et de la consommation des produits pétroliers entre la fin de 1973 et la fin de 1974 est encore mal connue et l'analyse précise de cette période restera, en tout état de cause, assez difficile.

Cependant, le rappel de quelques faits suffit à éclairer des orientations générales : le 17 octobre 1973, à Koweït, les pays de l'OPEP augmentent de 17 % le prix du brut ; le 23 décembre 1973, à Téhéran, une nouvelle hausse est décidée : elle fait plus que doubler le prix antérieur. A l'époque, les « Majors » n'apparaissent pas : pour l'opinion, la responsabilité des hausses de prix incombe uniquement aux pays producteurs et elles sont fondées sur des raisons politiques : il s'agit d'amener au Proche-Orient un règlement favorable aux pays arabes.

Pourtant, les firmes pétrolières sont largement bénéficiaires de ces hausses : pour le premier semestre 1974, la plupart d'entre elles annoncent que leur profit a augmenté de 200 à 300 % par rapport à la même période de l'année précédente, et ce malgré la stagnation ou la légère diminution des quantités vendues.

A la fin de l'année 1974, au moment où l'Arabie Saoudite (le pays le plus sensible aux pressions venant des États-Unis) préconise une baisse du prix du brut, le président de la BP, sir Eric Drake, écartait l'idée d'une baisse parce que, a-t-il fait valoir, « il faut être conscient que le pétrole de l'Alaska et de la mer du Nord revient très cher¹ » !

On a oublié que, il y a tout juste un an, on déclarait que les changements de prix étaient dus à des facteurs exclusivement politiques extérieurs aux compagnies ; ils sont

1. *Ener-presse*, n° 1196, 14 novembre 1974.

maintenant justifiés par des raisons d'ordre économique tenant aux investissements réalisés dans d'autres parties du monde.

Dans le même temps, on apprenait que les grandes compagnies avaient bénéficié d'un nouvel équilibre entre le pétrole de participation et le pétrole de concession : ce qu'on appelle le coût d'accès au brut a diminué, mais la facturation des maisons mères à leurs filiales consommatrices a continué d'être fondée sur les données antérieures.

Il est difficile de dire plus clairement que, dans un marché dominé, le prix d'un produit n'a plus aucune espèce de lien avec son coût. D'autant que ces manipulations résultent de concertation à l'échelle mondiale dont il semble que les considérations de coût soient totalement absentes... Ainsi que l'écrit un journaliste spécialisé : « Les compagnies, d'un côté pensent qu'une augmentation de leurs prix de transfert en direction des pays consommateurs est inéluctable, ne serait-ce que pour inciter les gouvernements de ces pays en question à revoir la courbe des produits finis, particulièrement là où cette courbe est au-delà de l'allure moyenne mondiale, comme en Italie ou en France. D'un autre côté, la conscience serait vive de ne pas pousser les pays producteurs à aggraver leur tendance à l'alourdissement des coûts imposés aux grandes compagnies plus qu'aux petites¹. »

A un certain niveau de puissance, le prix joue deux rôles essentiels : il exprime le rapport de forces existant à un moment donné entre les producteurs et les consommateurs, et il est, comme le prouve l'analyse qui vient d'être citée, l'instrument d'application d'une stratégie mondiale.

En régime de monopole, l'un des éléments de fixation du prix est — à côté de l'élasticité de la demande — l'existence de produits de remplacement. La puissance et le caractère multinational des sociétés pétrolières leur permet de prendre progressivement le contrôle des sources d'énergie

1. *Ener-presse*, n° 1167, 2 octobre 1974.

concurrentes du pétrole (charbon, schistes bitumeux, uranium), en sorte qu'elles puissent manipuler tous les éléments du prix de l'énergie et s'en servir pour développer leur puissance¹.

Le rôle des firmes multinationales dans le développement de l'inflation est particulièrement net pour les sociétés pétrolières, mais on pourrait retrouver les mêmes phénomènes dans le secteur des télécommunications, de l'industrie chimique ou la construction de centrales nucléaires (entre 1967 et 1971, le coût de construction des centrales est passé de \$ 200 à près de \$ 450/kwe installé) : il serait difficile de trouver une explication dans l'évolution du coût de chacun des éléments de l'ouvrage, mais plutôt dans l'élimination de quelques-unes des firmes susceptibles de concurrencer sur le marché mondial les principaux constructeurs, notamment Westinghouse et General Electric.

Tout aussi importantes sont les possibilités pour les firmes multinationales de se soustraire aux effets des mesures anti-inflationnistes qui peuvent être prises dans tel ou tel pays. L'exemple cité des motifs pour lesquels les compagnies pétrolières n'ont pas répercuté la baisse à la production montre au contraire que ces firmes ont de plus en plus le pouvoir d'orienter les politiques gouvernementales.

D'autres procédés techniques existent. Par exemple lorsqu'une usine fabrique des composants destinés à un atelier de montage situé dans un autre pays, le flux d'importations et d'exportations qu'elle entretient est totalement indépendant de la politique menée dans le pays où il est situé. Les restrictions de crédit non seulement frappent beaucoup moins les filiales de firmes multinationales que les autres, mais elles peuvent même les avantager, d'une part parce que leurs facilités d'autofinancement sont beau-

1. Cf. J.-M. Chevallier, *Le Nouvel Enjeu pétrolier*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

coup plus importantes, d'autre part parce que les transferts de fonds d'une filiale à une autre par simples jeux d'écritures leur permettent d'emprunter dans les pays où les conditions sont le plus favorables.

Quant aux possibilités de spéculation monétaire, elles sont bien entendu infiniment plus importantes pour les firmes multinationales¹ que pour les autres ; de même leurs capacités d'évasion fiscale beaucoup plus fortes.

Nous avons indiqué, en ouvrant ce chapitre sur l'inflation structurelle mondiale, qu'il est vain de parler de réformes de techniques monétaires hors du cadre du rapport de force politique. C'est pourquoi ceux qui voudraient construire un meilleur système monétaire (meilleur pour qui ?), sans comprendre qu'il passe par la constitution d'un pouvoir politique capable de faire face aux intérêts des États-Unis et des firmes multinationales, perdent leur temps. La naissance d'un pôle socialiste en France pourrait être le catalyseur d'une volonté européenne autour de principes politiques, économiques et militaires communs. Il faut assurer au sein des familles politiques issues du socialisme en Europe une base minimale d'accord sur de tels principes d'autonomie par rapport au capitalisme et à son pôle dominant, les États-Unis. La lutte politique de toutes les forces socialistes pour acquérir un plus grand poids, chacune dans leur pays, est le meilleur gage d'une résolution ultérieure du problème monétaire et de l'inflation mondiale. [...]

Constituer une entité géographique susceptible de résister à l'emprise de la monnaie américaine, tel est, à notre sens, le seul objectif décisif en la circonstance. [...] Dans ces conditions, il est parfaitement vain d'espérer, par de simples réformes techniques, un rééquilibrage du système monétaire international, si on ne s'est pas engagé dans la

1. Sur toutes les possibilités offertes dans ce domaine aux FM, cf. Stobangh et Robbin, « How the multinationals play the money game », *Fortune*, août 1973.

constitution d'une force capable de faire face — sur tous les plans — à la puissance américaine. Cette force, qui s'inscrit naturellement dans le cadre européen, doit recouvrir un ensemble de pays suffisamment vaste pour se doter d'un potentiel économique compétitif. Plus précisément, cet ensemble européen doit être crédible sur le plan extérieur, ce qui implique que sa solvabilité soit assurée. Une telle condition est tout à fait fondamentale si l'objectif est bien de se dégager de la tutelle financière du dollar. Elle requiert au premier chef une politique industrielle capable de promouvoir les secteurs qui assoient la puissance économique ainsi que ceux qui assurent l'indépendance énergétique. Mais elle requiert également un inflexissement de la politique commerciale afin de créer une zone d'échange qui soit le plus possible dégagée du dollar, ainsi qu'une solidarité monétaire.

Si une telle perspective politique est envisageable en Europe — et cela passe par une lutte commune de tout le mouvement socialiste —, alors un rapport de forces nouveau est créé, le déséquilibre international actuel peut être combattu, et il devient utile de songer aux clauses de ce rééquilibrage. Au niveau des instances internationales, il passe bien sûr par un élargissement du FMI aux pays socialistes qui prennent un poids de plus en plus grand dans le commerce mondial ; de même, il faut revoir la place relative qu'y tiennent les pays du tiers monde et les pays de la force européenne que l'on vient d'évoquer. Cette révision doit se faire au détriment des États-Unis qui disposent actuellement de la maîtrise de toutes les décisions. Conjointement à cette lutte contre l'influence politique américaine, il faut limiter la liberté de jeu du dollar dans toutes les opérations dont il est le véhicule. Il s'agit en particulier de contrôler les investissements américains à l'étranger, d'opérer une différenciation entre mouvements commerciaux et mouvements financiers libellés en dollars et de prendre des mesures antispéculatives ; toute cette politique vise en définitive à lutter contre les privilèges

dont jouit le dollar en tant que monnaie d'échange universelle. Elle est indispensable si l'on veut mettre fin au financement de l'inflation par l'excès mondial de liquidités. [...]

2. Les multinationales contre l'Europe *

Si on en croit les porte-parole gouvernementaux, le « sommet » européen, qui s'est tenu à Paris en novembre dernier, a été un grand succès à la fois pour M. Pompidou et pour la construction de l'Europe. Or, moins de six mois plus tard, on constate que les Neuf ont fait face à la récente crise monétaire internationale en ordre dispersé, les projets de mise au point d'une politique régionale concertée restent au stade des velléités, le Fonds européen de coopération monétaire n'a pas pu être créé à la date prévue ; la fixation des prix agricoles (seul secteur où une véritable politique est appliquée) a failli se terminer tout dernièrement par une crise ; mais le nouvel équilibre de prix sera lui-même remis en cause par la prochaine manipulation monétaire ; récemment, le renoncement de l'Allemagne et de la France a entraîné l'abandon des projets de politique spatiale européenne ; et, traitant de la politique industrielle européenne, un journaliste, dans ces mêmes colonnes, intitulait son article : « Le mirage ».

En cette matière, le hasard ne joue qu'un rôle très faible, et ce serait faire trop d'honneur aux différents ministres de la V^e République que d'attribuer cette succession d'échecs à leur nationalisme étroit, à leur incompréhension du problème ou à leur incompetence : la cause du mal doit être cherchée ailleurs ; elle est beaucoup plus profonde.

* *Le Monde*, « Libres opinions », 17 mai 1973.

On ne crée pas une communauté humaine sur commande : il faut que cela corresponde à une réalité sentimentale, psychologique, mais surtout économique avant d'être politique. La logique du système capitaliste et des comportements d'entreprise qu'il suppose veut qu'il ne puisse y avoir d'Europe politique que s'il existe des entreprises de taille européenne, solidaires entre elles pour se réserver le marché intérieur et utilisant ensuite à leur profit des institutions politiques communes pour les aider à se procurer outre-mer, à des tarifs de pure exploitation, les matières premières et la main-d'œuvre dont elles ont besoin et pour mettre à leur disposition une politique commerciale commune qui leur donne les moyens de l'emporter sur leurs concurrents sur les marchés extérieurs.

C'est d'ailleurs bien ainsi que les auteurs du traité de Rome avaient conçu le problème en 1957, et ils pensaient qu'en supprimant les anciennes politiques protectionnistes correspondant à une époque périmée (celle du capitalisme national), on verrait apparaître des firmes de taille européenne qui entreraient en concurrence avec les entreprises américaines ou japonaises et qui, pour protéger leur marché, auraient besoin ultérieurement d'institutions politiques européennes, comprenant à la fois des structures étatiques, une monnaie et peut-être une défense communes. Malheureusement pour eux, ce schéma commençait à peine de s'appliquer que l'embryon d'Europe capitaliste était étouffé par l'effet conjugué du « Kennedy Round », de l'eurodollar et de l'ordinateur.

A travers le « Kennedy Round », puis le « Nixon Round », les États-Unis s'opposaient à ce que le Marché commun se protège de l'industrie américaine par une barrière douanière trop élevée.

En même temps, les techniques de l'eurodollar donnaient aux firmes américaines des moyens financiers considérables qui leur permettaient de prendre le contrôle d'un nombre toujours croissant d'entreprises européennes. A

terme, comme on l'a vu récemment, cela devait largement contribuer à la crise du dollar et à l'affaiblissement du capitalisme américain, mais après avoir permis la constitution de firmes multinationales. Ces firmes ont, en effet, en Europe ou en Asie, des avoirs qui commencent à être égaux ou supérieurs à ceux qu'elles ont aux États-Unis mêmes. Et leur politique générale est une stratégie de puissance propre à chaque firme, de plus en plus étrangère à la politique de tel ou tel pays, fût-ce les États-Unis.

Le développement des télécommunications et de l'ordinateur ont joué dans le même sens en donnant aux dirigeants de ces firmes multinationales les moyens techniques de gérer des entreprises situées dans plusieurs continents de façon cohérente, rapide et efficace. L'application spontanée des règles de la libre concurrence ne fait qu'accélérer ce développement des firmes multinationales, qui tendent à faire de l'ensemble du monde capitaliste un vaste et unique marché dans lequel les groupes industriels ou financiers se combattent ou se partagent la clientèle, mais sans que cela corresponde à une rivalité entre nations ou entre continents : il peut y avoir concurrence entre General Motors et Ford, mais IBM France n'est pas rival d'IBM États-Unis, pas plus que la filiale européenne de Westinghouse ne l'est de l'établissement américain. Et cette intégration des entreprises d'un même groupe à l'intérieur d'une même stratégie commerciale est encore renforcée lorsque, dans chaque pays, l'entreprise ne fabrique qu'une partie du produit final, comme c'est de plus en plus le cas : on ne voit pas dans ces conditions quelle autonomie chaque entreprise pourrait avoir par rapport à la direction du groupe.

Dans cette situation, les activités économiques européennes ne peuvent que se fondre dans un vaste ensemble capitaliste occidental, où les décisions sont prises en fonction du développement des grandes firmes multinationales et où les États-Unis tendent à n'avoir plus qu'un rôle de gendarme.

Il n'est pas question qu'elles puissent constituer les bases économiques d'un pôle politique rival des États-Unis, et c'est bien en effet le sens du discours que Henry Kissinger vient de faire sur la nécessité de réformer la nature et la structure de l'alliance atlantique.

A une époque où les techniques amènent le développement de firmes de taille mondiale, à l'heure des communications par satellites et des ordinateurs, construction européenne et capitalisme deviennent deux notions antinomiques. L'Europe, c'est le refus de cette évolution-là, c'est l'affirmation par les peuples d'Europe qu'ils sont résolus à se donner les moyens d'appliquer la politique qu'ils auraient ainsi choisie, c'est-à-dire qu'ils sont déterminés à enlever à ces grandes firmes leur pouvoir de décision. Rester dans le régime de la libre concurrence et de l'absence de planification, c'est renoncer à l'Europe. La construction de l'Europe n'est un objectif que pour le socialisme.

*Un puissant parti socialiste **

Seul un puissant parti socialiste peut garantir qu'il n'y ait pas de fatalité à l'échec que la gauche s'efforce de surmonter depuis le 19 mars. C'est notre tâche collective que de construire l'instrument de cette réussite durable d'une expérience socialiste autogestionnaire. Qui s'en dissimule l'ampleur et l'importance ?

C'est dire que nous ne souhaitons pas que cette Convention apparaisse comme une simple affaire de règlement intérieur. Tout ce qui concerne le parti socialiste concerne la société tout entière, et il n'est pas possible de dissocier la question du Parti de celle du projet de société. Même si le calendrier de nos discussions implique que ces deux questions soient traitées successivement et non pas simultanément, on ne peut pas séparer le projet, le système d'alliances, la stratégie, et l'outil politique que représente le Parti.

Il est également nécessaire, me semble-t-il, de rappeler que l'exigence exprimée à cette même tribune, lors de la Convention du 29 avril, par de nombreux délégués fédéraux, d'une plus grande affirmation de notre identité, d'une meilleure caractérisation de notre projet autogestionnaire, portait à la fois sur les textes, les programmes, et sur la pratique.

En somme, cette Convention sur le règlement intérieur,

* Intervention à la Convention nationale du parti socialiste le 25 novembre 1978.

l'élaboration du projet de société et le congrès fixé au mois d'avril, sont un seul et même débat du parti socialiste, sur lui-même, sur ce qu'il propose, sur sa politique.

Dans ce débat se profile une question qui est peut-être restée trop informulée : *à quoi sert un parti socialiste dans la France d'aujourd'hui ?* Question qui est elle-même double : *à quoi sert un parti ?*, et *en quoi le fait d'être socialistes nous distinguerait-il des autres formations ?*

La question n'est pas simple, avouons-le, d'autant que l'Histoire pèse lourd. On discerne clairement deux traditions à l'origine de ce que nous sommes aujourd'hui. La première, républicaine et radicale, issue du suffrage universel, fait du parti une fédération de comités électoraux dont la tâche principale, voire exclusive, est la préparation des élections. Dans ce type d'organisation, la section territoriale est évidemment le lieu privilégié de regroupement des militants. La seconde origine, principalement léniniste, fait du parti un organe de combat destiné à la destruction d'un État de classe et devant, par souci d'efficacité, s'appliquer à lui-même les caractéristiques de l'adversaire : centralisation, discipline et hiérarchisation. Nous critiquons à juste titre ces deux conceptions. Nous parlons de la nécessité de les dépasser, de la même façon que nous voulons opérer dans le domaine programmatique le double dépassement de la social-démocratie et du communisme. Mais sommes-nous sûrs d'avoir avancé dans cette voie ?

En réalité, nous avons davantage juxtaposé ces deux traditions que nous ne les avons dépassées. C'est ainsi que l'activisme militant est souvent perçu comme un contre-feu aux tentations « électoralistes », tandis que le poids des élus peut faire contrepoids aux risques de centralisation et de bureaucratisation liés au fonctionnement de courants de pensée trop figés.

Le point commun de ces deux formes d'organisation politique, c'est que l'essentiel de la stratégie du changement social se trouve centré sur la seule conquête de l'État, les militants se comportant plutôt comme les « soldats »

d'une armée en campagne — et notre vocabulaire n'est-il pas révélateur à cet égard ? — que comme les agents de transformation et d'expérimentation dans leur milieu de travail ou leur cadre de vie. Ce n'est pas par hasard si l'essentiel du temps militant est consacré à des activités de « diffusion » : collage d'affiches, tracts, réunions publiques, etc. De même, une partie des difficultés que nous rencontrons pour nous implanter dans les entreprises n'est pas liée seulement à la faiblesse des moyens mis en œuvre, mais aussi au flou qui subsiste sur la nature de l'intervention du Parti dans l'entreprise. La seule transmission de messages ne répond pas aux besoins que ressentent les travailleurs. C'est un constat que font aussi de très nombreux habitants de ce pays, et il faut avoir le courage et la lucidité de reconnaître que les partis politiques — et le PS n'échappe pas à ce reproche — sont aujourd'hui trop coupés des préoccupations quotidiennes des Français. La réponse à cette question n'est pas simplement une question de programme ou d'engagements : nous ne gagnerons que si notre action militante permet d'apporter des réponses précises, capables de mobiliser les gens. Si déjà, par nos initiatives, nous apportons la démonstration que la gauche au pouvoir ne changera pas seulement des structures et des hommes, mais qu'elle changera aussi les conditions concrètes du travail, cet univers infernal de la chaîne, des cadences, des feux continus, le travail à 4 heures du matin six jours sur sept, le sommeil impossible dans les HLM sonores, l'abrutissement des transports, la négation de la personnalité des hommes résumée il y a dix ans dans le slogan « métro-boulot-dodo », alors là, oui, nous ferons comprendre ce que nous voulons dire par « rupture avec le capitalisme ».

Est-ce que les partis politiques sont vraiment incapables de prendre en charge, dès aujourd'hui, par l'intervention de leurs militants, par l'exemple de leurs élus, les combats du quotidien, de nouvelles formes de vie sociale, en liaison

avec les syndicats, les associations, les mouvements sociaux qui agissent sur le terrain ? Voilà le défi qui nous est posé.

Il ne suffit pas pour nous débarrasser du constat pénible que provoque ce décalage d'incriminer tour à tour l'idéologie dominante, les institutions de la V^e République, l'excessive personnalisation des enjeux politiques, le rôle de la télévision et des media. Il est nécessaire d'aller plus loin et de dresser le bilan honnête de l'efficacité des partis politiques, du rôle qui est celui des militants, de la vie de nos sections et de nos fédérations en dehors des temps forts que rythme le calendrier électoral.

François Mitterrand notait avec pertinence, je crois me souvenir que c'est dans *la Paille et le Grain*, que l'on s'ennuie parfois ferme dans les réunions de section du parti socialiste. Une réflexion sans concessions sur le type de militantisme et de parti que nous voulons me paraît donc subordonner toute notre discussion sur nos propres modes d'organisation. On ne peut pas indéfiniment, en effet, voter des motions ou des résolutions sur la démocratie, l'autogestion, la responsabilité des militants de base et privilégier les batailles d'appareil, maintenir ce qu'on appelle des fiefs ou avoir des comportements autocratiques. Le développement du parti socialiste passe par le renouvellement fondamental de son mode d'action et de sa conception de l'action militante. Accepterons-nous encore longtemps de n'avoir que 180 000 adhérents quand nous avons 7 millions d'électeurs, et d'avoir encore moins de militants que d'adhérents ?

Cela suppose une conception du Parti comme médiateur entre l'instance politique et la société civile. Cela suppose de concevoir d'abord l'action gouvernementale comme assurant les conditions permettant à la société, c'est-à-dire à l'immense masse des travailleurs et des citoyens, d'être elle-même l'agent de sa propre transformation. Ce n'est qu'à ce prix que pourra être réduite la distance entre le gouvernement et le peuple, qui est la cause de la plupart des échecs historiques du socialisme, que cette distance se

creuse au point de provoquer l'échec, ou qu'elle soit artificiellement niée par des mécanismes totalitaires comme en Union soviétique. C'est également une condition pour renforcer la crédibilité du parti socialiste et vaincre la peur du changement qui empêche souvent un mécontentement majoritaire de se traduire par une volonté majoritaire d'alternative politique. Car cette peur, cette contradiction déjà évoquée entre le changement et la sécurité, réside surtout dans la crainte de *subir* les changements au lieu de pouvoir les *effectuer*.

C'est le Parti qui peut permettre de réduire cette distance, et c'est à travers son organisation que se révélera cette capacité à s'émanciper de la vieille représentation militaire de la politique. Je voudrais pour l'illustrer prendre deux exemples, à travers notre débat d'aujourd'hui, des rapports étroits qui existent entre *le fonctionnement* du Parti, et ce que cela implique de *sa fonction*.

Je me suis, avec beaucoup d'autres, déclaré fermement partisan de l'élection de nos dirigeants et des candidats aux fonctions publiques, et non de leur cooptation au sein des courants de pensée. Ce point fait aujourd'hui l'unanimité et je m'en réjouis. La cohérence voudrait que nous adoptions la même attitude concernant la désignation des candidats aux élections européennes. Pourquoi cet effort de démocratisation ? Parce que c'est la condition de la construction d'un parti de type nouveau, ouvert aux problèmes du quotidien et décentralisé, où les différents échelons auront une capacité d'initiative beaucoup plus grande. Il n'y a pas de nouvelle pratique possible, de responsabilité et d'initiative réelles dans une organisation où l'impulsion vient uniquement du sommet, où le Parti fonctionne à l'image de la société qu'il combat.

Dans le même esprit, et ce sera mon second exemple, notre débat sur le fonctionnement du secteur entreprises ou sur le mouvement de la jeunesse socialiste ne prend son sens que si l'on répond à la question : pourquoi et comment enraciner en profondeur un parti dans un large tissu social ?

S'il s'agit simplement de « s'implanter » comme on dit et de développer exclusivement une activité de propagande, il n'est guère nécessaire de donner la moindre autonomie, ou une capacité d'initiative, à ces secteurs d'intervention. A la limite, pour prendre le cas du Mouvement de la jeunesse socialiste, on en arrive ainsi à une existence purement formelle et juridique.

Mais si l'on considère par contre qu'une intervention politique ne se limite pas à la propagande — qu'elle vise à transformer un milieu de façon à ce que lorsque la prise du pouvoir d'État intervient, il existe déjà dans la société des bases sociales, culturelles d'un changement en profondeur — alors oui, nous avons besoin d'un vrai secteur d'entreprises, de vrais permanents ouvriers, ce qui exige aussi de savoir régler dès le départ les problèmes d'emploi et de reconversion de ces camarades à la fin de leur mandat, oui, nous avons besoin d'un vrai Mouvement de la jeunesse socialiste dont tous les responsables soient effectivement élus par les jeunes eux-mêmes.

Cette exigence d'un nouveau type de parti politique doit être cohérent avec notre projet autogestionnaire. Il nous faut un parti capable d'entamer en son propre sein une remise en cause de la coupure dirigeants-dirigés, de transformer les rapports hommes-femmes, de favoriser l'accès de tous à la compétence en refusant la séparation des experts et des militants, bref il nous faut *un parti capable de vivre lui-même sa propre rupture avec les modèles institutionnels du capitalisme*. Ces exigences fondamentales pour aujourd'hui le seront encore bien davantage si nous acceptons de nous poser sérieusement la question du pouvoir, et si nous prenons les moyens de faire gagner la gauche. Car le gouvernement et la transformation socialiste d'un pays, mes camarades, c'est une affaire redoutable. La gauche a trop souvent perdu en France et à l'étranger parce qu'elle cumulait un double défaut : le laxisme de sa politique économique et le caractère très centralisé, juridique et au total conservateur de sa politique de transformation sociale

et culturelle. Les formes traditionnelles d'organisation et de militantisme de la gauche favorisent ce double écueil. L'absence d'une véritable exigence de rigueur et de formation de nos militants provoque une coupure mortelle d'abord au sein du parti entre militants et experts, ensuite souvent entre gouvernement et parti. Rappelons-nous, camarades, que l'inflation a désagrégé aussi sûrement l'alliance de classe de l'unité populaire chilienne que l'offensive idéologique de l'impérialisme. De même, le centralisme et le conservatisme de ses organisations conduit la gauche à n'imaginer les réformes de structures et notamment toutes celles qui concernent la production que sur le mode administratif. La gauche ne gagnera pas dans ce pays si elle ne prend pas en charge la capacité d'une société à assumer le risque et la mutation, y compris dans le domaine économique. Nous devons créer un parti capable de conduire une transition et construire un socialisme où la liberté de créer dans tous les domaines, à commencer par celui de la production sera réhabilitée, parce qu'elle ne sera plus synonyme de la liberté de dominer ou d'exploiter. Nous devons construire un parti largement ouvert sur les questions internationales qui vont décider de la vie et de la mort des hommes dans les quinze années qui viennent — la guerre, la faim, la servitude — et non un parti frileux qui régresse dans le nationalisme et l'étatisme.

Telles sont les questions qu'il nous faut aujourd'hui commencer à débattre et qui serviront d'alimentation à notre réflexion jusqu'au congrès. Ce ne sont pas là des questions stratégiques, puisque personne ici ne remet en cause la volonté d'union populaire. Ce ne sont pas là non plus des questions de style ou de personnes. Ce sont des questions politiques, qui conditionnent notre capacité à gagner durablement dans ce pays, démontrant ainsi qu'il n'y a pas, qu'il ne peut pas y avoir, de fatalité à l'échec de la gauche.

Table

<i>Préface</i> de Jacques Julliard	7
<i>Actualité du socialisme</i> (entretien avec Jacques Julliard)	17

Textes politiques

<i>Introduction : Il n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche</i>	61
1. <i>Le débat nécessaire</i>	65
1. La France attend	65
2. Les deux cultures politiques	76
3. Dissiper les illusions	85
4. Oui, j'ai dit archaïsme	93
2. <i>Changer la vie</i>	97
1. L'avenir de Mai 68	97
2. Pour l'autogestion	102
3. Le temps de vivre	104
4. Décoloniser la province	107
3. <i>Reconstruire l'union</i>	110
1. Maintenir le cap	110
2. L'union des forces populaires	115
3. Respecter les différences	117

4. L'exigence de rigueur	127
1. La gauche et la monnaie	127
2. Plan et marché	132
3. Nationaliser : oui mais comment ?	143
4. Dominer l'inflation	149
5. Quelle Europe ?	152
1. L'Europe contre le dollar	152
2. Les multinationales contre l'Europe	159
6. Un puissant parti socialiste	163

Collection Points

SÉRIE POLITIQUE

1. La Démocratie, *par Georges Burdeau*
2. L'Afrique noire est mal partie, *par René Dumont*
3. Communisme, Anarchie et Personnalisme, *par E. Mounier*
4. Que faire ?, *par Lénine*
5. Machiavel, *par Georges Mounin*
6. Dans trente ans la Chine, *par Robert Guillaïn*
7. Citations du président Mao Tsé-toung
8. Pour une réforme de l'entreprise, *par François Bloch-Lainé*
9. Les Socialistes, *par André Philip*
10. Hô Chi-minh, *par Jean Lacouture*
11. Histoire de la Révolution russe, 1. Février, *par Trotsky*
12. Histoire de la Révolution russe, 2. Octobre, *par Trotsky*
13. Réflexions sur l'histoire d'aujourd'hui, *par Tibor Mende*
14. Histoire du syndicalisme britannique, *par Henry Pelling*
15. Trois Encycliques sociales, *de Jean XXIII et Paul VI*
16. Bilan de l'URSS, 1917-1967, *par J.-P. Netti*
17. Mahomet, *par Maxime Rodinson*
18. Citations du président de Gaulle, *par Jean Lacouture*
19. Les Sans-Culottes, *par Albert Soboul*
20. Les Libertés à l'abandon, *par Roger Errera*
21. Qu'est-ce que la politique ?, *par Julien Freund*
22. Citations de Fidel Castro,
par Henri de la Vega et Raphaël Sorin
23. Les lycéens gardent la parole, *par les CAL*
24. Les Communistes français, *par Annie Kriegel*
25. La CGT, *par André Barjonet*
26. Les 20 Amériques latines, t. 1, *par Marcel Niedergang*
27. Les 20 Amériques latines, t. 2, *par Marcel Niedergang*
28. Les 20 Amériques latines, t. 3, *par Marcel Niedergang*
29. Introduction à une politique de l'homme, *par Edgar Morin*
30. Le Nouveau Christianisme, *par H. de Saint-Simon*
31. Le PSU, *par Michel Rocard*
32. La Nouvelle Classe ouvrière, *par Serge Mallet*
33. Réforme et Révolution, *par André Gorz*
34. L'Etat SS, *par Eugen Kogon*
35. L'Etat, *par Georges Burdeau*
36. Cuba est-il socialiste ?, *par René Dumont*
37. Les Paysans dans la lutte des classes, *par Bernard Lambert*
38. La Pensée de Karl Marx, *par Jean-Yves Calvez*
39. La Pensée politique arabe contemporaine,
par Anouar Abdel-Malek
40. Pour le nouveau parti socialiste, *par Alain Savary*
41. Autogestion, *par Daniel Chauvey*
42. Un socialisme du possible, *par François Mitterrand*
43. La CFDT, *ouvrage collectif*
44. Paris libre 1871, *par Jacques Rougerie*

45. Les Nouveaux Intellectuels, *par F. Bon et M.-A. Burnier*
46. Les Origines du gauchisme, *par Richard Gombin*
47. La Société bloquée, *par Michel Crozier*
48. Classe ouvrière et Révolution, *par F. Bon et M.-A. Burnier*
49. Histoire des démocraties populaires, 1. L'ère de Staline, *par François Fejtö*
50. Histoire des démocraties populaires, 2. Après Staline, *par François Fejtö*
51. La Faute à Voltaire, *par Nelcya Delanoë*
52. Géographie de la faim, *par Josué de Castro*
53. Le Système totalitaire, *par Hannah Arendt*
54. Le Communisme utopique, *par Alain Touraine*
55. Japon, troisième grand, *par Robert Guillain*
56. Les Partis politiques dans la France d'aujourd'hui, *par François Borella*
57. Pour un nouveau contrat social, *par Edgar Faure*
58. Le Marché commun contre l'Europe, *par Bernard Jaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard*
59. Le Métier de militant, *par Daniel Mothé*
60. Chine-URSS, *par François Fejtö*
61. Critique de la division du travail, *par André Gorz*
62. La Civilisation au carrefour, *par Radovan Richta*
63. Les Cinq Communismes, *par Gilles Martinet*
64. Bilan et Perspectives, *par Léon Trotsky*
65. Pour une sociologie politique, t. 1, *par J.-P. Cot et J.-P. Mounier*
66. Pour une sociologie politique, t. 2, *par J.-P. Cot et J.-P. Mounier*
67. L'Utopie ou la Mort, *par René Dumont*
68. Fascisme et Dictature, *par Nicos Poulantzas*
69. Mao Tsé-toung et la Construction du socialisme, *textes inédits traduits et présentés par Hu Chi-hsi*
70. Autocritique, *par Edgar Morin*
71. Nouveau Guide du militant, *par Denis Langlois*
72. Les Syndicats en France, t. 1, *par Jean-Daniel Reynaud*
73. Les Syndicats en France, t. 2. Textes et documents, *par Jean-Daniel Reynaud*
74. Force ouvrière, *par Alain Bergounioux*
75. De l'aide à la recolonisation, *par Tibor Mende*
76. Le Patronat, histoire, structure, stratégie du CNPF, *par Bernard Brizay*
77. Lettres à une étudiante, *par Alain Touraine*
78. Sur la France, *par Stanley Hoffmann*
79. La Cuisinière et le Mangeur d'hommes, *par André Glucksmann*
80. L'Age de l'autogestion, *par Pierre Rosanvallon*
81. Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui, *par Nicos Poulantzas*
82. Regards froids sur la Chine, *ouvrage collectif*
83. Théorie politique, *par Saint-Just*
84. La Crise des dictatures, *par Nicos Poulantzas*

85. Les Dégâts du progrès, *par la CFDT*
86. Les Sommets de l'Etat, *par Pierre Birnbaum*
87. Du contrat social, *par Jean-Jacques Rousseau*
88. L'Enfant et la Raison d'Etat, *par Philippe Meyer*
89. Ecologie et Politique, *par A. Gorz/M. Bosquet*
90. Les Racines du libéralisme, *par Pierre-François Moreau*
91. Syndicat libre en URSS,
par le Comité international contre la répression
92. L'Informatisation de la société, *par Simon Nora et Alain Minc*
93. Manuel de l'animateur social, *par Saul Alinsky*
94. Mémoires d'un révolutionnaire, *par Victor Serge*
95. Les Partis politiques dans l'Europe des Neuf
par François Borella
96. Le Libéralisme, *par Georges Burdeau*
97. Parler vrai, *par Michel Rocard*

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org



Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde ;
les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques.

Parler vrai

Michel Rocard : un homme neuf parmi les grands de la politique française, mais aussi un long passé de militant socialiste. Les textes, récents mais aussi plus anciens, présentés ici — notamment sur l'Europe, les 35 heures, le chômage, les questions monétaires, les rapports de l'État et de la société civile, l'alliance avec le parti communiste — témoignent de la continuité d'une action et d'une recherche au service du socialisme autogestionnaire.

Un appel à la rigueur et à l'imagination.

Collection dirigée par Jacques Julliard

